

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ANALYSE DU DISCOURS ENVIRONNEMENTAL
AUTOCHTONE ET LA CRITIQUE DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE DANS LE NORD DU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

CLAUDIA WEIGEL

MARS 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur René Audet pour avoir accepté d'encadrer mon sujet, pour sa disponibilité continue à me guider avec ses conseils pointus pendant tout le déroulement de ma maîtrise, pour sa générosité et son enthousiasme scientifique, et enfin pour sa patience pour mon français écrit et parlé. Ce n'est pas évidant de trouver un directeur comme cela et je l'apprécie beaucoup.

Deuxièmement, un grand merci à mes correcteurs Etienne Mangonau, Consuela Orzan, Pierre-Yves Yanni, Jennifer Stroude et particulièrement Guillaume Saucier, mon partenaire d'échange linguistique, qui a non seulement aidé à la correction de mon mémoire, mais qui était toujours disponible pour m'expliquer les subtilités de la langue française (et québécoise).

Furthermore, a big thanks to Jennifer Gobby. She did not only gave me access to her McGill VPN client which made remote access to the scientific data bases much easier, but also for endless fun study and work sessions.

Vielen Dank auch an Claudia Stolte und ihren Partner. Vor gut zweieinhalb Jahren haben sie meine Bewerbung für das Studium an der UQÀM überhaupt erst ermöglicht, da sie aus meinem haarsträubenden „auf Französisch verfassten“ Motivationsschreiben einen für Frankofone lesbaren Text gemacht haben.

Finalement, merci à tous mes amis à Montréal qui sont, pour une grande partie, impliquée dans le monde académique et qui comprennent les défis et le plaisir qui viennent avec une étude scientifique d'un sujet qui me tient à cœur.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES TABLEAUX	vi
RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE	5
1.1. La genèse du concept du développement durable	5
1.1.1. International	5
1.1.2. Québec	11
1.2. L'application du concept du développement durable dans le nord	15
1.3. L'histoire de la relation entre les autochtones et les allochtones	19
1.3.1. L'histoire politique des autochtones au Québec	22
1.3.2. L'histoire juridique des autochtones au Canada et Québec	28
1.4. L'appel à l'intégration des voix autochtones dans le discours environnemental	34
1.5. La problématique d'intégrer les savoirs autochtones	35
1.6. Problématique spécifique de la recherche	38
CHAPITRE II	
LES IMPLICATIONS THÉORIQUES	40
2.1. Le discours	40
2.1.1. La nature de l'objet de recherche : le discours	40
2.1.2. Le discours environnemental	43
2.1.3. Le discours environnemental autochtone	46
2.2. Analyse du discours	48
2.2.1. Bref aperçu des différents courants de l'analyse du discours	49
2.2.2. L'analyse du discours critique	51
2.2.3. L'application de l'analyse du discours critique à cette recherche	59
CHAPITRE III	

LES IMPLICATIONS MÉTHODOLOGIQUE.....	62
3.1. Stratégie de recherche	62
3.2. Corpus textuel	64
3.2.1. La documentation du BAPE	66
3.2.2. Les courts-métrages du Wapikoni mobile	72
3.2.3. Le Symposium international sur le développement nordique.....	78
CHAPITRE IV	
CATÉGORISATION ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	83
4.1. La métacatégorisation	83
4.2. La microcatégorisation.....	86
4.2.1. Thèmes centraux à l'égard du développement.....	88
4.2.2. La conception du territoire.....	91
4.2.3. Le discours sur le droit.....	92
4.2.4. La culture autochtone.....	93
4.2.5. Les concepts de changement et de développement.....	95
4.2.6. Les générations	97
4.2.7. Le langage et les relations de pouvoir.....	98
CHAPITRE V	
LE DISCOURS ENVIRONNEMENTAL AUTOCHTONE.....	103
5.1. La ligne narrative du discours des autochtones.....	103
5.2. Les entités de base.....	105
5.3. Les suppositions sous-jacentes.....	107
5.4. Les acteurs et leurs motifs.....	109
5.5. Les métaphores clés et des procédés de rhétorique.....	111
CHAPITRE VI	
LA CRITIQUE CULTURELLE DU DISCOURS DU DÉVELOPPEMENT	
DURABLE.....	115
6.1. La ligne narrative	116
6.2. Les entités de base.....	118
6.3. Les suppositions sous-jacentes.....	120
6.4. Les acteurs et leurs motifs.....	121

6.5. Les métaphores clés et les procédés de rhétorique.....	122
6.6. Conclusion	124
CHAPITRE VII	
CONCLUSION	130
APPENDICE A	
CORPUS DOCUMENTAIRE POUR L'ANALYSE	137
BIBLIOGRAPHIE	142

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1.	Carte du Québec avec les communautés autochtones.....20
1.2.	Visualisation de la terre ancestrale revendiquée des Innus de Uashat - Mani-Utenam et de Matimekush - Lac-John.....29
1.3.	Traités pré-1975 au Canada..... 30
1.4.	Traités modernes au Canada..... 32
2.1.	Différentes approches à l'analyse de discours..... 50
2.2.	Cadre tridimensionnelle..... 56
4.1.	Images tirée de court métrage <i>Kushtakuan (Danger)</i> 96
5.1.	Image tirée du court métrage <i>Kushtakuan (Danger)</i> 105
5.2.	Images tirée du court métrage <i>Blocus 138 - La résistance innue</i> 108

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
4.1.	Le corpus textuel selon la métacatégorisation des locuteurs et la fréquence de codes.....	84
4.2.	Le corpus textuel selon la métacatégorisation de locuteurs et le type de documents.....	84
4.3.	Distribution des documents selon le groupe autochtone et le lieu.....	87
4.4.	Thèmes centraux au regard du développement.....	90
4.5.	Conception du territoire.....	92
4.6.	Les générations.....	97

RÉSUMÉ

En 2011, le gouvernement du Québec a annoncé le Plan Nord, un programme stratégique axé sur le développement durable dont le but est de développer le nord du Québec. 27 % de la population du territoire visé pour le développement est autochtone et les autochtones sont prudents à l'égard du Plan Nord.

Interpelée par cette situation, cette recherche a deux buts : décrire et structurer le discours environnemental autochtone, pour mieux comprendre leurs perspectives sur les enjeux environnementaux et sur les projets de développement économique au nord du Québec; dans un deuxième temps, sur la base de ce discours, de développer une critique culturelle du concept du développement durable tel qu'interprété par le gouvernement du Québec.

La base théorique de la recherche est la supposition que la réalité est une construction sociale et que les événements discursifs influencent ces structures. L'analyse du discours critique sert ainsi comme méthodologie parce qu'elle permet de concevoir le discours de la durabilité et de l'environnement comme des notions contestées qui sont néanmoins la base des actions gouvernementales. Les documents écrits et audiovisuels ont été analysés selon la méthodologie de la catégorisation qui est développée dans l'approche de la théorisation ancrée (« grounded theory »).

L'analyse a montré que le discours des autochtones affectés est assez homogène et que ce discours se distingue des autres discours environnementaux, notamment de celui de la durabilité appliqué par le gouvernement québécois.

Le territoire, et non l'économie, est au cœur du discours des autochtones. Ils cherchent à protéger le territoire, car ils le perçoivent comme la base pour leur survie physique, économique et culturelle. À cause de l'histoire et la situation actuelle à l'égard des relations avec les allochtones, la lutte juridique fait partie intégrale de leur discours. Pour eux, le terme « développement » n'est pas relié au progrès, mais au changement. Leur compréhension de la durabilité est fondée dans le concept des sept générations et le concept que le territoire est juste emprunté aux générations futures. En conséquence, un développement du secteur minier comme proposé par le gouvernement est, ainsi, pour les autochtones incompatible avec le développement durable. En résumé, le discours environnemental des autochtones est plus écocentrique contrairement au discours du développement durable qui est anthropocentrique.

Mots-clés : sociologie de l'environnement, analyse de discours, autochtones, Plan Nord, développement nordique, discours environnemental, théorisation ancrée, développement durable, Québec, écocentrisme, anthropocentrisme

INTRODUCTION

Au Québec, la majorité de la population et le gouvernement ont réalisé que nous nous trouvons dans une situation où nous devons prendre des mesures sérieuses pour répondre à d'importants enjeux environnementaux, comme le changement climatique. En 1988, le gouvernement du Québec a été le premier gouvernement provincial au Canada à créer une table ronde sur l'environnement et l'économie. En 2006, il a adopté la Loi sur le développement durable, qui prend en compte les dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. Pour le gouvernement du Québec, ces trois dimensions ont la même valeur et importance dans la prise de décision (Gendron, 2012).

En dépit des efforts déployés pour une transition écologique, la mise en œuvre du développement durable au Québec n'est pas effective. L'une des raisons identifiées par les chercheurs est la croyance que la crise environnementale actuelle peut être résolue avec les moyens du système économique actuel sans qu'un changement de notre système de valeurs ne soit nécessaire (Gendron et al, 2005).

En ce moment, la base éthique pour le concept de développement durable utilisé par le gouvernement du Québec est un système de valeurs occidentales, car l'état actuel de développement durable au Québec est donné par une construction sociale occidentale (Latour, 1988; Nadasdy, 1999; McGregor, 2004).

En 2011, le gouvernement québécois a annoncé le Plan Nord, un programme stratégique axé sur le développement durable avec le but de développer le nord du Québec. En 2015, le gouvernement québécois a relancé le Plan Nord dans le cadre d'un symposium international du développement nordique à Québec. La relance prend appui sur le plan initial (Gouvernement du Québec, 2015). Le Plan Nord vise un territoire où le pourcentage de la population autochtone est le plus élevé avec 27 %, comparativement à 1 % dans le reste de la province. Par conséquent, il est légitime de se demander si le plan du gouvernement du Québec de développement

durable du nord est dans l'intérêt des peuples autochtones qui habitent sur ce territoire et qui ont aussi des droits qui doivent être respectés.

Interpelée par cette situation, je m'intéresse à plusieurs aspects : premièrement, j'aimerais mieux comprendre les autochtones et leurs relations avec l'environnement; deuxièmement, je voudrais discuter le Plan Nord d'un point de vue autochtone; troisièmement, j'ai le souhait d'enrichir le débat autour le développement nordique en commençant par le niveau culturel, puisque la perspective autochtone peut inspirer le gouvernement du Québec à réévaluer son approche du développement durable et à trouver de nouvelles manières de développer le nord et à protéger l'environnement pour une transition écologique.

Ces intérêts personnels m'ont inspirée à formuler deux objectifs de recherche : premièrement décrire et structurer le discours environnemental autochtone pour mieux comprendre la perspective autochtone sur les enjeux environnementaux et sur les projets de développement économique au Québec; deuxièmement, sur la base de ce discours, développer une critique culturelle du concept du développement durable tel qu'interprété par le gouvernement du Québec.

À la suite de la première recherche bibliographique pour cette recherche, je me suis rapidement rendu compte que mon histoire personnelle influencerait le déroulement de ma recherche. Ceci s'est manifesté non seulement visiblement dans mon « français germanisé » écrit. L'historien des sciences Bruno Latour, ainsi que des scientifiques allochtones et autochtones soulignent l'importance des liens personnels dans la recherche et l'importance de respecter les autochtones et leurs méthodologies dans des recherches sur une question autochtone (Latour, 1988; Fairclough, 1995; Tuhiwai Smith, 1999; McGregor 2000, 2004; Kovach, 2005).

Comme chaque chercheur, j'aborderai cette recherche d'un point de départ particulier. Je suis une étudiante d'origine d'Allemagne en maîtrise en sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal. Parallèlement à mes études, je

travaille comme traductrice de l'anglais vers allemand. J'ai déjà un diplôme d'une université allemande en sciences des médias et sciences culturelles. De plus, je suis immigrante. Je possède ainsi un bagage culturel différent de la majorité des Québécois et je fais partie d'une minorité au Québec.

J'examinerai plus en détail l'importance de mes antécédents personnels pour cette recherche et les considérations des autres chercheurs à ce sujet plus loin dans le texte. Celles-ci m'ont poussé à procéder à une analyse du discours critique environnemental autochtone entour du développement nordique. L'analyse du discours critique est basée sur l'approche de Norman Fairclough et John D. Dryzek. Mon analyse se fonde sur une collecte documentaire (Fairclough, 1992, 1995; Jones, 2000; Dryzek, 2005). Je présenterai mon cadre théorique et la méthodologie dans les chapitres respectifs.

Avec ce travail, j'aimerais non seulement répondre à mes intérêts personnels, mais c'est aussi mon but d'apporter des contributions à la science et par cela à la société québécoise. Ma recherche s'inscrit dans le domaine de la sociologie de l'environnement. D'autres chercheurs ont travaillé sur le discours environnemental autochtone (Krech, 1999; McGregor, 2004). Des recherches ont été faites sur le point de vue des autochtones sur le Plan Nord (Asselin, 2011, Vincent, 2011). Cependant, il n'existe pas un rapport du discours environnemental des autochtones du Nord québécois autour du développement nordique au Québec. Ma recherche présente ainsi la première tentative de décrire systématiquement le discours environnemental des autochtones du nord du Québec. Je souhaite donc enrichir la recherche sur les autochtones, mais j'aimerais aussi créer un pont entre différentes disciplines scientifiques, notamment entre les études sur les autochtones et la sociologie de l'environnement, en appliquant la question autochtone au discours environnemental au Québec.

En outre, j'aimerais apporter une contribution au niveau théorique. Les chercheurs évitent souvent l'utilisation des sources audiovisuelles en raison d'un manque de

méthodologie à cet effet (Bohnsack, 2009; Holliday, 2000; Schnettler & Raab, 2009; Scholz et al., 2013). Une partie de mes sources sont des courts-métrages produits par des autochtones. Pour les analyser, j'adapterai l'approche de deux sociologues allemands que je mettrai en relation avec le corpus de la sociologie de l'environnement francophone. J'expliquerai l'approche plus en détail dans le chapitre sur la méthodologie. Ensuite, je présenterai la description du discours environnemental des autochtones basée sur mes résultats et la critique culturelle du développement durable appliqué par le gouvernement du Québec dans le Plan Nord. Pour commencer, je présenterai de la problématique.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

Il y a trois thématiques distinctes à considérer pour approcher la problématique de la recherche : (1) la genèse du concept de développement durable qui est la base du discours du développement durable au Québec et de son expression dans le Plan nord du Québec; (2) les histoires politique et juridique des autochtones au Québec et au Canada qui aident à comprendre la situation actuelle de ceux-ci au nord du Québec; et (3) la problématique générale de la reconnaissance et de l'intégration des savoirs autochtones dans la recherche.

1.1. La genèse du concept du développement durable

1.1.1. International

La forme du concept du développement durable contemporain est étroitement liée avec l'émergence de la prise de conscience que l'industrialisation a des effets négatifs sur l'environnement (Harlow, Golub, Allenby, 2013; Robinson, 2004;). En 1968, le Club de Rome, une organisation internationale, non gouvernementale, d'économistes et de scientifiques, a été créée avec l'objectif de réfléchir aux problèmes planétaires globaux. L'association a produit un grand nombre de rapports dont le plus important a été publié en 1972 : *Halte à la croissance? Rapport sur les limites de la croissance (The Limits to Growth)*. Dans ce fameux rapport, réalisé par une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology, on souligne le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources, de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels (Meadows, 1972; Pereira, 2009). Le rapport fut la première étude importante qui démontra au grand public les interdépendances entre les dynamiques écologiques, les activités économiques et les développements sociaux. Les auteurs y affirment que si la croissance démographique et économique se maintient, les limites écologiques

seront atteintes dans la deuxième moitié du 21^e siècle. Ils sont donc les premiers à avoir démontré qu'une croissance économique et démographique illimitée n'est pas possible dans un monde où les ressources naturelles sont limitées. Au lieu d'un modèle de développement axé sur le progrès défini en termes de croissance, ils proposent un concept de progrès orienté vers un mieux-être du genre humain qui respecte des équilibres écologiques qui entretiennent la vie (Meadows, 1972; Gouvernement du Québec, 2009a).

Il est donc à l'origine de l'émergence d'une conceptualisation qui cherche à concilier les aspects économiques, sociaux, et environnementaux pour créer un mode de développement que l'on qualifie maintenant de « durable ».

La même année de la publication du rapport, les Nations Unies ont organisé le premier sommet de la Terre au Stockholm. C'était la première fois que des questions d'ordre écologique ont été traitées par la communauté internationale (Pereira, 2009). À l'issue de cette rencontre, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a été fondé et une déclaration de principes et un plan d'action pour lutter contre la pollution ont été adoptés (Gouvernement du Québec, 2009a).

En 1984, l'Assemblée générale des Nations unies confie au Premier ministre de la Norvège, Gro Harlem Brundtland, le mandat de former une Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Le but principal de la « Commission Brundtland » était de recommander à la communauté internationale des moyens pour préserver l'environnement en considérant les relations existantes entre les peuples, les ressources, l'environnement et le développement.

Après trois ans pendant lesquels la Commission a entendu des dirigeants et des représentants du public sur les questions d'environnement et de développement, le rapport intitulé *Notre avenir à tous*, également appelé « Rapport Brundtland », a été publié (CMED, 1987).

Dans ce rapport, le concept du développement durable est le concept clé pour le développement d'un « programme global de changement » (CMED, 1987:1).

La définition proposée par la Commission est encore la définition qui est utilisée le plus souvent :

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (CMED, 1987:40).

Cette notion utilise deux concepts particuliers : le concept de « besoin », particulièrement des besoins essentiels des plus démunis et l'idée

[...] des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (CMED, 1987:40).

Le but principal du programme global de changement est ainsi de réaliser une amélioration du bien-être des humains sans dégrader l'environnement d'une façon irréversible. La Commission est consciente de la complexité de cet objectif. Elle demande un développement progressif de l'économie et de la société. Ce développement doit être également réalisé dans les pays développés et les pays en développement, mais avec des approches variées. Selon la Commission les pays développés doivent changer leurs modes de consommation pour éviter la surconsommation qui compromet la capacité à répondre aux besoins à venir tandis que les pays en développement ont besoin d'une croissance économique pour répondre à leurs besoins actuels puisqu'« un monde où la pauvreté et l'injustice sont endémiques sera toujours sujet aux crises écologiques et autres » (CMED, 1987:41). Au-delà, ils adressent également le développement démographique qui constitue un obstacle au développement durable si l'évolution démographique ne s'accorde pas avec le potentiel productif de l'écosystème.

En général, la Commission met l'accent sur le développement qui est souvent compris comme la croissance. En fait, la Commission a déclaré que le monde a

besoin d'une croissance d'environ cinq ou dix fois le produit économique global pour atteindre un développement durable. Elle est consciente que la dégradation de l'environnement est à un certain degré inévitable :

La croissance économique et le développement entraînent inévitablement des modifications dans les écosystèmes. On ne peut en effet maintenir intact chacun d'entre eux (CMED, 1987:42).

Selon la Commission Brundtland, le développement durable est conséquemment le juste équilibre entre l'exploitation des ressources, la direction des investissements, l'orientation des techniques et les changements institutionnels pour améliorer le potentiel à répondre aux besoins actuels et futurs de l'humanité (CMED, 1987). En d'autres termes, le développement durable est l'harmonie entre les sphères économiques, sociales et environnementales.

Cependant, les stratégies proposées pour réaliser cette harmonie s'orientent largement vers la sphère économique. La Commission propose premièrement la reprise de la croissance et la modification de la qualité de celle-ci. Ensuite, la satisfaction des besoins essentiels en ce qui concerne l'emploi, l'alimentation, l'énergie, l'eau et la salubrité; la maîtrise de la démographie; la préservation de la mise en valeur de la base des ressources. La réorientation des techniques et gestions des risques et l'intégration des considérations relatives à l'économie et à l'environnement dans la prise de décisions sont les autres stratégies à considérer dans le développement des directives environnementales et politiques (CMED, 1987:46).

Ces stratégies démontrent la croyance de la Commission que la croissance économique peut aboutir à la protection de l'environnement, et témoignent d'un essai pour réunir les inquiétudes d'un tiers-monde à la recherche de développement économique et les soucis du monde occidental pour la protection de l'environnement (Harlow, Golub, Allenby, 2013).

Le rapport Brundtland constitue ainsi une belle présentation du discours en ce temps avec ses éléments radicaux et réformistes. Radical, puisque le rapport fait le lien direct entre les problèmes environnementaux et du développement. Réformiste, puisque l'approche est fortement anthropocentrique et trouve la solution pour des problèmes environnementaux dans la promotion du développement humain (Robinson, 2004).

En même temps, le rapport fut aussi fortement critiqué pour sa définition du développement durable. La critique revenant le plus souvent est que la définition du développement durable est vague et, en conséquence, l'expression est utilisée par des groupes d'intérêts qui ont parfois des buts complètement opposés (Beckerman, 1994; Nieto & Durbin, 1995; Redclift, 2009, Robinson, 2004). Ce caractère vague ouvre la porte à l'hypocrisie ou bien au verdissage¹ (Robinson, 2004). De plus, l'utilisation du concept de « besoin » était aussi critiquée parce qu'il est non seulement impossible de prévoir les besoins des générations futures, mais aussi parce que les besoins varient entre les différentes cultures d'aujourd'hui (Redclift, 2009). Cette remarque de Redclift démontre que la production du rapport Brundtland s'est inscrite dans un contexte social plus large et que ce contexte est celui de la société occidentale (Latour, 1988, Nadasdy, 1999).

Daly a même qualifié le terme « développement durable » d'oxymore. Pour lui, l'économie est un sous-système ouvert du système terrestre qui est limité et naturellement fermé. Conséquemment, la croissance économique ne peut jamais être durable (Daly, 1993).

Néanmoins la critique, le concept du développement durable s'est bien établi dans le discours environnemental international.

¹ Le terme du « verdissage » vient de l'Anglais « greenwashing ». C'est un terme utilisé pour décrire le procédé de marketing des organisations par lequel elles cherchent à se donner une image écologique.

En 1992, pendant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement aussi appelée le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, les leaders internationaux ont reconnu le développement durable comme le défi majeur de notre époque et ils ont présenté le concept du développement durable comme un concept stratégique pour construire l'avenir et sauver la Terre. Ils ont défini les principes fondamentaux et ont établi le programme Action 21. De plus, le Sommet a donné naissance à la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, un document affirmant un engagement à l'échelle internationale envers les principes du développement durable : par la signature de la déclaration, les pays ont convenu que la protection de l'environnement est aussi importante que le développement social et économique pour atteindre un développement durable. Le programme Action 21 est un programme d'interventions créé pour mettre en pratique les principes inscrits dans la déclaration (Gouvernement du Québec, 2009a).

En 2002, le quatrième Sommet de la Terre en Afrique du Sud fut l'occasion pour les participants de renouveler leur engagement envers la Déclaration de Rio et le programme Action 21. De plus, les représentants des gouvernements internationaux se sont engagés à élaborer des stratégies nationales de développement durable pour les mettre en œuvre avant l'année 2005. Le gouvernement du Québec était parmi ceux-là (Gouvernement du Québec, 2009a).

En 2012, 20 ans après le Sommet de Rio de 1992, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable était encore à Rio de Janeiro (Rio+20). Les deux grands thèmes abordés pendant la Conférence ont été le cadre institutionnel du développement durable et l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. La déclaration finale de cet événement a été intitulée *L'avenir que nous voulons* et l'un des résultats principaux a été le lancement d'un processus visant l'élaboration des objectifs de développement durable, applicable à tous les pays (Gouvernement du Québec, 2009a). Pour réaliser cet objectif, un groupe de travail ouvert des Nations unies (OWG) avec 30 membres a été

créé. En juillet 2014 l'OWG a présenté un document avec ses propositions de 17 objectifs de développement durable. En haut de la liste on trouve : mettre fin à la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation, rendre les villes plus durables, lutter contre le changement climatique et protéger les océans et les forêts. Les objectifs proposés par l'OWG vont être considérés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre du programme de développement, qui devrait être adopté en 2015 (DESA, 2014).

1.1.2. Québec

Le Québec a contribué dès le début à l'échelle nationale et internationale au développement et à la mise en œuvre du concept du développement durable. En préparation du rapport Brundtland le Québec a activement promu le concept du développement durable en publiant un document de travail intitulé *Mandat pour un changement, grandes questions, stratégie et plan de travail* et le ministère de l'environnement a déposé un mémoire portant sur le principe de prévention, un thème important du discours de développement durable (Gouvernement du Québec, 2009a).

Au niveau national, tout juste une année après la publication du rapport Brundtland, le Québec a créé la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie qui a mené aux fondations du premier Forum québécois sur le développement durable; événement qui a marqué le début de l'élaboration d'un plan d'action sur le développement durable afin que ce type de développement devienne la voie normale au Québec (Gouvernement du Québec, 2009a; Happaerts, 2011).

Une autre étape dans la mise en œuvre du développement durable par le gouvernement au niveau national est la création du comité interministériel du développement durable (CIDD) en 1991. Le CIDD a été créé pour concerter le gouvernement du Québec en matière de développement durable (Gouvernement du Québec, 2002). En 1992, quelques membres du CIDD ont eu pour mandat de planifier la participation du Québec au Sommet de la Terre de Rio. L'une des

conséquences de la participation du Québec au Sommet était la reconnaissance des principes énoncés dans la Déclaration de Rio et la reconnaissance des objectifs du document d'orientation Action 21 (Gouvernement du Québec, 2009a).

Dans la même décennie, il y eu deux autres événements nationaux concernant le développement durable : l'Éco Sommet en 1996 avec plus de 750 participants et, une année plus tard, le congrès Nikan en 1997 à Jonquière avec près de 550 participants venant de 42 pays (Dufour, 1998; Gouvernement du Québec, 2009a). L'objectif du congrès Nikan sur *les territoires de développement durable, héritages en enjeux pour demain* était de déterminer le rôle des peuples autochtones dans la définition et l'application des principes du développement durable. Dans les actes du congrès publié en 1998, on trouve le texte de la conférencière et coordonnatrice du Programme des peuples autochtones au Conseil de la Terre, Beatriz Schulthess, qui critique la genèse et le concept du développement durable dans sa forme populaire (Schulthess, 1998).

Pour elle, la définition employée par la Commission Brundtland est purement économique et elle repose largement sur les ressources naturelles. Elle est consciente que le concept est relativement nouveau et qu'il a été créé dans l'optique de la lutte pour la sécurité, aussi bien écologique que sociale, de la planète et que celle-ci est devenue de plus en plus urgente. Cependant, l'auteure remet en question la fondation du concept en utilisant la métaphore de la construction : une maison doit être bâtie sur des fondations solides afin de ne pas s'écrouler; à ce titre, les solutions pour un développement durable doivent reposer sur des bases solides que doivent être les valeurs. Cependant, elle remarque qu'il manque la considération des valeurs et le respect mutuel. À son avis, les autochtones sont souvent visités, mais leurs savoirs et leurs coutumes ne sont pas reconnus et les valeurs sur lesquelles ils se basent ne sont pas respectées. Selon elle, la vie et les valeurs des autochtones constituent leur vision du monde; les aïeux et la nature représentent leur université. Comme elle le souligne, chaque culture apporte quelque chose à la communauté globale et chaque culture doit

être libre de choisir les progrès qu'elle juge bon de poursuivre. Elle propose pour le bien de l'humanité de sauver des systèmes économiques qui ne sont pas expansionnistes, mais qui permettent la survie des communautés. Elle propose ainsi un concept de la durabilité :

[...] qui doit tenir compte de la famille humaine et porter une attention particulière aux besoins des générations présentes et futures. Il doit également être tenu compte de la famille végétale, animale et minérale comme des êtres dignes de respect au même titre qu'un être humain et dont nous apprenons quelque chose. [...] la Terre vit, elle a des entrailles, elle tousse, elle crache et se secoue lorsqu'elle ne se sent pas bien et nourrit tous ceux qui vivent sur elle et en son sein comme une mère nourrit ses petits. C'est pourquoi nous ne pouvons pas considérer séparément les terres, les ressources naturelles, les êtres humains et les animaux (Schulthess, 1998:108).

Ce rapport du Schulthess démontre qu'il existe aussi un autre discours sur le développement durable au Québec qui se distingue du discours du développement durable de la Commission Brundtland dans lequel le gouvernement du Québec s'inscrit et qui continue de donner lieu à une mise en œuvre dans les institutions publiques.

Ainsi, dans le deuxième millénium, le gouvernement du Québec a pris des mesures importantes pour mettre au point une politique du développement durable.

En plus de sa participation au sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002, en 2000 le Québec a créé un fonds d'action pour supporter des initiatives pour intégrer au mode de vie et aux comportements des citoyens des principes et des pratiques qui vont dans le droit chemin du développement durable (Gouvernement du Québec, 2009a). En outre, en préparation de la Loi sur le développement durable, le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a organisé une des plus importantes consultations jamais réalisées à regard du développement durable avec 3500 personnes qui ont assisté aux audiences publiques dans 21 municipalités du Québec (Gouvernement du Québec, 2009a). En 2006, la Lieutenant-Gouverneure du Québec sanctionnait le projet de loi numéro

118, le Loi sur le développement durable, qui vise « à instaurer un nouveau cadre de gestion au sein de l'administration publique » et « pour réaliser le virage nécessaire au sein de la société face aux modes de développement non viable » (Loi sur le développement durable, 2006, art. 1).

La loi emploie la même définition du développement durable que le rapport Brundtland. En plus, à l'article 2 de la loi, on peut lire :

Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement (Loi sur le développement durable, 2006, art. 1).

Dans cette définition du développement durable les trois pôles – société, environnement, économie – ont la même valeur et la même importance (Gendron et al, 2005). C'est-à-dire, les critiques émises par différents acteurs, notamment l'imprécision de la définition des besoins changeants des différentes cultures et générations, le caractère oxymorique du terme et le manque de discussion des valeurs n'étaient pas considérés dans la formulation de la loi. Cette définition du développement durable garde l'idée que la crise environnementale actuelle peut être résolue sans changement fondamental des valeurs et priorités sous-jacentes. En plus, la définition est basée sur la supposition que la crise environnementale actuelle peut être résolue avec les moyens du système économique actuel (Gendron, 2012).

Les chercheurs de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM ont étudié la loi intensément. Pour eux, la loi du développement durable s'inscrit dans une durabilité faible qui est opposée à une durabilité forte où l'environnement est une condition, l'économie un moyen, et le développement des personnes et des collectivités l'objectif du développement (Audet & Gendron, 2012).

Tel que montré par Audet et Gendron, on ne remarque aucune évolution de la pensée à l'égard des priorités entre l'économie, la société et l'environnement dans le discours

de la durabilité du gouvernement québécois. La société québécoise et le gouvernement québécois se sont rendus compte de la nécessité d'une transition vers le développement durable, mais la mise en œuvre ne montre pas de changement dans la pensée ou bien de nouvelles valeurs pour réaliser cette transition. Il est évident que le discours environnemental qui a donné l'état actuel du développement durable au Québec est comme le développement durable proposé par le rapport Brundtland basé sur le cadre du savoir occidental et des valeurs occidentales. L'état actuel du développement durable au Québec est donc marqué par une construction sociale occidentale (Latour, 1988, Nadasdy, 1999, McGregor, 2004).

1.2. L'application du concept du développement durable dans le nord

En mai 2011, le gouvernement du Québec a lancé le programme stratégique de développement *Plan Nord, faire le nord ensemble : le chantier d'une génération*, un projet axé sur le concept du développement durable (Gouvernement du Québec, 2011a). Ce plan quinquennal est un énoncé de la vision gouvernementale pour le nord et se présente comme un document promotionnel. Dans le document officiel on peut lire que le Plan Nord a été développé sous l'égide d'un comité ministériel présidé par le ministère des Ressources naturelles et en collaboration avec des représentants régionaux élus, des représentants autochtones et des représentants des secteurs économiques, sociaux et environnementaux (Gouvernement du Québec, 2011a; Germain, 2011). Ce programme de développement économique formulé dans les termes du développement durable vise un territoire de 1 200 000 km² au nord du 49^e degré de latitude nord. Il comprend l'ouverture de mines, le développement de projets d'énergie renouvelable, la construction d'infrastructures de transport et des projets forestiers. Le plan contient aussi des mesures de protection des écosystèmes et un cadre financier.

Le Plan Nord est un projet du gouvernement libéral, le même parti qui a fait adopter la loi sur le développement durable. Or, depuis 2011, il y a eu des changements

politiques importants : le gouvernement du Québec a changé à deux reprises à la suite d'élections, tout comme l'intitulé du Plan Nord. Maintenant, le Plan Nord s'intitule *Le Nord pour tous : un développement durable, responsable et rassembleur*, et l'idée de développer le nord est toujours vivante alors que plusieurs projets de développement se déroulent déjà sur le territoire au nord du 49° parallèle.

En général, le territoire prévu pour le développement est considéré comme une ressource qui appartient à tous les Québécois et le Premier Ministre du temps, Jean Charest, propose dans la préface du document la *redécouverte* du territoire pour réaliser son potentiel (Gouvernement du Québec, 2011a).

Le Plan est basé sur la même approche du développement durable qu'on trouve dans le rapport Brundtland et la loi du développement durable au Québec : l'idée de la conciliation du développement économique, du progrès social et de la protection de l'environnement. En outre, on peut lire que la protection de l'environnement est « appuyée sur une démarche de développement durable en tenant compte des 16 principes édictés dans la Loi sur le développement durable » (Gouvernement du Québec, 2011a: 32). Sa traduction en terme de progrès social sur le territoire est de donner accès aux mêmes services qu'on peut trouver ailleurs au Québec et d'améliorer la qualité de vie des communautés dans le Nord. La réalisation de ces changements passe par un développement économique dont la principale activité est l'exploitation minière (Gouvernement du Québec, 2011a).

Comme le premier chapitre du Plan Nord « une vision commune pour relever les défis du nord » le démontre, les développeurs du Plan sont conscients que « la réussite d'un projet aussi ambitieux a pour condition l'adhésion à une vision commune » (Gouvernement du Québec, 2011a:29).

Sur ce territoire vivent 122 000 personnes, dont 33 000 autochtones. Outre les Inuits, les premières nations Cris, Naskapis et Innus sont concernées par le Plan Nord

(Gouvernement du Québec, 2011a; Figure 1.1.)². Au Québec, les Cris habitent dans les neuf communautés suivantes, situées sur les rives de la baie James et de la baie d'Hudson : Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemiscau, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Whapmagoostui. Toutes les communautés se trouvent sur le territoire prévu pour le développement du nord. Il existe une population crie de plus de 14500 personnes au Québec. Ils parlent la langue crie. La langue seconde la plus populaire est l'anglaise (Gouvernement du Québec, 2009b). Les Inuits habitent dans quinze communautés dans le territoire le plus au nord du Québec qui s'appelle Nunavik. Au total, environ 12000 Inuits habitent dans des communautés Inukjuak, Tasiujaq, Kangiqsualujjuaq, Kuujjuaq, Umiujaq, Kuujjuarapik, Ivujivik, Salluit, Kangiqsujuaq, Akulivik, Quaqtaq, Puvirnituq, Kagirsuk, Aupaluk et environ 150 Inuits habitent avec les Cris à Chisasibi. La communauté Killiniq - mentionnée sur la carte ci-dessous (Figure 1.1.) - était une communauté Inuit qui a évacuée et abandonnée le territoire dans les années 1970. Ce territoire fait maintenant partie du Nunavut (Société Makivik, 2015). Les Inuits parlent l'Inuktitut et la langue secondaire est l'anglais (Gouvernement du Québec, 2011b).

Il y a une communauté Naskapie au Québec, près de la ville Schefferville qui a une population d'environ 1000 personnes. La langue principale est le naskapie. Ils utilisent anglais comme langue seconde (Naskapi, 2015).

L'est du territoire prévu pour le développement nordique est la patrie des Innus. Les Innus appellent cette terre Nitassinan. Ce mot innu se traduit par « notre terre ». Il y a environ 17000 Innus qui habitent dans dix communautés. Les communautés Essipit, Pessamit, Uashat, Maliotenam, Mingan, Natashquan, La Romaine, Pakumaskipi,

² Les Inuits sont considérés comme des autochtones ou bien de premiers peuples, mais ils ne sont pas considérés comme une première nation. Les Cris, les Innus et les Naskapis sont des autochtones, des premiers peuples et aussi des premières nations. Les termes « autochtones » et « premiers peuples » sont ainsi interchangeables, mais les termes « autochtones » et « premières nations » ne sont pas interchangeables, puisque les Inuits ne sont pas inclus dans les termes « premières nations » (UMQ, 2006). Dans la suite, j'utilise aussi le terme « groupes autochtones », celui-ci inclut les premières nations et les Inuits.

Pessamit (anciennement Betsiamites) sont situées le long de la côte du fleuve Saint-Laurent et les deux communautés Matimekosh et Lac-John sont près du Schefferville. Les Innus parlent innu; la langue seconde étant le français (Gouvernement du Québec, 2011b).³

La plupart des communautés autochtones dans le nord sont connectées avec le sud du Québec seulement par avion. Certaines parmi elles ont conservé leur mode de vie traditionnel et elles dépendent encore de la chasse, de la pêche et de la cueillette de fruit. Le degré de développement économique varie selon les communautés (Gouvernement du Québec, 2011b).

Le territoire prévu pour le développement est la région du Québec où le pourcentage de la population autochtone est la plus élevée avec 27 %, comparativement à 1 % dans le reste de la province (Asselin, 2011; Gouvernement du Québec, 2011a). Alors même qu'on peut lire dans le document officiel du gouvernement du Québec que les autochtones ont participé aux tables de négociation, le Plan Nord n'a pas le soutien de tous les autochtones. Au sein de la nation Innu, cinq communautés sur neuf ont refusé d'avaliser le Plan Nord (Asselin, 2011). Dans le document officiel *Cree vision of Plan Nord* qui a été publié quelques mois avant le programme du Plan Nord, les Cris soulignent l'importance d'un Plan Nord qui soit un véritable engagement du gouvernement du Québec envers le développement des cris et leur gouvernance du territoire, à l'image de la Paix des Braves conclue en 2002 (CNEI, 2011). Vincent (2011) a fait une analyse des articles de presse pour trouver l'opinion des membres des Premières Nations et des Inuits sur le Plan Nord. Son analyse renforce l'impression que les autochtones sont prudents en regard du Plan Nord. En plus, on

³ Cette brève présentation de la population autochtone touchée par le Plan Nord est largement basée sur l'information donnée par le Gouvernement du Québec. Je dois considérer que ce n'est peut-être pas toute la population qui fréquente le territoire ou bien qui habite de façon continue sur le territoire. De plus, bien que la nation Anishnabe et la nation Atikamekw n'ont pas des communautés dans le territoire visé pour le Plan Nord, leurs territoires ancestraux chevauchent le territoire visé par le Plan Nord.

peut remarquer que toutes les représentantes autochtones se plaignent de ne pas avoir été consultées adéquatement (Vincent, 2011).

Cela indique que les autochtones ne sont pas d'emblée en accord avec le gouvernement du Québec à l'égard du développement du nord et de l'idée de développement durable. Il convient donc de se demander comment les autochtones imaginent ce développement du nord et plus précisément, comment se construit leur discours environnemental autour de ce développement. Évidemment, le cadre juridique actuel commande de respecter les autochtones en regard du développement du nord du Québec. Mais également, le développement du nord offre la possibilité pour la société québécoise de remettre en question la conception du développement durable en y intégrant la perspective autochtone, ce qui pourrait donner l'inspiration pour engager une véritable transition vers une société durable.

1.3. L'histoire de la relation entre les autochtones et les allochtones

Dans ce qui suit, je donnerai un aperçu historique de la situation politique et légale des autochtones au Québec. Cet aperçu servira à mieux comprendre pourquoi la perspective des autochtones n'est pas adéquatement représentée dans le Plan Nord. En plus, cette perspective me servira dans la discussion des résultats de ma recherche qui suivra plus tard.



Figure 1.1. Carte du Québec avec les communautés autochtones (AADNC, 2013a)

Néanmoins, avant d'aborder les processus qui ont produit le contexte actuel il faut ajouter une note sur la terminologie. J'utilise le terme « autochtone » dans le sens donné par Nicolas Houde, professeur à UQAM, qui travaille sur les autochtones et la cogestion des ressources au Québec. Selon lui, un autochtone est une personne qui s'auto-identifie comme membre d'un groupe autochtone et qui est acceptée par ce groupe comme membre (Houde, 2011). En plus, il donne la définition du rapporteur spécial des Nations Unies, Martinez Cobo, qui a produit un rapport sur la discrimination des peuples autochtones :

Indigenous communities, peoples and nations are those which having a historical continuity with pre-invasion and pre-colonial societies that developed on their territories, consider themselves distinct from other sections of the societies now prevailing in these territories (Cobo, 1983, cité dans Houde, 2011:32).

Selon Houde, le concept de l'« autochtone » est ainsi un concept sociologique et les autochtones sont non seulement les descendants des habitants originaux de territoire, mais ils s'identifient aussi comme autochtones, membres de sociétés considérées comme subordonnées au sein d'une société dominante ayant une culture différente (Houde, 2011).

Pour le gouvernement canadien, l'auto-identification ne suffit pas pour être considéré comme autochtone. Seulement les autochtones enregistrés dans le registre des Indiens du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sont considérés comme autochtones aux termes de la Loi sur les Indiens (AADNC, 2010).

Le gouvernement canadien reconnaît ainsi dix nations amérindiennes au Québec, en plus d'une nation inuit : les Abénaquis, Algonquins, Atikamekw, Cris, Wendat, Innus, Malécites, Micmacs, Mohawks, Naskapis. Dans le document officiel du Plan Nord, les Inuits, la nation Crie, la nation Innue et la nation Naskapie sont mentionnés comme habitant le territoire prévu pour le développement du nord, car leur territoire se trouve au nord du 49^e degré de latitude Nord (Gouvernement du Québec, 2011a).

Du point de vue du gouvernement la classification des autochtones entre Indiens inscrits et non-inscrits est importante, puisque seulement les autochtones avec le statut indien inscrit jouissent de droits spéciaux, que j'expliquerai par la suite.

1.3.1. L'histoire politique des autochtones au Québec

Pour mieux comprendre l'évolution de la relation entre les différentes Premières Nations et le Canada, Houde (2011) propose la division de l'histoire autochtone canadienne en trois périodes. Il décrit la période entre le premier contact avec les colons européens jusqu'à 1815 comme une période d'alliances. Ensuite, la période allant jusqu'à 1969 est caractérisée par la marginalisation, le déplacement et l'assimilation des autochtones par la population allochtone. Depuis 1969, une période de nouveaux partenariats entre les autochtones et les allochtones a commencé, étant déclenchée par un activisme politique renouvelé des autochtones.

La première période des alliances débuta en mai 1603 dans la vallée du Saint-Laurent à Tadoussac. Lors d'une rencontre avec des autochtones, Samuel de Champlain et François Dupont-Gravé ont conclu une alliance politique et commerciale avec des représentants de trois premières nations : les Algonquins, les Montagnais et les Malécites (Gohier, 2013). Les premiers colons français ont eu besoin des alliances politiques, commerciales et aussi militaires pour obtenir des guides, des travailleurs et pour pouvoir utiliser les réseaux du commerce de la fourrure déjà existants. Au début, les autochtones étaient plus nombreux que les colons européens. Ces derniers, pour survivre sur ce nouveau territoire, ont été obligés de créer des alliances et de signer des traités (Houde, 2011). Pendant cette période, les autochtones ont été des alliés du roi. Ils ont été impliqués dans des guerres comme la guerre de la Conquête, mais ce n'est pas eux qui furent vaincus par les Britanniques, c'était les Français. Par conséquent, la Proclamation royale de 1763 qui était délivrée par le roi de Grande-Bretagne pour organiser les nouvelles terres britanniques de l'Amérique du Nord a désigné la couronne britannique comme puissance protectrice des autochtones, les

considérant comme des alliés et non comme des ressortissantes britanniques (Houde, 2011). L'obligation fiduciaire actuelle et la juridiction sur les affaires indiennes et les réserves indiennes du gouvernement fédéral envers les autochtones viennent de la Proclamation royale (Houde, 2011). Je retournerai aux implications de la Proclamation royale pour la situation juridique des autochtones dans la suite de ce texte.

Houde (2011) propose la fin de la guerre de 1812 comme point de départ pour la deuxième période qui est caractérisée par la marginalisation, le déplacement et l'assimilation des autochtones. Puisque le nombre d'immigrants a augmenté rapidement, la Couronne a eu besoin de plus de territoire pour son projet de colonisation. La dépossession était justifiée par « l'infériorité » de la culture autochtone. Delâge et Warren (2006) expliquent dans leur article sur l'abouchement de l'éthique bourgeoise des colons et de l'éthique autochtone du territoire du Québec que les colons ont qualifié les autochtones de paresseux puisqu'ils ne possédaient par l'éthique du travail basé sur l'idée du travail ardu pour accumuler la richesse. Or, pour les autochtones, l'idée de l'accumulation de richesse pour la non-utilisation personnelle, donc, pour plus que la subsistance, est absurde et condamnable. À cause de leur éthique, les colons ont vu les terres non cultivées comme un gaspillage. Leur but était de cultiver la terre pour l'extension des colonies et pour une agriculture intensive. Cette perspective forme la base pour la période de la dépossession et l'assimilation (Houde, 2011). Les moyens utilisés pour la dépossession furent les traités et la Loi sur les Indiens dont je discuterai dans la section suivante.

L'assimilation fut tentée avec la création de la classification de l'Indien, le Registre des Indiens, dont j'ai déjà parlé, la création des gouvernements autochtones sur la base du système des colons et par la création des pensionnats indiens.

Avec la version précédente de la Loi sur les Indiens, *l'Acte pourvoyant à l'émancipation graduelle des Sauvages* de 1869 le gouvernement a commencé graduellement à « émanciper » les femmes autochtones quand elles se marient à un

non autochtone. Il a aussi fait en sorte que le surintendant général des affaires des Sauvages supervise les élections des chefs de toute nation (Acte des Sauvages, 1869). Cette loi et les versions suivantes de la Loi sur les Indiens ont imposé une transition du système traditionnel autochtone vers un système de gouvernement semblable au gouvernement des colons (avec un appareil politique et une administration semblable) (Otis, 2006).

Aujourd'hui, 615 gouvernements des bandes fournissent des services aux autochtones de la même façon que les municipalités le font. Ces gouvernements des bandes sont reconnus par les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral (Houde, 2011). Ils sont ainsi les liens officiels entre le gouvernement et les autochtones aussi en regard de la gestion des ressources naturelles.

L'autre moyen pour assimiler les autochtones était les pensionnats indiens. Les premiers pensionnats indiens ont été ouverts au milieu des années 1880 avec le but d'éduquer les enfants autochtones et de les aider à s'adapter à une culture dominée par des non autochtones (MacDonald & Hudson, 2012). Les nobles objectifs du début ont fait place à un système coercitif avec l'assimilation forcée et une destruction de la culture autochtone. Jusqu'à 1950 la participation des enfants entre cinq et seize ans était obligatoire. La majorité des écoles ont été menées par l'Église catholique loin des réserves des autochtones, séparant les étudiants de leurs familles. Comme le sous-ministre des Affaires indiennes Duncan Cambell Scott a expliqué en 1920 :

I want to get rid of the Indian problem ... Our object is to continue until there is not a single Indian in Canada that has not been absorbed into the body politics and there is no Indian question, and no Indian Department. (Miller, 2004: 35)

150 000 enfants autochtones ont fréquenté ces pensionnats avec des conséquences graves à l'échelle individuelle et collective. Comme Woolford l'a résumé :

Continuing cycles of emotional, physical and sexual abuse, as well as addiction, suicide and other markers of intergenerational trauma, within

Aboriginal communities are considered residual effects of the residential-school experience (Woolford, 2009: 85).

En plus, puisque les enfants ont été séparés de leurs familles, la transmission de savoirs et de compétences a été interrompue.

D'autres stratégies utilisées par le gouvernement ont été l'interdiction de la création des organisations autochtones, la possibilité de chercher la consultation professionnelle et de rendre impossible la collecte de fonds pour la contestation judiciaire ou pour la revendication territoriale (Houde, 2011).

Cette politique d'assimilation a culminé en 1969 avec la publication du livre blanc, une proposition politique visée à éliminer le statut d'autochtones pour en faire « des citoyens comme les autres » (Houde, 2011).

Le livre blanc a provoqué de fortes réactions parmi les autochtones et il est probablement un des catalyseurs importants pour la troisième période de l'histoire des autochtones et allochtones au Canada : une période d'activisme et de nouveaux partenariats (Houde, 2011). Plusieurs autres facteurs contribuaient par ailleurs à créer une nouvelle atmosphère politique. Comme Houde (2011) l'explique, la Deuxième Guerre mondiale était un tournant pour les autochtones. Ceux-ci ont combattu côté à-côté avec les allochtones, mais après leur retour, ils ont été encore confrontés à la discrimination. Cette situation a créé du mécontentement. De plus, la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 et le démantèlement des colonies européennes dans les années 1950 ont fait prendre conscience des phénomènes d'hégémonie politique et de la suppression culturelle. Tous ces facteurs ont contribué à la création d'une nouvelle atmosphère politique où il y avait une sensibilité pour les droits de différents groupes et pour les différentes cultures, valeurs et traditions (Houde, 2011).

Le gouvernement a réagi à cette nouvelle situation avec le remaniement de la loi des Indiens en 1951. Entre autres, c'était la fin de la prohibition de la collection des fonds

et de la législation discriminatoire sur les langues autochtones. De plus, plusieurs organisations autochtones ont été créées à compter de la fin des années 1940 dont l'organisme précurseur de l'Assemblée des Premières Nations qui représente aujourd'hui les autochtones et vise à protéger leurs droits (Houde, 2011).

En même temps, après la guerre, dans un monde de croissance économique, il y avait aussi un intérêt renouvelé pour les ressources naturelles dans le nord, un territoire largement occupé par des autochtones (Houde, 2011).

Ce nouvel intérêt pour le Nord, le nouveau militantisme et l'organisation des autochtones ont mené à un besoin pour de nouvelles relations entre les autochtones et les non autochtones (Houde, 2011).

En regard du plan pour le développement du nord actuel du gouvernement québécois ce besoin d'établir des relations entre les autochtones et les non autochtones est plus que jamais existant. Cet aperçu historique des relations politiques entre les autochtones et les allochtones donne le contexte de la situation actuelle, puisque certains résidus de l'histoire jouent également un rôle aujourd'hui.

Il reste de la première période l'obligation fiduciaire du gouvernement envers les autochtones et la juridiction sur les affaires indiennes. Cette obligation

[...] place la Couronne entre les autochtones et les tiers afin d'empêcher tout exploitation, lui confère le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intérêt des Autochtones et transforme son obligation en obligation fiduciaire, afin de régler sa conduite lorsque les terres d'un groupe d'Autochtones sont en cause [...] (Hurley, 2000:3)

Comme Hurley l'explique, cette obligation de la Couronne d'agir avec « l'honneur » envers les autochtones reste encore à préciser, en particulier dans la négociation des revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale. Souvent, les groupes autochtones et le gouvernement sont en désaccord en regard de ces sujets (Hurley, 2000).

De même, la deuxième période a laissé de lourdes traces. Bien que les relations entre les autochtones et les non autochtones se trouvent maintenant plus dans une période de partenariat, les tentatives d'assimilation ont laissé des marques et la marginalisation est encore vivante. Par exemple, le système de gouvernance autochtone avec les conseils de bande est encore largement basé sur la Loi sur les Indiens et ceux-ci sont contrôlés et supervisés par le gouvernement fédéral (Otis, 2006). Aujourd'hui il y a encore une marginalisation du savoir et des valeurs autochtones. L'interruption de la transmission culturelle autochtone d'une génération à la suivante à cause des pensionnats indiens a aussi mené à la perte du savoir. Il est ainsi évident que les sociétés autochtones ne sont pas restaurées comme avant le contact avec les colons européens. Comme Newhouse l'explique bien dans son texte *From the Tribal to the Modern : The Development of Modern Aboriginal Societies*, les sociétés autochtones modernes sont un mélange des sociétés occidentales et traditionnelles autochtones (Newhouse, 2000). Il prédit que de plus en plus les autochtones naîtront dans les villes et leurs relations spirituelle et émotionnelle avec le territoire se transformera : « Aboriginal descent may become, for some people, a heritage rather than a way of life » (Newhouse, 2000: 404). Il conclut:

The fundamental change in the last two decades has been the acceptance by both Aboriginal people and mainstream Canadians of the way in which traditional Aboriginal people have viewed themselves and the resultant constructions of new identities, not as victims or as noble savages or primitive beings but as, for example, as Cree, Ojibway, or Inuit who have dignity and knowledge and are deserving of respect and a place in contemporary society. (Newhouse, 2000:407)

Ainsi, il reste encore du travail à faire afin de créer de nouvelles relations entre les autochtones et les allochtones. Actuellement, cette nécessité politique se fait jour non seulement en raison de l'historique de leurs relations, mais aussi à cause des développements juridiques récents.

1.3.2. L'histoire juridique des autochtones au Canada et Québec

Après la guerre de la Conquête (1754-1763) le roi d'Angleterre George III a lancé la *Proclamation Royale* de 1763 pour organiser les nouvelles terres britanniques de l'Amérique du Nord et pour stabiliser les relations avec les autochtones. Depuis cette proclamation la cession des terres devait être un processus public surveillé par la Couronne. Seule la Couronne pouvait obtenir légalement le territoire autochtone. Pour coloniser et développer des ressources naturelles la Couronne devait négocier avec les autochtones pour libérer des terres de titres aborigènes.

En 1876, la première *Loi sur les Indiens* vit le jour. En 1880, le texte de loi se modernisa avec l'Acte relatif aux Sauvages. Cette loi constitua la base pour les colons afin de se positionner face aux autochtones et elle attribua au gouvernement fédéral le pouvoir quasi absolu sur tous les aspects de la vie des autochtones. La loi a conduit à la création de réserves indiennes, et pour la première fois, à l'idée qu'il existait des terres vides et sauvages à découvrir et à développer (Houde, 2011). Cette idée est venue, puisque les réserves indiennes étaient considérablement plus petites que les terres ancestrales revendiquées (Figure 1.1). Les réserves indiennes devenaient des terres de la Couronne. La loi sur les Indiens est encore en vigueur pour ces réserves indiennes aujourd'hui.

Entre 1764 et 1921, les autochtones ont signé plusieurs traités qui sont aujourd'hui qualifiés de traités historiques. Toutefois, aucun traité n'a été signé pour le territoire du Québec, du Nunavut, du Labrador et la majorité de la Colombie-Britannique pendant cette période (Houde, 2011) (Figure 1.2.).

Alors que l'intérêt des allochtones aux terres diminuait, aucun traité n'ayant été signé entre 1921 et 1969, la politique du gouvernement s'orienta vers une assimilation des autochtones. Mais dans le monde de l'après-guerre et de la croissance économique, l'intérêt envers les ressources naturelles du Nord réapparut (Houde, 2011).

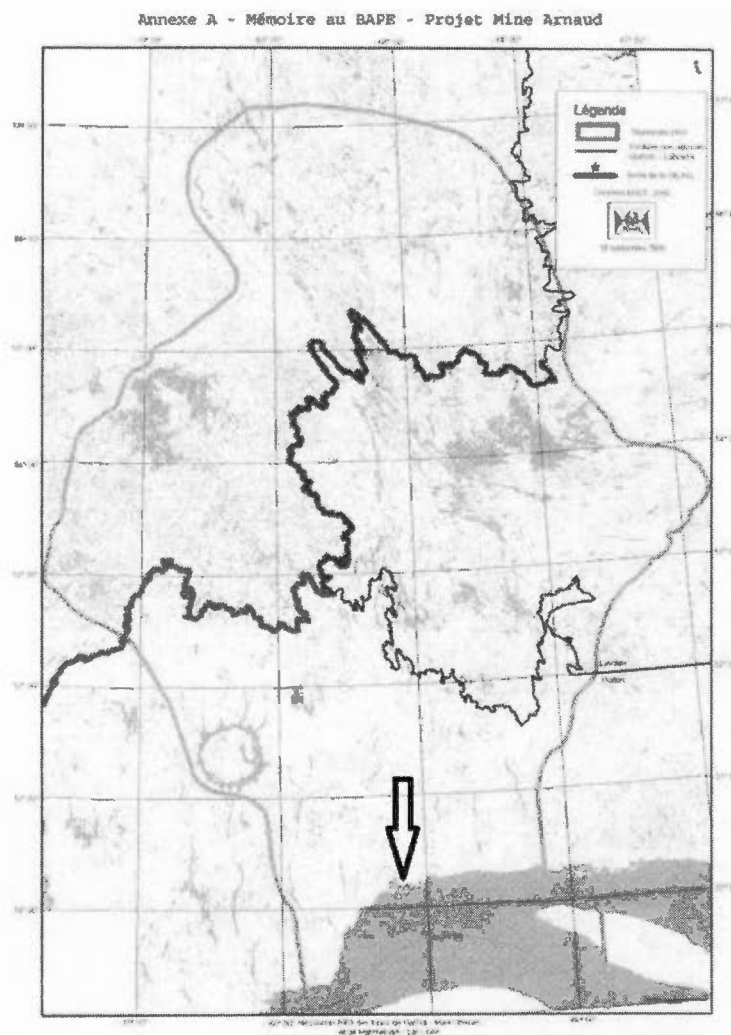


Figure 1.2. Visualisation de la terre ancestrale revendiquée des Innus de Uashat - Mani-Utenam et de Matimekush - Lac-John. Les Innus appellent leur terre le Nitassinan. Les deux points rouges sont les réserves Uashat et Maliotenam. Manipulé par Claudia Weigel. (Innus de Uashat & Matimekush, 2013)

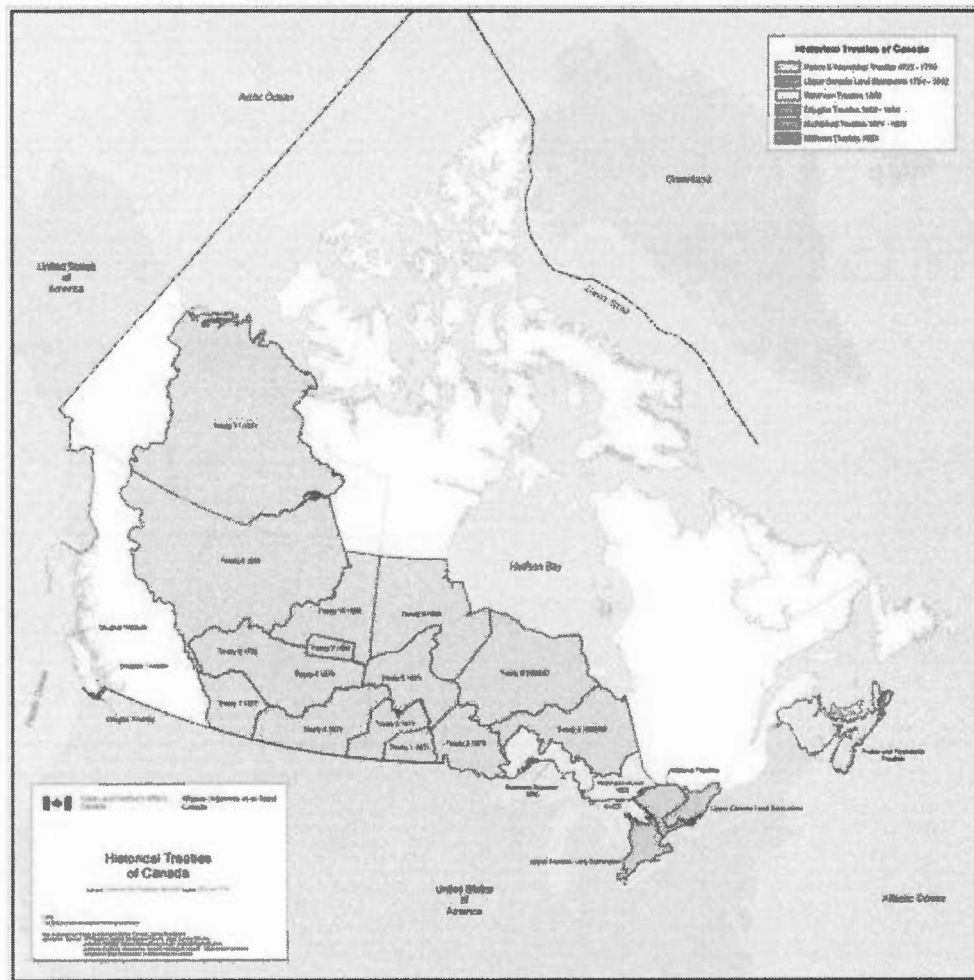


Figure 1.3. Traités pré-1975 au Canada (AADNC, 2013b)

L'arrière-pays était encore occupé largement par les autochtones et il existait encore des incertitudes en regard aux titres autochtones. Depuis la Proclamation royale, on a pensé qu'il n'existait plus de titre aborigène au Québec, mais avec l'arrêt *Calder* contre la Colombie-Britannique, cette analyse fut renversée (Houde, 2011). En 1969, Calder et la nation Nisga engagèrent une poursuite devant la Cour suprême de la

Colombie-Britannique demandant la reconnaissance du fait que leurs titres ancestraux n'avaient jamais été annulés. En 1973, la Cour suprême jugea que la nation possédait effectivement ces titres au moment de la proclamation royale de 1763. Ainsi, la Cour suprême reconnut l'existence du titre ancestral dans le droit canadien.

Ce cas a changé la situation légale pour toutes les régions pour lesquelles aucun traité historique n'avait été signé, comme pour le Québec. Un autre événement important dans l'histoire légale des autochtones au Québec fut la négociation de la *Convention de la Baie-James* et du Nord québécois de 1975. Au début des années 1970, le gouvernement du Québec explorait l'idée d'exploiter le potentiel hydroélectrique des rivières du nord du Québec.

En 1971, le projet de la Baie-James fut annoncé par le premier ministre Robert Bourassa. N'ayant pas été consultés par le gouvernement, plusieurs Cris et Inuits s'opposèrent au développement et, en 1972, ils obtinrent une injonction de la Cour supérieure du Québec pour l'arrêt des travaux de construction. L'injonction du juge Malouf fut suspendue par la Cour d'appel du Québec juste une semaine plus tard, mais la décision du juge Malouf eut un impact majeur pour la situation des autochtones du Québec. Elle conduisit aux négociations entre les gouvernements fédéral et québécois et les représentants des Cris et des Inuits du Nord-du-Québec sur les revendications territoriales. En 1975, la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et en 1978 la Convention du Nord-Est québécois furent signées. Ces traités sont considérés comme les premiers traités modernes, c'est-à-dire que les traités sont plus compréhensifs que les traités historiques tout en étant fondés sur les droits ancestraux (Houde, 2011). Depuis les années 70, le gouvernement préfère les traités spécifiques et finaux, puisqu'il y a toujours des questions sur l'interprétation des droits ancestraux (Figure 1.4.).

Les droits ancestraux sont depuis la *Constitution* canadienne de 1982 reconnus dans le paragraphe 35 (1): « Les droits existants - ancestraux ou issus de traités - des

En outre, les droits ancestraux protégés par le paragraphe 35 (1) doivent être interprétés dans le contexte de l'histoire et de la culture de la société autochtone concernée. En conséquence, il faudrait considérer que les coutumes, pratiques et traditions protégées en vertu du paragraphe 35 (1) sont celles qui sont suffisamment importantes et fondamentales pour l'organisation.

Ainsi, de la même façon que la société québécoise change les coutumes, pratiques et traditions des autochtones, ceux-ci changent et évoluent par eux-mêmes. Malgré cette évolution, leurs droits ancestraux sont protégés par le paragraphe 35 (1). Cette interprétation des droits ancestraux par la Cour suprême garantirait leur vitalité à long terme. Elle reconnaît entre autres que les cultures des autochtones ne sont pas seulement de la tradition (Otis, 2004). Leclair souligne que « l'expression 'droit ancestral' n'est qu'une enveloppe à contenu variable, les parties gouvernementales et autochtones ont tout intérêt à y mettre ce qu'elles veulent bien y voir » (Leclair, 2011:105). Pour les autochtones, les droits ancestraux englobent l'autodétermination, l'autonomie gouvernementale et l'indépendance. Pour le gouvernement, les droits ancestraux sont des droits sur la chasse, la pêche et sur les rituels (Houde, 2011).

Un dernier aspect important dans l'histoire légale des autochtones au Québec est la doctrine de l'obligation de consulter les autochtones dans les décisions qui pourraient avoir un impact sur les autochtones : cette obligation s'appelle « le devoir de consulter ». Comme démontré par Newman (2009), le devoir de consulter été introduit par la Cour suprême du Canada avec une série de cas en 2004 et 2005, dont les plus importants étant les arrêts de *la Nation Haida contre la Colombie-Britannique* et la *Première nation Tlingit de Taku River contre la Colombie-Britannique*.

Récemment, il y eut un autre développement pouvant avoir des répercussions importantes pour le Québec. Pour la première fois dans l'histoire, la Cour suprême du Canada a reconnu en juin 2014 le titre ancestral d'une Première Nation sur un

territoire spécifique. L'arrêt *Nation Tsilhqot'in contre Colombie-Britannique* s'appliquera à toute revendication territoriale non résolue, soit le territoire prévu pour le développement du nord du Québec.

Ainsi, cette situation juridique implique la nécessité de considérer davantage des perspectives autochtones dans les développements du nord du Québec.

1.4. L'appel à l'intégration des voix autochtones dans le discours environnemental

En dehors de l'obligation légale du gouvernement du Québec, plusieurs chercheurs ont montré l'importance d'intégrer des voix autochtones dans le discours du développement durable et le discours environnemental en général (Agrawal, 1995; Broadhead & Howard, 2011, Brokensha et al, 1980; Houde, 2011; Nursey-Bray et al., 2010; Smith, 2007; Sveiby, 2009). Cette révélation que l'intégration des savoirs des autochtones est importante, a été suscitée par le rapport Brundtland en 1987 où les auteurs ont demandé de reconnaître et protéger officiellement les autochtones et leurs savoirs, puisqu'ils peuvent contribuer au développement durable (CMED, 1987). Dans son texte sur le discours mondial sur le changement climatique et le cas des voix autochtones, Smith montre que ses voix ajoutent au discours antihégémonique sur la construction occidentale mondiale du changement climatique (Smith, 2007). Elle déclare que les voix autochtones offrent « une alternative réelle, bien que provocante » et leur discours « interroge les institutions et l'ordre social » (198, 200). Elle souligne que les États-Unis et le Canada avaient été critiqués pour ne pas inclure les autochtones dans leurs délégations pour la quatrième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC.

Smith n'est pas la seule qui exige l'inclusion des voix autochtones dans le discours environnemental. Le chercheur Sveiby (2009) est développe l'idée que le discours de la durabilité est une arène où les gens rapportent leurs perspectives politiques et philosophiques préexistantes. Dans son article, il décrit un modèle autochtone pour

une société durable et il le situe dans le discours de la durabilité actuel. Il argumente contre la perception que les sociétés industrielles modernes ne peuvent pas apprendre des sociétés autochtones.

1.5. La problématique d'intégrer les savoirs autochtones

Bien que l'importance d'intégrer le discours environnemental autochtone soit bien établi parmi les chercheurs, ceux-ci remarquent que cela n'arrive pas suffisamment pour plusieurs raisons (Abele, 2007; Agrawal, 1995; Gibbs, 2012; Kovach, 2005; Nadasdy, 2003; Simpson, 2001). J'en aborderai trois ici : la définition du SÉT, l'utilisation du SÉT et la recherche sur le SÉT.

Premièrement, la reconnaissance du fait que les autochtones ont un savoir particulier sur la nature est relativement nouveau. La notion de savoir autochtone était premièrement introduite dans la science occidentale en 1979 par Robert Chambers et son équipe de l'Université de Sussex en Angleterre (Abele, 2007). Pendant les années qui suivirent, le concept été fortement discuté dans la littérature académique. Les chercheurs utilisent les termes « savoir traditionnel », « savoir écologique traditionnel », « savoir autochtone » et d'autres variantes. Maintenant, la notion est reconnue dans la littérature anglaise par l'abréviation TEK (« traditional ecological knowledge ») qui est traduite en français par SÉT (« savoir écologique traditionnel »), mais il n'existe pas encore une définition claire (Houde, 2007). La définition la plus inclusive et la définition d'Usher (2000:185) : « le SÉT fait référence à tous les types de savoir sur l'environnement dérivés des expériences et de traditions de groupes particuliers ». Souvent, les attributs « local », « oral », « intuitif », « qualitatif », « holistique » sont donnés pour décrire le SÉT (Houde, 2007; Nadasdy, 2009).

Deuxièmement, malgré les efforts d'étudier, de diffuser et d'intégrer les savoirs autochtones le SÉT est encore mal connu et mal utilisé par les chercheurs, les politiciens et les gestionnaires de ressources (Nadasdy, 1999). Souvent, seulement les gens qui travaillent spécifiquement avec les autochtones ou bien qui font une

recherche sur les autochtones connaissent le SÉT et pensent à le considérer dans leurs travaux (Nadasdy, 1999).

Troisièmement, il existe aussi plusieurs problèmes avec la recherche sur le SÉT en elle-même. Agrawal (1995) analyse dans son travail les problématiques reliées à la conception du SÉT et le rôle du SÉT dans le développement. Selon lui, la recherche sur le SÉT démontre des faiblesses conceptuelles et des résultats contradictoires. Il critique fortement la distinction entre les sciences occidentales et les savoirs autochtones, parce qu'il est plus raisonnable de parler de différents domaines et types de savoirs basés dans des logiques et épistémologies différentes (Agrawal, 1995). Nadasdy souligne ces points en montrant les incompatibilités de la science occidentale et le SÉT. Comme les historiens de la science ont montré, le compartimentage et la distillation du savoir font partie de la production de la connaissance occidentale, mais ces méthodes sont contraires à la production et la compréhension du savoir autochtone (Nadasdy, 1999). La plupart des recherches sur le SÉT utilisent des méthodes occidentales, ce qui a pour résultat que les chercheurs transposent leurs structures interprétatives occidentales pour étudier les communautés autochtones. De plus, malgré les bonnes intentions des chercheurs d'étudier, de promouvoir et d'intégrer le SÉT, ils influencent en même temps les communautés autochtones. Ainsi, la recherche sur le SÉT par des chercheurs allochtones nous mène à nous poser des questions sur les relations de pouvoir, sans manquer de nous rappeler la colonisation (Nadasdy, 1999). Cette problématique est aussi soulignée par des chercheurs autochtones (Kovach, 2005; Simpson, 2001; Tuhiwai Smith, 1999).

La notion de SÉT a été créée par des chercheurs occidentaux. Jusqu'à maintenant, toutes les références que j'ai utilisées sont écrites par des chercheurs occidentaux. De plus, la connaissance du SÉT dans le système de savoir occidental est produite par des chercheurs occidentaux avec des méthodes occidentales.

Conséquemment, ce n'est pas une surprise que les intellectuels autochtones aient une perspective critique sur la recherche occidentale sur le SÉT et les autochtones en général (Kovach, 2005; McGregor, 2000, 2004; Simpson, 2001; Tuhiwai Smith, 1999). Selon McGregor, à cause de la façon par laquelle le SÉT est compris et intégré par la science occidentale, il ne contribue pas pleinement à la résolution de la crise environnementale (McGregor, 2004). Elle critique le SÉT pour sa mauvaise utilisation dans la science occidentale, puisqu'il est vu comme un objet, un nom ou bien un produit. Pour les autochtones le SÉT est une façon de vivre; c'est la façon pour les autochtones d'établir spirituellement et culturellement un lien avec leurs écosystèmes (McGregor, 2000).

TEK is thus more than an accumulation of other knowledge; it is a way of relating to Creation and all of its beings and forces. It is more than knowledge of a relationship; it is the relationship itself. TEK, from an Indigenous perspective, is an active, living thing; a way of being, a 'verb', so to speak. [...] TEK is doing! You cannot take the knowledge and ignore the people. In the absence of the people expressing, living, and doing, the knowledge loses much of its meaning. The potential for abuse of the knowledge becomes tempting and frequently occurs when extracted from the people. Indigenous definitions of TEK thus contrasts sharply with the western concept of TEK as a noun, commodity, or product (McGregor, 2000:444).

La définition du concept de SÉT n'est pas le seul point de critique des chercheurs autochtones. Tuhiwai Smith souligne plusieurs aspects importants comme le fait qu'on ne peut pas discuter de la recherche sur un sujet autochtone sans parler des pratiques de l'impérialisme et du colonialisme dans lesquels la poursuite de la connaissance est incorporée. En plus, elle montre l'importance de la langue dans la recherche (Tuhiwai Smith, 1999). Kovach (2005) explique que la majorité des langues indigènes sont basées sur de construction verbale. Au contraire, le langage scientifique, l'anglais, est basé sur le nom. En plus, la plupart des cultures indigènes sont orales et il y a déjà une perte dans la traduction en écrit. Ensuite, elle souligne que l'épistémologie indigène est fluide, non linéaire et relationnelle. Le savoir est transmis par des histoires (Kovach, 2005). Conséquemment, les méthodologies

autochtones se distinguent des méthodologies occidentales et les chercheurs autochtones soulignent l'importance de respecter ces différences. Ils plaident pour l'utilisation des méthodologies autochtones. Kovach les définit comme des méthodologies basées sur l'épistémologie et les théories autochtones qui sont relationnelles et participatives. Simpson (2001) plaide même pour la résistance des autochtones. Selon elle, ils ne doivent pas participer aux recherches dirigées par les chercheurs occidentaux. Elle veut que la recherche sur des questions autochtones soit seulement faite par des chercheurs autochtones.

Les chercheurs autochtones mentionnés rejettent si fortement la recherche occidentale sur les autochtones parce que dans le passé beaucoup de recherches étaient faites dans les communautés autochtones, mais souvent ces communautés étaient déçues des processus et des résultats (Kovach, 2005; Simpson, 2001; Tuhiwai Smith, 1999).

Pour circonscrire la problématique de la recherche, j'ai premièrement présenté la genèse du concept du développement durable à l'échelle internationale et au Québec, pour ensuite décrire l'application du concept dans le nord du Québec. Deuxièmement, j'ai donné un aperçu de l'histoire politique et juridique des autochtones.

Troisièmement, j'ai dévoilé la problématique autour de l'intégration des voix autochtones et du savoir autochtone dans le discours environnemental. Cela m'aide à mieux décrire la problématique spécifique de la recherche dans la suite.

1.6. Problématique spécifique de la recherche

Le discours du développement durable est le discours environnemental dominant au regard du développement du nord du Québec, comme proposé par le gouvernement québécois. Selon le Rapport Brundtland, le but principal du développement durable est de réaliser une amélioration du bien-être des humains sans dégrader l'environnement de manière irréversible. Pour atteindre ce but, une harmonie entre les sphères économiques, sociales et environnementales – à travers la croissance économique – est visée. Le gouvernement du Québec applique la même idée du

développement durable dans son programme stratégique du développement du nord. Ce concept est fortement ancré dans une construction sociale occidentale, mais aussi avec la participation d'une partie importante de la population qui habite sur le territoire prévu pour le développement et qui est autochtone. Alors même qu'on peut lire dans le document officiel du gouvernement du Québec que les autochtones ont participé aux tables de négociation, le Plan Nord n'a pas le soutien de tous les autochtones. Des chercheurs autochtones ont aussi clairement expliqué que la vision, le savoir et la compréhension des autochtones de l'environnement et du développement se distinguent des non-autochtones. Face à ce fait et à l'histoire politique et juridique des relations entre les autochtones et les non autochtones, il est important de considérer la perspective autochtone dans le développement du nord.

Mon projet de mémoire est ainsi guidé par deux objectifs de recherche :

1. Décrire et comprendre la construction du discours environnemental des autochtones autour du développement du nord du Québec;
2. Développer, à partir de ce discours, une critique culturelle du concept du développement durable utilisé par le gouvernement du Québec.

À l'issue de la présentation des enjeux de la recherche sur un sujet autochtone, il reste à aborder la question de mon positionnement de chercheuse occidentale sur un sujet autochtone : comment puis-je concevoir cette recherche pour éviter la perpétuation du racisme environnemental (Nursey-Bray et al., 2010)?

CHAPITRE II

LES IMPLICATIONS THÉORIQUES

Dans ce chapitre, je discute les implications théoriques de mon travail : le concept du discours, et les différents courants de l'analyse de ce dernier. J'y aborderai également mon approche qui vise à respecter les autochtones dans la recherche.

2.1. Le discours

2.1.1. La nature de l'objet de recherche : le discours

Dans les 30 dernières années, les sciences humaines et sociales ont accepté l'idée de philosophes comme Wittgenstein que le langage est plus qu'une réflexion de la réalité et qu'en fait, l'usage du langage constitue la réalité sociale (Phillips & Hardy, 2002). Ce « tournant linguistique » et l'épistémologie sous-jacente du socioconstructivisme ont maintenant largement pénétré les sciences sociales et les chercheurs veulent savoir comment et pourquoi la réalité sociale se construit en analysant des discours considérés incomplets, incohérents, ambigus et contradictoires (Phillips & Hardy, 2002). Il y a plusieurs façons de définir le « discours ». La définition de base est qu'un discours n'est pas juste une discussion, mais un ensemble d'idées, des concepts et des catégories qui sont produit, reproduit et transformé et par lesquels des phénomènes sociaux et physiques reçoivent leurs significations (Hajer, 1995; Hajer & Versteeg, 2005; Hajer, 2006). Une autre façon de comprendre le discours est de le penser comme une utilisation du langage comme forme de pratique sociale. L'utilisation du langage est en même temps un mode d'action et un mode de représentation. Elle est constitutive des identités sociales, des relations sociales et des systèmes de connaissance et de croyance (Fairclough, 1995). Dans le travail de Michel Foucault, le discours fait référence à différentes façons de structurer les pratiques sociales (Fairclough, 1992). Les acteurs ont une conception de la réalité. En même temps, les acteurs sont dépendants des discours spécifiques pour s'exprimer.

Les acteurs ont leurs orientations et préoccupations spécifiques qui déterminent comment ils ou elles parlent. En même temps, ils donnent du sens au monde en utilisant les discours qu'ils ont à leurs dispositions. Personne n'est complètement libre en s'exprimant, parce que chaque personne doit faire face aux structures sociales existantes. Pour s'orienter, les acteurs se positionnent face à des structures narratives (Hajer, 1995).

By their everyday acts of meaning, people act out the social structure, affirming their own statuses and roles, and establishing and transmitting the shared systems of value and of knowledge (Halliday, 1978:2).

Les histoires sont des narrations sur la réalité sociale qui sont non seulement utilisées par les acteurs, mais qui donnent aux acteurs un ensemble des références symboliques pour créer une compréhension commune. Cela facilite la simplification de la complexité discursive des problèmes. Ensuite, quand des narratifs spécifiques sont de plus en plus acceptés, le débat devient plus uniforme et permanent. Ainsi, la narration ne facilite pas seulement la compréhension ou bien la construction d'un problème, elle joue aussi un rôle important dans la création de l'ordre social et moral (Hajer, 1995). Cela constitue le processus de la « naturalisation » : une proposition commence à être largement acceptée et reçoit le statut de raisonnable et devient « normale ».

Naturalization gives to particular ideological representations the status of common sense, and thereby makes them opaque, i.e. no longer visible as ideologies (Fairclough, 1995:42).

Les acteurs ne se rendent typiquement pas compte de la dimension idéologique de leurs positions subjectives.⁴ Néanmoins, ils contribuent avec leurs structures narratives (microstructures) aux structures sociales (macrostructures). Anthony

⁴ Le concept d'idéologie ou bien d'analyse idéologique est critiqué pour différentes raisons. Quand j'utilise le concept d'idéologie, je ne veux pas dire que l'idéologie égale une vision du monde. Comme Fairclough (1995) l'explique, le concept d'idéologie doit être compris de manière péjorative. Certaines représentations et constructions du monde sont instrumentales et ils sont utilisés pour dominer un discours. La méthode de l'analyse du discours critique est utilisée pour révéler ce processus.

Giddens a nommé ce phénomène la dualité de structure : chaque expression est un mode d'action qui présuppose différentes structures. Ces structures sont présupposées et elles sont aussi une condition nécessaire pour les actions, mais, en même temps, les actions produisent et réifient les structures (Giddens, 1984).

[...] 'micro' actions or events, including verbal interaction, can in no sense be regarded as of merely 'local' significance to the situations in which they occur, for any and every action contributes to the reproduction of 'macro' structures (Fairclough, 1995:35).

Ce concept de la dualité des structures de Giddens explique bien l'observation de Foucault. Celui a déjà remarqué que le discours est en même temps permettant et limitant. Foucault s'est concentré plus sur les fonctions limitantes du discours (Foucault, 1971; Hajer, 1995). Fairclough, par contre, comprend la pratique discursive plus comme constitutive, puisque le discours contribue à la reproduction de la société - aux identités sociales, aux relations sociales et aux systèmes de connaissance et de croyance - et en même temps à la transformation de la société.

Phillips & Hardy le résument ainsi :

Without discourse, there is no social reality, and without understanding discourse, we cannot understand our reality, our experiences, or ourselves (2012:2).

Un sociologue qui a appliqué cette façon de donner du sens au monde à la problématique de l'environnement est John S. Dryzek. Dans son livre *The Politics of Earth*, il présente au début de brefs exemples de manière dont des concepts comme « environnement », « nature » ou bien « sauvage » changent au courant de l'histoire ou selon les différentes perspectives. De cette manière, il montre que même des concepts de base concernant l'environnement changent dramatiquement (Dryzek, 2005). Comme Dryzek (2005) l'explique, des problèmes environnementaux se trouvent par définition à l'intersection des écosystèmes et des systèmes sociaux humains, ils sont interconnectés et multidimensionnels et, par conséquent, complexes.

Avec la complexité surgissent des différences de perspectives, puisque plus une situation est complexe et moins il est possible de décider si une perspective spécifique sur cette situation est mauvaise ou juste (Dryzek, 2005). Il conclut aussi que la façon de traiter un conflit environnemental dépend de la construction sociale d'un problème environnemental et les acteurs différents peuvent s'inscrire dans des discours différents. C'est-à-dire qu'ils peuvent avoir des façons différentes de comprendre les mêmes informations sur un sujet spécifique et de créer leurs réalités (Hajer, 1995; Dryzek, 2005).

L'histoire du discours environnementale a montré que les différents discours affectent les pratiques et les politiques sur l'environnement. Les discours sont inévitablement étroitement liés au pouvoir politique et ils expriment eux-mêmes le pouvoir parce qu'ils conditionnent les perceptions et les valeurs (Dryzek, 2005; Feindt & Oels, 2005; Audet, 2013).

2.1.2. Le discours environnemental

Plusieurs auteurs ont décrit les différents discours environnementaux (Killingsworth & Palmer, 1992; Hajer, 1995; Dryzek, 2005; Audet, 2013). En 1992, Killingsworth et Palmer ont inventé le mot « ecospeak » pour décrire le langage distinctif des campagnes pour la conscience écologique (Killingsworth & Palmer, 1992; Hajer & Versteeg, 2005). En 1995, Hajer consacré un livre entier à ce sujet : *The Politics of Environmental Discourse*. Il décrit le discours de la modernisation écologique comme une nouvelle façon de concevoir des problèmes environnementaux qui sont apparus depuis la fin des années 1970. Selon lui, le discours de la modernisation écologique reconnaît la crise écologique comme preuve qu'il y a des problèmes fondamentaux dans l'arrangement des institutions majeures de la société moderne. Mais contrairement au discours des mouvements écologiques radicaux des années 1970, le discours de la modernisation écologique suggère que les problèmes environnementaux peuvent être résolus avec les institutions en place dans la société

moderne. Cette gestion de l'environnement fonctionne sur l'idée que prévenir la pollution est payante (Hajer, 1995). Avec une étude de cas sur les pluies acides en Grand-Bretagne et aux Pays-Bas où il documente l'influence de la modernisation écologique sur la régulation du problème, Hajer montre comment l'analyse de discours peut contribuer à la compréhension de la politique contemporaine (Hajer, 1995).

Un autre auteur important dans le domaine du discours environnemental est John D. Dryzek qui a identifié les principaux discours environnementaux dans son livre *The Politics of the Earth* (Dryzek, 2005). Selon lui, le discours environnemental débute avec la société industrielle et donc à travers l'industrialisme qui est fondé dans l'idée de croissance économique et de bien-être matériel fourni par cette croissance. Dryzek catégorise quatre discours environnementaux principaux : (1) *le discours sur la résolution de problèmes environnementaux* dans lequel la situation économique et politique est considérée comme une donnée pouvant faire l'objet d'ajustements pour régler des problèmes environnementaux; (2) *le discours du survivalisme* qui est basé sur l'idée principale que la croissance économique et démographique a des limites écologiques et que le pouvoir doit être redistribué; (3) *le discours de la durabilité* qui vise à résoudre le conflit entre des valeurs économiques et environnementales et (4) *le discours du radicalisme écologique* dans lequel la société industrielle et la conceptualisation de l'environnement dans l'industrialisme sont dénoncées et des conceptualisations alternatives sont proposées (Dryzek, 2005).

2.1.2.1. Développement durable comme discours

Dans la problématique, j'ai montré la genèse du concept du développement durable. Il convient maintenant d'expliquer – avec l'aide de Dryzek – pourquoi il est préférable de comprendre le développement durable comme un discours plutôt qu'un concept (2005). Comme il l'explique, un concept doit être toujours défini le plus précisément possible, mais la définition de la Commission Brundtland du

développement durable n'a pas reçu l'approbation de chaque partie prenante. Les environmentalistes ont essayé d'y inclure la valeur intrinsèque de la nature. Les avocats du tiers monde y cherchaient une plus grande reconnaissance du besoin de redistribution globale. Les entreprises comprennent le développement comme la croissance économique et pour d'autres, la durabilité exige la fin de la croissance économique. Il y a ainsi plusieurs façons de comprendre la durabilité comme cela arrive souvent pour des concepts contestés. Dryzek préconise donc de parler du développement durable comme un discours. Ensuite, il identifie la ligne narrative, les suppositions sous-jacentes, les agents et leurs motifs et les métaphores-clés de ce discours. Chaque discours construit des narrations formées sur la base d'une ontologie, de suppositions sous-jacentes, de métaphores et de motifs d'acteurs.

Le cœur de l'histoire du développement durable est la reconnaissance

[...] that the legitimate developmental aspirations of the world's peoples cannot be met by all countries following the growth path already taken by the industrialized countries, for such action would over-burden the world's ecosystems. Yet economic growth is necessary to satisfy the legitimate needs of the world's poor. The alleviation of poverty will ameliorate what is one of the basic causes of environmental degradation, for poor people are forced to abuse their local environment just to survive. Economic growth should therefore be promoted, but guided in ways that are both environmentally benign and socially just. Justice here refers not only to distribution within the present generation, but also across future generations. Sustainable development is not just a strategy for the future of developing societies, but also for industrialized societies, which must reduce the excessive stress their past economic growth has imposed upon the Earth (Dryzek, 2005:153).

La supposition sous-jacente la plus importante du discours du développement durable est celle de la « somme positive », soit que la croissance économique, la protection de l'environnement, la justice distributive et la durabilité à long terme se renforcent mutuellement. Il y a aussi une hiérarchie supposée dans laquelle les humains sont positionnés au-dessus de l'environnement. Le développement durable est ainsi

largement anthropocentrique et la durabilité des humains et de leur bien-être est plus importante que la durabilité de la nature (Dryzek, 2005).

Le discours du développement a commencé au niveau international, mais la dynamique entre les acteurs a changé avec le temps : l'accent est moins sur les gouvernements et les acteurs étatiques et plus sur la participation des citoyens. Ainsi, selon Drysek, le slogan « pensée globale, action locale » est le principe directeur qui guide aussi l'implication des acteurs (Dryzek, 2005).

La métaphore clé du discours de développement durable est reliée aux organismes – la société est présentée comme un organisme ayant la capacité de croître et de se développer. La croissance économique et politique est perçue comme sans limite. En même temps, la nature est aperçue comme un prestataire de services qui fournit le capital nature aux humains. Le principe directeur est la supposition qu'on peut tout avoir et qu'aucun changement pénible n'est nécessaire (Dryzek, 2005).

2.1.3. Le discours environnemental autochtone

Le savoir des autochtones concernant l'environnement est connu dans le monde scientifique occidental par le terme « savoir écologique traditionnelle » (SÉT). Le mythe populaire suggérant que les autochtones ont une relation plus durable avec la nature est toutefois beaucoup plus ancien et s'est exprimé avec l'idée du « bon sauvage ». Dans son livre « The Ecological Indian: Myth and History », Shepard Krech dissèque l'histoire et les mythes autour de la relation entre la nature et les autochtones d'Amérique du Nord. Entre autre, il analyse les relations entre les autochtones et le buffle, le castor et le cerf. Il conclut de cette analyse que « les autochtones n'ont pas une position commune sur les ressources naturelles » (traduction libre) (Krech, 1999:227). Il le résume ainsi :

Some people are self-proclaimed traditionalists and others are progressives, some are antidevelopment and others are pro development, some favor the old ways and others are eager for new jobs. Some wish to preserve the

environment at all costs and to take serious actions premised on a religious relationship with an animated natural world, and on landscape as a repository of sacredness and history. In contrast, others want to develop land and resources, which represent jobs, household income, and economic security; they have a more narrowly utilitarian relationship with resources as commodities. Few like the impact of strip-mining on landscapes, the contamination of groundwater, and air pollution, but many would like to be employed. For every story about Indians being at the receiving end of environmental racism or taking actions usually associated with conservation or environmentalism is a conflicting story about them exploiting resources or endangering lands – and inevitably disappointing non-Indian environmentalists and conservationists. In Indian Country as in the larger society, conservation is often sacrificed for economic security (Krech, 1999:227).

Deborah McGregor, de la nation Algonquin Anishnabeg et chercheuse à l'université de Toronto, qui a écrit plusieurs articles scientifiques en regard du SÉT et de la durabilité est en accord avec Krech pour dire que les perspectives autochtones varient selon la nation et le groupe culturel, mais elle souligne qu'il y a des thèmes communs qui se retrouvent parmi toutes les nations (McGregor, 2004). Selon elle, le SÉT est non seulement du savoir, mais un mode de vie qui était transmis par les histoires de la création. C'est la perspective autochtone sur la durabilité : être durable veut dire être responsable et connecté spirituellement à toute la création. Ce mode de vie est basé sur une logique : donner plutôt que prendre (McGregor, 2004). Elle souligne aussi que l'histoire de la colonisation influence la perspective autochtone sur la durabilité. Elle écrit :

Colonization and the accompanying oppression have been so pervasive that even Indigenous people are sometimes disrespectful and harmful to Creation (McGregor, 2004:76).

Ces deux récits montrent qu'il n'y a pas un discours environnemental autochtone homogène. De plus, il y a plusieurs perspectives sur ce discours qui varient aussi selon l'expérience du chercheur. En outre, le récit sur le discours environnemental élaboré par les chercheurs fait aussi partie du discours environnemental et doit être traité comme faisant partie du discours.

2.2. Analyse du discours

Pour comprendre l'importance de la méthodologie et des méthodes d'analyse du discours, on doit comprendre l'importance du discours pour la réalité sociale. Ici, le discours est entendu comme un nom abstrait et n'est pas comme un nom comptable. Un discours n'est ainsi pas une discussion, mais un ensemble d'idées, de concepts et de catégories qui sont produits, reproduits et transformés et par lequel des phénomènes sociaux et physiques reçoivent leurs significations (Hajer, 1995; Hajer & Versteeg, 2005; Hajer, 2006). Un discours est à la fois utilisation du langage et pratique sociale, puisque l'utilisation du langage est autant un mode d'action qu'un mode de représentation. Elle est constitutive des identités sociales, des relations sociales et des systèmes de connaissance et de croyance (Fairclough, 1995).

Le discours produit donc des réalités sociales et le travail d'un analyste de discours est d'explorer la relation entre le discours et la réalité sociale (Phillips & Hardy, 2002). Le discours se manifeste dans des unités discursives, notamment dans des textes, cependant les textes sont non seulement des textes écrits, mais aussi d'autres sources écrites, enregistrées ou bien orales (Hajer Versteeg, 2005; Phillips & Hardy, 2002).

Toutes ces sources ne créent pas du sens individuellement; elles sont signifiantes à l'interconnexion d'autres sources, d'autres discours auxquels elles puisent, ainsi que dans le contexte de leur production, leur distribution et leur consommation (Phillips & Hardy, 2002).

Comme Phillips & Hardy (2002) l'expliquent dans leur livre sur l'analyse du discours, on peut comprendre et interpréter avec l'analyse du discours comment le sens est créé et comment la réalité sociale est constituée. Ils continuent en soulignant que l'analyse de discours est non seulement une méthode, mais aussi une méthodologie, puisque l'épistémologie sous-jacente de l'analyse du discours est un constructivisme social et le but d'une analyse de discours est non seulement

d'explorer la réalité sociale, mais aussi de démasquer comment la réalité sociale est produite. Ils expliquent ce point comme suit :

What makes a research technique discursive is not the method itself but the use of that method to carry out an interpretative analysis of some form of text with a view to providing an understanding of discourse and its role in constituting social reality (Phillips & Hardy, 2002:10).

De plus, l'analyse du discours est inévitablement réflexive, puisque l'épistémologie du constructivisme sociale qui est la base de la méthodologie s'applique de la même manière au travail des chercheurs qui utilisent l'analyse du discours. C'est ainsi une méthode qui comporte une certaine complexité et qui nécessite que le chercheur fasse des choix et qu'il puisse les justifier. C'est pourquoi il existe ainsi différentes façons de faire une analyse du discours (Phillips & Hardy, 2002).

2.2.1. Bref aperçu des différents courants de l'analyse du discours

Phillips & Hardy (2002) ont développé un système pour catégoriser les différentes approches à l'analyse de discours qu'ils situent à travers deux axes : texte versus contexte et constructiviste versus critique (Figure 2.1.).

Le premier axe indique à quel degré l'accent dans analyse est mis sur la source individuelle ou sur le contexte. Le contexte plus large englobe par exemple la classe sociale, la composition ethnique, le lieu où le discours se produit, le milieu écologique, culturel ou bien économique. Le contexte immédiat comporte les caractéristiques immédiates de l'interaction comme par exemple l'occasion de l'interaction, les séquences de la parole et le rôle du porteur du discours.

Normalement, le contexte immédiat est inclus dans l'analyse, mais le contexte plus large est compris à différents degrés. Le deuxième axe montre à quel degré l'accent est mis sur la question du pouvoir et de l'idéologie ou sur le processus de la construction sociale. Avec les approches plus constructivistes, le chercheur analyse principalement comment une réalité sociale est construite. Au contraire, avec les

approches plus critiques sont explorées les dynamiques de pouvoir, du savoir et d'idéologie autour du processus discursif.

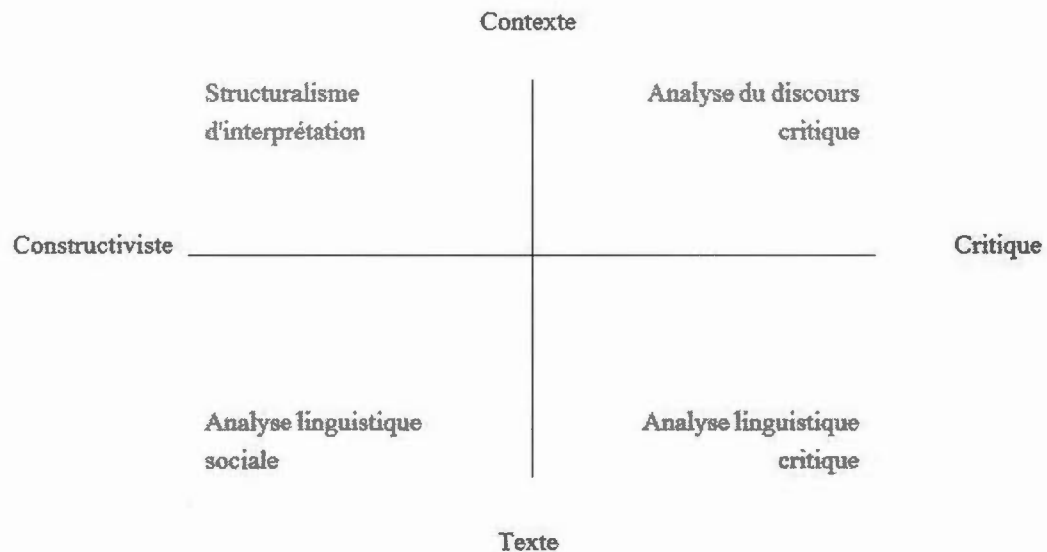


Figure 2.1. Différentes approches à l'analyse de discours. Adaptée de Phillips & Hardy (2002).

Ainsi sont des caractéristiques méthodologiques et épistémologiques des différentes approches. Évidemment, les quatre dimensions de l'univers de l'analyse du discours doivent être considérées dans une analyse spécifique, mais puisque chaque recherche a des ressources limitées, le chercheur doit choisir un angle pour son analyse.

Phillips & Hardy (2002) ont ainsi identifié quatre approches différentes qui se positionnent sur les axes décrites ci-haut : analyse linguistique sociale, structuralisme d'interprétation, analyse du discours critique et analyse linguistique critique. Les études linguistiques sociales (1) sont des études constructivistes qui se concentrent sur les textes individuels. Le contexte plus large et les dynamiques de pouvoir ne sont pas trop considérés. La recherche est normalement une lecture attentive du texte pour comprendre comment le texte est organisé et construit. L'accent reste également basé

sur une approche constructiviste dans les études du structuralisme d'interprétation (2) sur le contexte social et le discours de support. Le but d'une telle recherche est de donner une compréhension à grande échelle pour comprendre comment le contexte discursif général se réalise au lieu d'insister sur une microanalyse des textes individuels (Phillips & Hardy, 2002).

À l'autre bout du spectre se trouve l'analyse du discours critique (3) dans laquelle l'accent est mis sur la manière dont les activités discursives structurent la réalité sociale, et sur les inégalités et les relations de pouvoir entretenues par le langage. Le cadre pour l'analyse est tridimensionnel : l'analyse du texte; l'analyse de la pratique discursive avec les processus de production, distribution et consommation du texte; et l'analyse de l'évènement discursive sont également importantes.

L'analyse linguistique critique (4) partage avec l'analyse du discours critique l'approche critique. L'accent est également mis sur les dynamiques de pouvoir, mais comme dans l'analyse linguistique sociale, l'accent est plus sur les textes individuels et sur la microdynamique d'un texte spécifique (Fairclough, 1992, 1995; Phillips & Hardy, 2002).

Pour ce travail, j'ai choisi d'utiliser l'approche d'analyse du discours critique (ADC) développée par Fairclough et d'autres chercheurs depuis les années 1970 (Fairclough, 1995).

2.2.2. L'analyse du discours critique

L'approche de l'analyse du discours critique est basée sur la théorie linguistique, mais elle est tirée en même temps de la théorie sociale, notamment des érudits comme Michel Foucault, Karl Marx, Antonio Gramsci, Louis Althusser ou Pierre Bourdieu. L'ADC est plus qu'une méthode d'analyse de discours, puisque dans une ADC on analyse non seulement des structures spécifiques d'un texte, mais on relie ces

structures systématiquement au contexte sociopolitique pour déterminer le rôle de l'utilisation du langage dans les dynamiques du pouvoir et de l'idéologie.

Fairclough a ainsi une compréhension spéciale du discours : pour lui, le discours est une pratique qui représente le monde. En même temps, le discours signifie, constitue et construit le monde. Il identifie trois aspects des effets constructifs du discours : il construit des identités sociales, des relations sociales entre des gens et les systèmes de savoir et de la croissance (Fairclough, 1995). Les gens produisent ainsi leur monde avec le discours, mais ils ne sont généralement pas conscients de ce processus qui affecte la structure sociale, les relations sociales et la lutte sociale. Comme Fairclough l'explique avec Foucault, nous sommes dans une époque de grands changements et d'instabilité dans laquelle les dynamiques de pouvoir sont transformées et dans laquelle les pratiques culturelles constituent le changement social :

At least in developed capitalist countries, we live in an age in which power is predominantly exercised through the generation of consent rather than through coercion, through ideology than through physical force, through the inculcation of self-disciplining practices rather than through the breaking of skulls (Fairclough, 1995:219).

Cette compréhension du pouvoir dans la modernité est largement influencée par Foucault qui a étudié le décalage de la nature et le fonctionnement du pouvoir dans les sociétés prémodernes et modernes. Il a analysé comment les sujets sociaux sont produits et comment les techniques du pouvoir sont intégrées dans les pratiques des institutions sociales (Foucault, 1975; Fairclough, 1995). Comme Fairclough le proclame, dans la société moderne, le discours joue un plus grand rôle dans la constitution et la reproduction des dynamiques de pouvoir et des identités sociales. Il propose son propre cadre d'analyse pour comprendre le rôle du discours dans la création de dynamiques de pouvoir et de l'identité sociale dans la société moderne (Fairclough, 1995). Pour ce faire, il utilise le concept de l'hégémonie culturelle d'Antonio Gramsci qui théorisait la base du pouvoir politique (Gramsci & Boothman, 1995). Selon Gramsci, le pouvoir politique est basé sur une hégémonie culturelle.

Dans une société culturellement diverse, le pouvoir est exercé par la classe dominante par le pouvoir étatique et par le contrôle des institutions de la société civile pour la manipulation de la culture – comme les croyances, les valeurs – d’une telle société avec le but d’imposer une vision du monde (Gramsci & Boothman, 1995). Il explique que cette hégémonie est comme une obligation de l’État, puisqu’une fonction importante d’un État est d’augmenter le niveau culturel et moral de la population au niveau nécessaire pour le développement (Gramsci & Boothman, 1995; Fairclough, 1995).

Selon Fairclough, l’utilisation du discours – ou bien la variété des technologies d’un État – est un outil dans ce processus et il montre le double rapport entre l’hégémonie et le discours (Fairclough, 1995). Premièrement, la pratique hégémonique et la lutte hégémonique prennent la forme de la pratique discursive. Le concept de l’hégémonie implique le développement des pratiques qui naturalisent certaines relations et certaines idéologies. Des conventions discursives pour un domaine spécifique impliquent des idéologies spécifiques et des relations spécifiques entre des acteurs. En même temps que les conventions sont naturalisées dans un domaine spécifique, les présuppositions idéologiques sont aussi naturalisées (Fairclough, 1995).

Deuxièmement, le discours est lui-même une sphère de l’hégémonie culturelle. L’hégémonie d’une partie de la société sur l’autre ou sur toute la société est partiellement due aux capacités de modeler les pratiques discursives, par exemple, quelles langues doivent être utilisées dans une société (Fairclough, 1995).

The hegemony of a class or group over an order of discourse is constituted by a more or less unstable equilibrium between its constitutive discursive practices, which may become unbalanced and open to being restructured in the course of hegemonic struggle (Fairclough, 1995:95).

Il continue à expliquer que les deux aspects sont étroitement liés, puisque c’est dans les pratiques discursives concrètes que les structurations hégémoniques des ordres du discours sont produites et transformées. Ainsi, chaque cas d’une pratique discursive

peut être interprété en regard de sa relation avec la structure sociale existante, avec les idéologies existantes et les dynamiques du pouvoir existantes (Fairclough, 1995).

Le concept de l'hégémonie ainsi me servira dans la suite du mémoire pour démêler les dynamiques du pouvoir autour du développement du nord.

Un autre concept qui doit être brièvement expliqué est le concept d'idéologie, puisque c'est un concept essentiel pour la compréhension d'un discours. Des idéologies sont une façon de signifier et de construire la réalité. Elles sont dans plusieurs dimensions intégrées dans les pratiques discursives et elles contribuent aux productions, reproductions et transformations de l'hégémonie (Fairclough, 1992). C'est-à-dire que quand on affirme qu'un événement discursif est idéologique, on affirme en même temps que cet événement contribue aux structures du pouvoir.

L'utilisation du concept de l'idéologie est aussi critiquée de différentes manières. Quand j'utilise le concept de l'idéologie je ne veux pas dire qu'une idéologie est elle-même une vision du monde. Comme Fairclough l'explique, le concept de l'idéologie doit être compris d'une façon péjorative. Certaines représentations et constructions du monde sont instrumentales et utilisées pour dominer un discours (Fairclough, 1995). La méthode de l'analyse du discours critique est utilisée pour démontrer ce processus. Pour ce faire, l'analyste doit différencier entre le savoir et l'idéologie. Le savoir implique des faits connus, qui sont présentés dans des propositions d'une façon directe et transparente. L'idéologie comporte des représentations du monde, mais avec des intérêts particuliers qui masquent la relation entre proposition et fait. Ainsi, l'idéologie ne peut pas être réduite au savoir sans distorsion (Fairclough, 1992, 1995).

Le travail d'un analyste du discours est premièrement de différencier entre l'idéologie et le savoir sinon il court le risque d'être inconsciemment impliqué dans les processus idéologiques. Deuxièmement, l'analyste doit considérer que tous les types de discours ne sont pas idéologiquement impliqués dans la même mesure.

Troisièmement, l'analyste doit aussi garder à l'esprit que les idéologies ne sont pas

simplement visibles dans les textes puisque la signification d'un texte est produite par l'interprétation d'un texte. Le travail d'un analyste du discours est donc complexe et même si le but est d'être le plus objectif possible, chaque analyste amène sa perspective particulière au travail (Fairclough, 1995). Le but principal reste de dévoiler ou bien de « dénaturer » des idéologies qui sont cachées dans les structures et dans l'évènement discursif, puisqu'elles influencent les dynamiques du pouvoir et par voie de conséquences les structures sociales (Fairclough, 1992, 1995).

I think that CDA ought in contemporary circumstances to focus its attention upon discourse within the history of the present – changing discursive practices as part of wider processes of social and cultural change – because constant and often dramatic change affecting many domains of social life is a fundamental characteristic of contemporary social experience, because these changes in discursive practices, and because no proper understanding of contemporary discursive practices is possible that does not attend to that matrix of change (Fairclough, 1995:19).

Dans une analyse du discours, le contexte historique et actuel doit ainsi être considéré pour démêler le rôle des formes linguistiques dans les processus de changements sociaux et culturels présents, pour possiblement montrer leurs rôles dans la domination et la manipulation et pour ainsi nourrir l'analyse pour la lutte et la résistance contre la domination et la manipulation (Fairclough, 1995).

2.2.2.1. Les trois dimensions du cadre théorique de l'ADC

Pour étudier les relations entre pouvoir et idéologie Fairclough a développé un cadre tridimensionnel d'analyse du discours critique en combinant trois formes de l'analyse : la dimension textuelle, la dimension de la pratique discursive et la dimension de l'analyse des événements discursifs dans le contexte socioculturel (Fairclough, 1995).

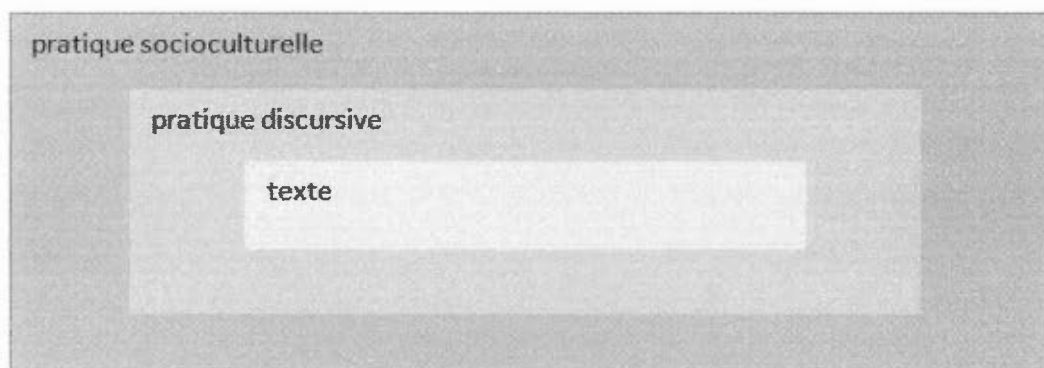


Figure 2.2. Cadre tridimensionnelle. Adaptée de Fairclough (1992).

Dans ce cadre, trois traditions analytiques sont réunies : l'analyse textuelle et linguistique attentive dans la tradition linguistique, l'analyse de la pratique sociale en relation avec les structures sociales dans la tradition de la macrosociologie et l'analyse de la pratique sociale basée sur le fait que les gens produisent activement et donnent du sens aux pratiques sociales dans la tradition de la microsociologie (Fairclough, 1992).

L'analyse du discours critique est ainsi un travail interdisciplinaire qui s'intéresse à la production, distribution et consommation du texte, aux processus sociocognitifs de la production et interprétation du texte dans des institutions variées et à la relation entre la pratique sociale et les dynamiques de pouvoir dans la société (Fairclough 1992).

Premièrement, la dimension textuelle est comprise comme intégrée dans les pratiques discursives et les pratiques socioculturelles. Une analyse textuelle est utile, puisqu'elle permet de considérer des micro- et macroperspectives. La macrosociologie met en général l'accent sur les structures sociales. La microsociologie se focalise plus sur les actions sociales. Dans l'analyse du discours critique, les deux sont combinés. Cette approche est appliquée puisque les structures sociales sont en même temps une condition et une ressource pour les actions sociales (Giddens, 1984; Fairclough, 1995). De plus, le langage est souvent mal perçu comme

transparent, mais des textes ont souvent plusieurs fonctions en même temps. Ils fonctionnent idéalement, interpersonnellement et textuellement : idéalement, puisqu'ils sont des représentations du monde et de l'expérience; interpersonnellement, puisqu'ils constituent des interactions sociales entre des participants dans le discours, et textuellement, puisque différentes parties des textes sont connectées pour former un tout et les textes sont connectés avec les contextes spécifiques (Fairclough, 1995).

Every clause is multifunctional, and so every clause is a combination of ideational, interpersonal and textual meaning (Fairclough, 1995:76).

Fairclough donne dans son livre *Discourse and Social Change* des questions directrices pour l'analyse textuelle, soit des questions sur qui contrôle les interactions; comment sont introduits, développés et établis les sujets; comment sont construites et interreliées les phrases; quelles sont les stratégies de politesse ou bien quels mots et quelles métaphores sont utilisés (Fairclough, 1995)?

Deuxièmement, la dimension de la pratique discursive concerne la production, la consommation et la distribution des textes. Les textes sont produits selon des manières spécifiques et des contextes sociaux spécifiques et ils sont consommés de différentes façons dans différents contextes sociaux. Ces processus de la production et de l'interprétation des textes sont socialement contraints dans un double sens. Premièrement, ils sont contraints par les ressources des membres : les structures, normes et conventions sociales internalisées, les ordres du discours et les conventions reliées à la production, la distribution et la consommation des textes. Deuxièmement, ils sont contraints par la nature spécifique de la pratique sociale, dont ils font partie en même temps (Fairclough, 1995).

Troisièmement, la pratique discursive peut être analysée avec une analyse intertextuelle. Cette analyse est importante dans le cadre tridimensionnel, puisqu'elle montre la relation entre les textes et la réalité socioculturelle.

[...] (a) [T]he order of discourse is the social order in its discursal facet - or, the historical impress of sociocultural practice on discourse, (b) any discursive event necessarily positions itself in relation to this historical legacy, selectively reproducing or transforming it, (c) the specificity of the particular sociocultural practice which a discursive event is a part of is realized first in how the discursive event draws upon and works upon the order of discourse, which is in turn realized in features of texts, so that the text - sociocultural practice link is mediated by discourse practice (Fairclough, 1995:10f).

Par l'utilisation de l'analyse intertextuelle, il est ainsi possible de décrire les configurations intertextuelles et de montrer l'historicité des événements discursifs. C'est-à-dire que sont démontrées d'une part la continuité entre les événements discursifs et l'histoire et d'autre part la dépendance de l'événement discursif avec l'ordre du discours existant. De plus, le rôle de l'événement discursif dans la création de l'histoire et dans la recreation des ordres du discours est révélé (Fairclough, 1995).

La troisième dimension est l'analyse de la pratique socioculturelle qui englobe la pratique discursive et qui est ainsi la base pour la pratique discursive. Le but de l'analyse est de décrire la nature de la pratique socioculturelle et de montrer les effets de la pratique discursive sur la pratique sociale (Fairclough, 1995).

Il y a plusieurs façons de réaliser une analyse de la pratique sociale. Fairclough propose de décrire la matrice sociale du discours en démêlant les relations et les structures sociales, idéologiques et hégémoniques pour un événement discursif spécifique (1995). En plus, il propose la description des ordres du discours en précisant les relations entre la pratique sociale et la pratique discursive avec les ordres du discours utilisé. Le but est de saisir les systèmes de croyances et de connaissances, les relations sociales et l'identité sociale (Fairclough, 1992).

Notons enfin qu'étant donné que le cadre théorique proposé par Fairclough est très compréhensif, celui-ci est conscient que les chercheurs doivent toujours choisir comment structurer leurs études sur la base de la situation et des données disponibles (Fairclough, 1992).

2.2.3. L'application de l'analyse du discours critique à cette recherche

Pour plusieurs raisons, j'ai choisi la méthode d'analyse du discours critique basée sur une collecte documentaire pour réaliser ma recherche sur le discours environnementale des autochtones autour du développement nordique.

La première raison pour justifier le choix de cette méthode réside dans le fait qu'il s'agit d'une recherche sur un sujet relié aux autochtones. J'ai ainsi choisi de baser ma recherche sur une collecte documentaire, parce que la collecte documentaire est parmi les méthodes de recherche qui dérange le moins les populations étudiées (Jones, 2000).

De plus, le fait d'être une étudiante d'origine allemande à la maîtrise en science de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal a certaines implications sur les choix méthodologiques. Mon projet de recherche ne se déroule pas dans le cadre d'un projet de recherche plus large dirigé par un chercheur avec des relations de confiance avec des autochtones, et qui pourrait m'introduire dans le monde autochtone.

L'origine de mon projet de recherche est mon grand intérêt pour les cultures autochtones et mon souhait d'enrichir le discours environnemental au Québec avec ma recherche. Après la lecture des auteurs autochtones ayant écrit sur la question de la recherche dans les communautés autochtones, je me suis demandé comment je pourrais réaliser mon projet de recherche avec le plus grand respect pour les autochtones, leurs cultures et leurs droits. Mais le projet est réalisé dans le cadre de mes études qui se déroulent dans une institution de formation intégrée à la culture occidentale et où l'on applique des méthodes de recherche occidentale. Comme tenu du contexte, j'ai choisi parmi les méthodes occidentales à ma disposition la méthodologie de la collecte documentaire.

D'autre part, mon milieu socioculturel et universitaire va évidemment influencer les résultats de ma recherche sur le discours environnemental des autochtones : en plus d'être étudiante en science de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal,

je suis aussi immigrante au Canada et au Québec, et je possède ainsi un bagage culturel différent de la majorité des Canadiens et Québécois. En plus, je travaille comme traductrice de l'anglais vers l'allemand, c'est-à-dire que j'ai aussi une relation intime avec des langues et l'utilisation des langues.

L'important, dans ce contexte, est d'être explicite sur le rôle de la recherche dans le discours et de renforcer la scientificité de la recherche à travers une méthodologie rigoureuse d'analyse.

Deuxièmement, j'ai choisi d'utiliser la méthodologie d'analyse du discours en raison de la nature de mon objet de recherche. Comme Dryzek (2005) l'explique, des problèmes environnementaux se trouvent par définition à l'intersection des écosystèmes et des systèmes sociaux humains et ils sont par conséquent doublement complexes. Avec la complexité surgissent des différences de perspectives, puisque plus une situation est complexe moins il est possible de décider si une perspective spécifique sur cette situation est mauvaise ou juste (Dryzek, 2005).

La supposition sous-jacente de l'analyse de discours est ainsi que les énoncés discursifs déterminent en partie notre vision du monde et notre réalité et que l'on peut accéder à la connaissance de ceux-ci en examinant les thèmes récurrents et les structures argumentatives des documents et d'autres sources écrites, enregistrées ou bien orales (Hajer, 2005; Phillips & Hardy, 2002).

L'analyse du discours critique apparaît donc comme la meilleure méthodologie pour réaliser mes objectifs, parce qu'elle me permet de concevoir le discours de la durabilité et de l'environnement comme des notions contestées qui sont néanmoins la base des actions gouvernementales et politiques. Cette méthodologie me permet d'analyser des structures des sources et de relier ces structures systématiquement au contexte historique et sociopolitique pour déterminer le rôle de l'utilisation du langage dans les dynamiques de pouvoir et de l'idéologie.

Pour ma recherche, je vais me servir du cadre tridimensionnel de Fairclough et analyser la dimension textuelle, les pratiques discursives et la pratique socioculturelle pour déterminer les dynamiques de pouvoir et de l'idéologie. Les résultats de cette analyse vont m'aider à décrire le contenu ou bien la ligne narrative du discours environnemental des autochtones selon l'approche de Dryzek.⁵ Je vais déterminer l'ontologie du discours environnemental autochtone. C'est-à-dire que je vais répondre à la question 'comment le monde est perçu?' et je vais déterminer les entités de base qui sont construites et largement acceptées. En plus, je vais détailler les suppositions au sujet de la relation avec la nature, les agents du discours et leurs motifs et les métaphores clés du discours. Cela va me servir non seulement pour mieux décrire le discours environnemental autochtone, mais aussi pour contraster ce discours avec le discours du développement durable du gouvernement du Québec et ainsi réaliser une critique culturelle de ce discours.

Dans ce chapitre, j'ai développé mon cadre théorique pour définir la nature du discours qui est l'objet de la recherche. Ensuite, j'ai présenté un aperçu du discours environnemental, plus spécifiquement du discours environnemental du développement durable et du discours environnemental autochtone. Dans la deuxième partie de ce chapitre, j'ai discuté l'approche de l'analyse du discours et les différents courants de l'analyse de discours comme résumé par Phillips et Hardy (2002). Par la suite, j'ai mis l'accent sur l'analyse du discours critique en démêlant les trois dimensions de l'analyse de discours critique comme expliqué par Fairclough (1995). À la fin, j'ai justifié l'application de l'analyse du discours à cette recherche.

⁵ Le terme « ligne narrative » est une traduction du terme anglais « story line » qui est utilisé par Dryzek et Hajer. Chaque discours construit des narrations et elles sont formées sur la base de l'ontologie, des suppositions sous-jacentes, des métaphores et des motifs (Dryzek, 2005).

CHAPITRE III

LES IMPLICATIONS MÉTHODOLOGIQUE

Je présenterai ici les approches méthodologiques. L'analyse du discours se situe à la base de mon approche, parce qu'elle permet de concevoir les discours comme des notions contestées. Je discuterai ensuite de la formation de mon corpus textuel et de mes choix méthodologiques pour chaque sous-corpus.

3.1. Stratégie de recherche

Pour approcher le discours environnemental autochtone du nord du Québec, j'ai choisi d'étudier un terrain et un sujet d'actualité québécois qui touche largement les autochtones et la société québécoise en général : le développement du nord du Québec.

Vu que la population autochtone affectée par le plan de développement est grande et hétérogène, et les sources pertinentes écrites, enregistrées et orales sont nombreuses, il est inévitable de faire une sélection. Le but est de créer un corpus de sources qui représente bien l'hétérogénéité du discours, en incluant les voix de différents acteurs, soit des membres et des représentants officiels de chaque première nation affectée et des membres et des représentantes officielles des Inuits affectés qui s'expriment dans différentes sources.

Comme mentionné plus haut, l'analyse portera sur une collecte documentaire et je me concentre donc sur des sources déjà existantes : premièrement la documentation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec, deuxièmement les courts-métrages qui se trouvent sur le site de Wapikoni mobile et une troisième source provient de la prise de notes dans le cadre d'une observation participante au Symposium international sur le développement nordique.

La source principale est la documentation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) du Québec, un organisme de consultation publique qui a pour mission d'éclairer la prise de décision gouvernementale pour assurer le droit des citoyens à l'information et à la consultation en regard des projets susceptibles d'avoir des répercussions majeures sur leur environnement (BAPE, 2015a). Sur le site du BAPE, on trouve la documentation sur des projets assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.

Pour enrichir les résultats de la source principale qui sont tous des sources écrites, j'utilise aussi des courts-métrages qui se trouvent sur le site de Wapikoni mobile. Wapikoni mobile est un organisme à but non lucratif avec des studios ambulants qui roulent vers les communautés des Premières Nations. Jusqu'à présent, plus de 3 000 jeunes autochtones ont été formés ou initiés au cinéma et ils ont réalisé plus de 750 courts-métrages avec l'organisation Wapikoni mobile (Wapikoni, 2015). Parmi ces courts-métrages se trouvent aussi des films qui contribuent au discours environnemental autochtone.

Une troisième source provient de la prise de notes dans le cadre d'une observation participante au Symposium international sur le développement nordique qui était coprésidé par le gouvernement du Québec et le Conseil nordique des ministres. Le Symposium a eu lieu du 25 au 27 février 2015 à Québec et il a rassemblé des représentants des pays nordiques, du milieu universitaire, des populations nordiques, y compris les nations autochtones, ainsi que des gens d'affaires et des entreprises. Le but de ce symposium était de partager les connaissances, les expériences et les visions du développement nordique durable (Gouvernement du Québec, 2014). Les trois sources donnent accès à différents matériaux qui nourrissent un corpus hétérogène au

regard des acteurs et des textes. Dans la suite, j'explique plus en détail comment je choisis les textes⁶ qui forment mon corpus textuel et le procédé d'analyse.

3.2. Corpus textuel

Avant que j'explique plus en détail la formation de mon corpus textuel, j'aimerais dire quelques mots sur le corpus textuel en général. Comme Audet l'explique bien dans son analyse du discours des pays en développement à l'Organisation Mondiale du Commerce :

Le corpus textuel est l'ensemble des textes choisis pour l'analyse. Il constitue en quelque sorte l'échantillon des données discursives et il doit en conséquence répondre aux mêmes règles méthodologiques de validité externe et interne que n'importe quel autre échantillon (Audet, 2009:154).

La validité externe est la possibilité d'étendre les résultats obtenus sur l'échantillon à d'autres éléments, dans des conditions de lieux et de temps différentes (Audet, 2009; Royer & Zarlowski, 2003). Pour assurer la validité externe, le corpus textuel doit constituer un échantillon de textes qui soit représentatif de tous les textes pertinents pour la recherche (Audet, 2009). En conséquence, dans ma recherche, les textes retenus pour la constitution du corpus doivent représenter toute la production textuelle des autochtones depuis le lancement du Plan Nord en 2011.

La validité interne est établie si les résultats ont une pertinence et cohérence interne par rapport aux objectifs du chercheur et elle est influencé par le nombre de textes inclus dans le corpus textuel, leur homogénéité ou bien hétérogénéité et les rapports entre la méthodologie choisi pour former le corpus textuel et les objectifs de la recherche (Audet, 2009; Royer & Zarlowski, 2003). Le chercheur doit faire des choix et souvent son choix va influencer la validité externe ou interne. Par exemple Royer et Zarlowski mentionnent que l'hétérogénéité du corpus textuelle peut servir la

⁶ Ici, le terme « texte » fait référence et inclut toutes les sources écrites, enregistrées et orales. Il inclut aussi les matériaux visuels et audiovisuels comme des courts-métrages.

validité externe, mais nuire à la validité interne (Audet, 2009; Royer & Zarlowski, 2003).

Pour étudier le discours environnemental des autochtones relatif au développement du Nord dans le cadre de mes études, j'ai formé un corpus textuel qui respecte le mieux possible les principes de validité interne et externe. J'ai opté pour un corpus textuel hétérogène au regard des acteurs et des textes, ce qui contribue davantage à la validité externe qu'à la validité interne. Ainsi, ma recherche a aussi des limites.

La recherche est faite avec un corpus textuel en français et en anglais, mais les autochtones ont leurs propres langues. Les Cris parlent le Cri, les Inuits parlent l'inuktitut et les Innus parlent l'Innu-aimun. Ils parlent souvent aussi couramment anglais et/ou français, mais dans les documents que je vais analyser se trouvent aussi des sections qui sont soit traduites de leurs propres langues en français ou anglais. Étant moi-même traductrice, je suis consciente qu'une traduction implique toujours un travail d'interprétation. Donc je ne peux pas exclure qu'il puisse y avoir un impact sur mon analyse. De plus, je suis consciente que le discours des autochtones sera différent quand ils parleront en français ou en anglais, comme déjà discuté dans le chapitre « Problématique ».

Il est aussi évident qu'il y a des voix autochtones qui ne sont pas représentées dans ma recherche, puisque j'ai basé ma recherche sur une collecte documentaire qui s'est formée à partir de documents en ligne. La production de ces textes fait l'objet de certaines règles qui j'expliquerai dans la suite. Ces règles sont sûrement un obstacle pour certaines personnes qui ne sont ainsi pas représentées dans ma recherche, mais qui participent néanmoins au discours environnemental autochtone au Québec.

Dans la suite de ce chapitre, j'explique plus en détail les différentes sources et le procédé d'analyse pour chaque source.

3.2.1. La documentation du BAPE

Sur le site Web du BAPE, la fonction et le fonctionnement de l'organisation sont expliqués : le BAPE est voué à l'information et à la consultation publique sur des projets susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'environnement. Il est ainsi la porte d'entrée des citoyens du Québec dans le processus d'autorisation des projets. Pour réaliser le travail, le BAPE se rend dans le milieu concerné par le projet pour faciliter la participation des citoyens.

Le BAPE réalise des mandats confiés par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. À la suite de chacun de ses mandats, le BAPE transmet au ministre les préoccupations des citoyens.

Tout commence par un avis de projet : le promoteur avise le ministre qu'il a l'intention de réaliser un projet. Ensuite, le ministère avise le promoteur des éléments que doit contenir son étude d'impact. Après le dossier d'étude impact est complété, il est accessible au public pour une période de 45 jours sur le site web du BAPE et dans des centres de consultation dans la région concernée par le projet.

En plus, le BAPE mène une séance d'information avec la participation du promoteur et le ministère afin d'informer sur le projet, la procédure d'évaluation environnementale, le rôle du BAPE ainsi que celui des citoyens. Le BAPE invite les citoyens à s'informer et à s'exprimer au cours de la séance d'information et pendant l'audience publique. Pour participer aux audiences publiques, les citoyens doivent faire une demande auprès du président du BAPE qui évaluera si la demande est justifiée ou non. Si la demande est acceptée, la commission entend les opinions et les suggestions des citoyens, groupes ou municipalités sous forme de présentation verbale ou de mémoire. Les mémoires sont présentées pendant l'audience publique et ils sont déposés pour un certain temps sur le site Web du BAPE. On trouve également des transcriptions des séances publiques sur le site Web.

À la fin de la période d'information, un compte rendu est transmis au ministre et rendu public par la suite dans le site Web du BAPE et dans les centres de consultation (BAPE, 2015a, 2015b).

Les textes produits par le BAPE qui sont pertinents pour mon analyse sont ainsi les mémoires et les transcriptions des séances publiques. Les consommateurs principaux de ses textes sont les agents du BAPE qui utilisent les textes pour rédiger le rapport final pour le ministre. En général, les textes sont seulement lus par des personnes qui cherchent activement l'information sur le projet proposé. La distribution du texte est limitée puisqu'ils sont seulement disponibles sur le site Web et dans les centres de consultation pour un temps limité.

Dans son livre *Le BAPE devant les citoyens*, l'auteur Jean Baril analyse notamment la participation des citoyens et le défi relié à cette participation. Il remarque en général que la participation aux processus du BAPE est une tâche qui peut être complexe pour plusieurs raisons. Le BAPE n'est pas encore très connu par le grand public. Les gens qui veulent prendre connaissance d'une étude d'impact doivent lire beaucoup de pages pour se familiariser et pour participer ils doivent respecter les règles du BAPE qui sont différentes pour une participation orale ou une participation écrite (Baril, 2006). Baril indique que la participation des autochtones est particulière. Il est à noter que la création du BAPE était stimulée par les revendications autochtones concernant le projet de la Baie-James qui ont amené à prévoir une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social en application de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* de 1975.

Le gouvernement a le devoir de consulter. Cette obligation s'applique aussi aux gouvernements provinciaux et ne peut être déléguée à un tiers. Baril donne plusieurs exemples où les autochtones se sont plaints et même retirés du processus de consultation publique menée par le BAPE en soutenant qu'ils sont plus qu'un groupe d'intérêt et en déplorant l'absence de la consultation de gouvernement à

gouvernement. Il conclut que le fonctionnement actuel du BAPE ne suffit pas pour satisfaire le devoir de consulter du gouvernement (Baril, 2006).

Cette brève description de la production, distribution et consommation donne un premier aperçu de la pratique discursive et socioculturelle du BAPE. Dans la suite, je décris comment j'ai effectué l'analyse textuelle.

Sur le site web du BAPE, tous les rapports des commissions sont disponibles et pour un temps limité la documentation pour des projets actuels et récents est aussi accessible. Parmi ces projets, j'ai identifié des projets qui sont localisés sur le territoire prévu pour la réalisation du Plan Nord. Ensuite, j'ai choisi des projets pour lesquels la période de consultation et les séances publiques ont commencé après le lancement du premier Plan Nord en 2011. Parmi eux, j'ai identifié les projets qui affectent les autochtones. Au total, j'ai trouvé deux projets qui correspondent à mes critères : le projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles (le projet de Mine Arnaud) et le projet sur les enjeux de la filière uranifère au Québec. Dans la suite, j'explique davantage le projet et comment j'ai choisi les textes pertinents.

3.2.1.1. Le projet de Mine Arnaud

La compagnie Mine Arnaud inc. a proposé un projet d'aménagement et d'exploitation d'une mine d'apatite sur sa propriété à Sept-Îles. Dans le cadre du projet une fosse d'extraction à ciel ouvert est prévue avec une largeur de 800 m, une longueur de 3,5 km et une profondeur de 240 m. La compagnie prévoit extraire un total de 556 millions de tonnes d'apatite, de stériles et de mort-terrain. L'apatite est utilisée pour la production d'un fertilisant agricole. L'apatite sera exportée en Norvège.

Pour réaliser l'exploitation d'autres composantes et d'autres infrastructures seraient requises, entre autres, une usine de traitement du minerai, une aire de stockage temporaire de minerai concassé, des aires d'accumulation de minerai à basse teneur et

de mort-terrain ainsi un système de traitement des eaux, des bâtiments de services, une sous-station électrique et des installations de chargement et de déchargement ferroviaire (BAPE, 2013).

Le projet minier proposé est situé un peu au nord de la baie de Sept-Îles sur la propriété de la compagnie, sur le territoire non organisé Lac-Walker et dans la zone d'exploitation contrôlée Matimek, un territoire de chasse et pêche.

En mai 2013, le BAPE a annoncé une période d'information et de consultation du dossier par le public jusqu'au 5 juillet 2013. Pendant cette période les citoyens, des groupes, la municipalité et des organismes ont été consultés. Au total, 150 mémoires ont été déposées à propos du projet (BAPE 2013). Parmi le public intéressé et affecté par le projet se trouvent aussi des communautés innues de Uashat et de Mani-utenam.

Pour identifier les textes pertinents pour mon analyse, j'ai consulté la section « Consulter la documentation » pour le projet où se trouvent 150 mémoires déposées et 13 transcriptions des séances publiques qui ont eu lieu entre le 27 août 2013 et le 28 septembre 2013. En utilisant de mots-clés « innu* », « autochtone* » et « amérindien* », j'ai identifié les mémoires et les transcriptions dans lesquels un Innu et/ou un représentant des Innus s'expriment. J'ai identifié 7 transcriptions des séances et 6 mémoires de différentes longueurs dans lesquels un autochtone ou un représentant des Innus s'expriment. Dans les documents sélectionnés, j'ai identifié les sections pertinentes à analyser.

3.2.1.2. Le projet sur les enjeux de la filière uranifère

Le mandat pour une enquête et une audience publique sur les enjeux de la filière uranifère partout au Québec a été donné au BAPE le 3 mars 2013. Du 20 mai au 15 décembre 2014, le BAPE a effectué les séances publiques dans plusieurs communautés québécoises, notamment dans les communautés autochtones de Mistissini, Kuujuaq, Chisasibi, Kawawashikanach et Kangiqsualujuaq, mais aussi

dans de grandes villes comme Montréal et Québec. Au total, 74 transcriptions de séances publiques et 254 mémoires ont été déposées.

Pour identifier les textes pertinents pour mon analyse, j'ai consulté la section « Consulter la documentation » pour le projet. En utilisant de mots-clés « innu* », « inuit* », « cris », « cree », « naskapi », « autochtone* » et « amérindien* », j'ai identifié les mémoires et les transcriptions des séances publiques dans lesquels un autochtone s'exprime. J'ai trouvé 39 transcriptions de séances publiques et 20 mémoires dans lesquels un autochtone et/ou un représentant d'un autochtone s'expriment. J'ai juste inclus les textes rédigés par des autochtones qui appartiennent à une première nation ou la nation Inuk qui habite sur le territoire envisagé pour la réalisation du Plan Nord. Ensuite, dans les documents sélectionnés, j'ai identifié les sections pertinentes à analyser.

3.2.1.3. Procédé d'analyse de données

Deux critères ont servi à sélectionner les textes dans la documentation du BAPE : l'identité du locuteur et la production et la publication du texte dans un intervalle de temps défini. Selon ces critères, j'ai identifié un total de 76 documents, soit 7 documents déposés par les participants au cours de la phase de préconsultation, 25 mémoires déposés par les participants et 44 transcriptions des séances publiques. La liste des documents analysés se trouve dans l'appendice A de ce travail. Cela correspond à 3 317 pages. Pour analyser ce grand nombre de pages, j'ai utilisé des outils informatiques, puisqu'ils me permettent de « tirer profit des capacités de l'ordinateur pour formaliser certaines procédures complexes ou répétitives » (Duchastel, 1993:164). Le but est d'avoir une gestion des données effective, ou rien n'est perdu ou oublié (Gibbs, 2012). J'ai choisi le logiciel *Atlas.ti* pour manipuler mes données qui permet d'analyser de grandes collections de données textuelles, graphiques, audio et vidéo. Le logiciel offre aux chercheurs diverses applications pour organiser, localiser, coder et citer des données, c'est-à-dire des outils nécessaires

à un travail d'analyse et d'interprétation, mais c'est au chercheur que revient la responsabilité des choix méthodologiques.

J'ai choisi pour ma recherche la méthodologie de la catégorisation qui est développée dans l'approche de l'analyse par théorisation ancrée (« grounded theory ») selon Corbin et Strauss (2015). L'approche de la théorie ancrée consiste à créer des idées théoriques à partir de données, c'est-à-dire, c'est une approche inductive. La première étape dans cette approche est la codification ouverte, soit d'examiner les textes et d'attribuer une valeur symbolique ou bien une catégorie ou code à une unité d'analyse. Dans mon analyse, une unité d'analyse est une unité de sens ou bien une unité de contenu ou bien un énoncé : c'est parfois un segment d'une phrase, une phrase, un paragraphe ou bien plusieurs paragraphes. Dans la théorisation ancrée, les codes sortent des données et ils sont utilisés pour marquer une unité d'analyse (Corbin & Strauss, 2015). Pendant la codification ouverte de mes données des codes comme « droit », « relation terre/peuples » ou bien « activités traditionnelles » sont apparues. Cette étape d'analyse est déjà une interprétation. Le but de cette étape est de trouver des codes qui ne sont pas simplement une description, mais déjà une théorisation des énonciations des locuteurs.

Dans cette première étape, j'ai examiné les 3 255 pages pour identifier les passages pertinents où un autochtone se prononce sur le développement du nord et au regard de l'environnement au sens large. Pendant ce processus qui a duré presque deux semaines, j'ai constamment comparé des unités d'analyse et des codes avec les unités et codes déjà existants pour éviter d'attribuer plusieurs codes à une même classe d'objets et pour arriver à un état que Corbin et Strauss décrivent comme la « saturation » : c'est l'état où toutes les dimensions du code sont bien établies ou bien il n'y a pas de nouvelles informations à trouver dans les données pour ce code. C'est pourquoi on dit que le code est saturé.

J'ai eu presque 200 codes après la codification ouverte et pour les codes qui sont apparus le plus souvent comme « territoire », « activités traditionnelles » ou « droit »

j'ai eu la forte impression que j'avais atteint la saturation, puisque j'ai lu maintes et maintes fois les mêmes informations en des termes divers.

La deuxième étape dans le procédé de la théorisation ancrée est le codage axial. Le codage axial est la phase dans laquelle le chercheur explore les relations entre les catégories et établit des connexions entre différentes catégories. *Atlas.ti* est très utile à cette étape, puisque le logiciel offre des options pour créer des familles de code et des supercodes.

Dans cette étape j'ai commencé le « nettoyage » en fusionnant des codes semblables et en effaçant les codes inutiles à ma recherche. À la fin, il m'est resté 102 codes. J'ai, par exemple, fusionnés les codes « humilité », « emprunter » avec le code « culture autochtone ». J'ai aussi commencé d'explorer les relations entre des codes en créant généreusement des familles de codes comme « locuteurs », « différentes formes de développement », « conceptions de changements/développement » ou bien « relation allochtones/autochtones ».

Le codage axial a mené directement au codage sélectif. Le but dans cette étape est d'identifier des catégories centrales, afin de reconstruire les principaux thèmes et arguments du discours environnemental autochtone au sujet du développement durable du nord.

3.2.2. Les courts-métrages du Wapikoni mobile

La documentation du BAPE me donne accès au discours environnemental des autochtones du Québec. Pour enrichir ces résultats, j'ai également choisi d'utiliser des documents audiovisuels, soit les courts-métrages du Wapikoni mobile. Ces documents me donnent non seulement accès à d'autres locuteurs, mais aussi à des données différentes, soit audiovisuelles.

3.2.2.1. La pratique discursive des courts-métrages du Wapikoni mobile

Le Wapikoni mobile est un organisme à but non lucratif et un organisme de charité enregistré qui entretient des studios de cinéma ambulants qui roulent vers les communautés des Premières Nations. Le but est d'offrir aux jeunes des communautés autochtones des ateliers pratiques adaptés à leur réalité et à leur culture. Le Wapikoni mobile a été cofondé en 2003 par Manon Barbeau, le Conseil de la Nation Atikamekw et le Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador avec le soutien de l'Assemblée des Premières Nations et la collaboration de l'Office national du film du Canada. Depuis, le Wapikoni mobile offre à des jeunes des ateliers pratiques sur le terrain selon l'idée de « apprendre en faisant ». Pendant les ateliers, les jeunes apprennent avec le soutien de deux jeunes cinéastes accompagnateurs professionnels et d'un assistant-formateur issu de la communauté la scénarisation et la réalisation que les aspects plus techniques de la caméra, de la prise de son et du montage. Sur le site Web du Wapikoni mobile, on peut lire que chaque année environ 50 courts métrages et 30 enregistrements musicaux ont été réalisés au Canada et à l'étranger; cela donne une collection unique au monde de plus de 750 films et 450 musiques du patrimoine culturel des Premières Nations. Le projet a remporté 87 prix et mentions lors de prestigieux festivals nationaux et internationaux. L'objectif principal n'est pas nécessairement de gagner des prix, mais de combattre l'isolement et le suicide chez les jeunes des Premières Nations en développement des compétences artistiques, techniques, sociales et professionnelles, de diffuser les films pour sensibiliser le public aux enjeux des autochtones et de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel des Premières Nations.

Les courts-métrages de Wapikoni mobile me donnent ainsi une opportunité d'accéder en particulier à la contribution des jeunes autochtones au discours environnemental. En plus, les courts métrages sont des sources audiovisuelles vraiment différentes dans la forme et le contenu que la documentation de BAPE. Ils ajoutent ainsi une dimension importante à ma recherche.

3.2.2.2. Procédé d'analyse de données

Pendant ma recherche d'une méthodologie utile pour l'analyse des sources audiovisuelles, j'ai dû constater qu'il n'existe pas beaucoup d'approches méthodologiques. Par contre, plusieurs chercheurs ont essayé d'expliquer les lacunes à cet égard (Bohnsack, 2009; Holliday, 2000; Schnettler & Raab, 2009; Scholz et al., 2013). Dans son article « We've been framed: visualising methodology » Ruth Holliday démontre les raisons pour lesquelles la sociologie a largement ignoré les sources audiovisuelles. Elle explique, entre autres, qu'il existe des doutes en regard de l'objectivité et le savoir scientifique. D'autres chercheurs comme Schnettler & Raab ont aussi remarqué que le champ de la recherche qualitative basé sur des données visuelles se heurte à des obstacles. Selon eux, l'analyse des données visuelles est complexe et il existe des défis méthodologiques (2009).

Malgré les enjeux, la sociologie visuelle se développe et les chercheurs sont en train de produire des méthodologies spécifiques pour l'analyse des données visuelles.

J'ai basé mon analyse des courts métrages du Wapikoni mobile sur le travail des sociologues allemands Ralf Bohnsack, Sylka Scholz et leurs équipes (Bohnsack, 2009; Scholz et al., 2013). Sur la base de la sociologie du savoir de Karl Mannheim et la philosophie de Roland Barthes, Umberto Eco et Michel Foucault le sociologue Bohnsack a développé la « méthode documentaire » (« dokumentarische Methode ») d'analyse des images. Scholz et al. se sont approprié la méthode de Bohnsack pour l'analyse de film dans le domaine de la sociologie de la famille. Dans leur article, Scholz et al. soulignent qu'ils ont écrit leur article non seulement pour présenter leur recherche, mais aussi pour contribuer au développement des méthodologies dans le domaine de la sociologie visuelle.

Ils comprennent les films comme des événements discursifs qui (co-)construisent la réalité sociale, mais ils soulignent : « Les films ne sont pas une simple image des structures et conflits sociaux, puisqu'ils sont traduits dans de structures sémiotiques et

esthétiques spécifiques. Le film a toujours une 'valeur intrinsèque' comme 'œuvre artistique' » (Scholz, 2013:3) (traduction libre).

En gardant cela à l'esprit, Scholz et al. proposent une approche empirique de l'analyse de films qui est basée sur la méthode documentaire de Bohnsack et la théorisation ancrée de Corbin et Strauss. J'ai adapté leur modèle d'analyse de film en 5 étapes aux besoins de ma recherche (Scholz et al., 2013:10).

Comme eux, j'ai premièrement identifié des données pertinentes. Sur le site web de Wapikoni mobile, on trouve plus de 750 courts métrages réalisés par des jeunes autochtones du Québec et d'ailleurs sur des sujets reliés à leur réalité de vie. Le site web offre différentes façons d'effectuer une recherche et différents filtres. Entre autres, la recherche selon la nation des réalisateurs est possible : auprès des Inuits, les nations Cris, Innu et Naskapi sont pertinentes pour ma recherche. Pour des raisons inconnues, il n'y a aucun film réalisé par des Inuits disponibles. On trouve ainsi seulement des films faits par les Premières Nations.

J'ai ainsi utilisé le filtre pour avoir une liste de cinéastes cris, innus, ou naskapis. J'ai trouvé 7 cinéastes naskapis, 34 cinéastes cris et 123 cinéastes innus. J'ai ensuite identifié quels films ont été faits par chaque cinéaste sur les listes. Pour chaque film des informations comme la synopsis, les langues disponibles et des mots-clés sont donnés sur la page web. J'ai utilisé la liste des mots-clés pour identifier les films qui pourraient contribuer au discours environnemental. Les mots-clés qui m'ont servi à cet égard ont été : « barrage », « bois », « caribou », « chasse », « consommation », « destruction », « écologie », « environnement », « exploitation forestière », « exploitation minière », « forêt », « gaspillage », « héritage », « nature », « outarde », « rapports avec les Blancs », « terre », « territoire » et « tradition ». Si un film n'était pas rattaché à l'un de ces mots clés mais que sa description indiquait qu'il pouvait contribuer au discours environnemental, j'inclurais quand même le film dans mon corpus documentaire visuel.

Avec ce procédé j'ai identifié 16 films. Seulement des membres des nations Innu et Cris ont produit des films qui satisfont mes critères. Après l'identification des films, je les ai regardés une première fois, et j'ai effacé un film du corpus. La liste des films analysés se trouve dans la section « Appendice » de ce travail.

La deuxième étape selon Scholz et al. est la sélection de sections pertinentes dans les films et les photogrammes. Pour leur recherche, Scholz et al. ont analysé deux longs-métrages et ils ont choisi de réduire leur matériel à analyser. Ils ont choisi des sections et photogrammes où les sujets auxquels ils s'intéressent se trouvent sous forme densifiée.

En total, j'ai eu 68 minutes de courts métrages à analyser. J'ai choisi d'utiliser une approche différente que Scholz et al. J'ai codé tout mon matériel et en plus, j'ai pris des images vidéos avec la fonction « capture frame » d'*Atlas.ti* pour analyser ces images spécifiques plus en profondeur. Ces images tirées des court-métrages sont l'équivalent de photogramme dans la recherche de Scholz et al.

La troisième étape selon la recherche de Scholz et al. est l'analyse des données sélectionnées. Ils utilisent une approche basée sur la théorisation ancrée de Corbin et Strauss et sur la méthode documentaire de Ralf Bohnsack. Moi aussi, j'ai codé tous mes courts métrages selon de la même façon que les documents du BAPE, soit premièrement avec une codification ouverte, et ensuite avec un codage axial et un codage sélectif. En plus, j'ai analysé les vidéos avec la méthode de Bohnsack. Il a développé sa méthode avec l'argumentation du sémiologue Roland Barthes. Selon Barthes, l'image a une signification centrale pour la sémiotique du film : parce que les images sont libérés de leur temporalité, une « lecture verticale » est rendu possible (Bohnsack, 2009). En plus, il attèle les théories des historiens de l'art Erwin Panofski et Max Imdahl pour argumenter qu'une analyse formelle des images est aussi importante pour saisir la particularité d'une image, soit la composition générale. Évidemment, l'analyse des images individuelles ne permet pas l'analyse de la

narration du film ni du son ou de la parole. Conséquemment, il est important de combiner l'analyse du film à l'analyse des images (Bohnsack, 2009; Scholz et al. 2013).

Pour analyser les images, Scholz et al. proposent comme Bohnsack une analyse en deux étapes. Premièrement, l'interprétation formulée (« formulierende Interpretation ») dans laquelle ils décrivent le « Quoi » de l'image sur une échelle préiconographique et ils tirent des conclusions sur l'échelle iconographique. Ils donnent l'exemple d'un homme qui tire son chapeau sur la rue. Ceci est la description préiconographique. La conclusion est que l'homme tire son chapeau pour saluer. La deuxième étape est l'interprétation réflexive (« reflektierende Interpretation ») dans laquelle ils tiennent compte de la composition formelle de l'image, soit la perspective et la planimétrie) et, pour l'image tirée de vidéo, le réglage de la caméra, le point de vue de la caméra sur la narration (« Kameraerzählhaltung »), la coupure et le montage (Scholz et al., 2013). En ce qui touche à la composition formelle de mon travail, la proportion de l'image est importante. Par exemple, si la proportion de l'image suit le nombre d'or, celui-ci nous montre ce qui est le plus important dans l'image (Scholz et al., 2013). En total, j'ai analysé 8 images vidéos selon l'approche de Scholz et al et j'ai pris en compte les résultats d'analyse des photogrammes dans le chapitre suivant.

Les étapes quatre et cinq de leur approche méthodologique suivent l'approche de Corbin et Strauss : la création des catégories et la localisation des résultats d'analyse dans le discours actuel.

3.2.3. Le Symposium international sur le développement nordique

3.2.3.1. La pratique discursive du Symposium

En février 2015, le gouvernement du Québec et le Conseil nordique des ministres⁷ a coprésidé un Symposium international sur le développement nordique en collaboration avec l'Université Laval. Selon la description sur le site web du gouvernement du Québec, le symposium a rassemblé des représentants des pays nordiques, du milieu universitaire, des populations nordiques, y compris les nations autochtones, ainsi que des gens d'affaires et des entreprises dans le but de partager les connaissances, les expériences et les visions du développement nordique durable (Gouvernement du Québec, 2014).

Le symposium a duré 3 jours et a eu lieu au Centre des congrès de Québec. En total, environ 450 personnes ont participé et 70 conférenciers ont présenté au Symposium. La participation au symposium était possible au grand public moyennant une inscription payante. La première journée le programme était divisé en 4 blocs et dans chaque bloc 3 ateliers différents ont été menées sur des sujets comme « Éducation et Formation », « Environnement », « Énergie » ou bien « Infrastructures ». Pendant chaque atelier entre 3 et 5 chercheurs ont présenté leurs recherches reliées au nord. Les présentations ont été très diversifiées et ne sont pas nécessairement reliées au développement du Nord au Québec. Ainsi, pendant l'atelier « Environnement » les présentations portaient sur les enjeux de conservation des environnements naturels dans un Nord en développement, la recherche menée par la communauté avec les Inuits et les Cris, les services écosystèmes et le capital naturel et la croissance verte par la gestion durable des déchets textiles et plastiques. Il n'y avait pas d'atelier spécifique sur la question des autochtones, mais quelques présentations ont porté sur

⁷ Le Conseil nordique des ministres est destiné à la coopération intergouvernementale entre les pays membres et les territoires autonomes que sont le Danemark, la Finlande, L'Islande, la Norvège, La Suède, les Îles Féroé, le Groenland et les Îles Åland. L'Estonie, La Lettonie et Lituanie sont des pays observateurs. Le Conseil nordique des ministres coopère aussi avec des partenaires.

des sujets spécifiquement reliés aux autochtones, comme la présentation de Suzy Basile dans le cadre de l'atelier « Éducation et Formation » intitulée « L'offre de formation aux Premiers Peuples à l'UQAT : son historique, son développement et ses défis », et d'autres ont été donnés par des autochtones comme la présentation de Éric House, le directeur général du Chisasibi Business Service Center qui a abordé le thème du bioalimentaire nordique à Chisasibi.

Les deuxième et troisième jours, tous les participants ont été ensemble dans la grande salle pour des séances plénières. Durant les pauses midi et les soirées d'autres présentations par des chercheurs, des ministres et aussi par le président de l'Islande ont eu lieu. Le réseautage entre des participants était facilité en offrant des déjeuners avec plusieurs plats aux grandes tables rondes dans une atmosphère élégante, des pauses café et des cérémonies et réceptions lors des soirées.

Les conférenciers pour les séances plénières ont été des présentateurs les plus en vue et de hauts fonctionnaires comme le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec et ministre responsable du Plan Nord Pierre Arcand, l'ancien premier ministre des Territoires du Nord-Ouest et ancien Grand Chef de la Nation Dénée Stephen Kakfwi qui ont fait les discours d'ouverture pendant la deuxième journée, ou encore le premier ministre du Québec Philippe Couillard qui a parlé deux fois pendant le symposium. La presse était présente aux discours des hauts fonctionnaires. Chaque discours durait de 15 à 20 minutes. À la fin de chaque séance, les discours des fonctionnaires étaient suivis par une période de questions. Le discours entre les présentations était en français, mais environ 80 % des présentations ont été en anglais. Une fois, un discours a commencé avec une prière en langue autochtone.

3.2.3.2. La méthodologie de l'observation participante et le procédé d'analyse

Je me suis inscrite au Symposium international sur le développement nordique comme participante régulière, mais dans le but d'utiliser mes observations et

expériences pour ma recherche. Cette méthode scientifique s'appelle l'observation participante et c'est la méthode centrale de l'anthropologie culturelle. La méthode est utilisée pour collecter des données sur la société ou un groupe de gens étudiés dans l'environnement naturel en partageant leurs activités (DeWalt, 2011). Le chercheur est ainsi participant et observateur en même temps. Il partage les activités quotidiennes, les rituels, l'interaction et les événements avec les groupes étudiés (DeWalt, 2011).

Bien que la méthodologie soit en grande partie basée sur la participation et l'observation, l'observation participante devient une vraie méthodologie avec l'enregistrement et l'analyse des données collectées. Comme DeWalt explique, il y a différentes façons de prendre des notes sur le terrain : (1) l'enregistrement des événements observés et informations reçues (2) enregistrements des rituels et cérémonies et (3) des notes chronologiques à la manière d'un journal (DeWalt, 2011). Mon observation participante était particulière, puisque je ne réalise pas une étude de terrain dans le sens classique. Comme j'ai souligné au début, ma recherche est basée sur une collecte documentaire et c'est aussi le cas dans cette troisième partie de ma collecte de données. Dans ce cas, les documentaires sont les notes écrites que j'ai prises pendant toute la durée du Symposium et lors des présentations des conférencières. D'autres sources issues du Symposium sont les matériaux imprimés et les informations sur du site web.

Comme le souligne DeWalt, les notes prises sur le terrain sont en même temps des données et une analyse : ils sont déjà un produit, puisqu'ils sont construits par le chercheur.

Cette méthodologie est donc très particulière. Dans ma recherche, cette source de données me sert comme un troisième élément qui a une fonction stabilisatrice, mais qui porte moins de poids que les deux sources principales.

Je me suis ainsi inscrite au Symposium comme une participante régulière. J'ai choisi dans le programme les ateliers qui m'ont semblé pertinents pour ma recherche soit par sujets, soit parce qu'il y avait des conférenciers autochtones. La première journée j'ai participé aux ateliers sur l'environnement, l'atelier sur les enjeux sociaux et l'atelier sur alimentation et l'atelier sur le rôle des autorités locales et des gouvernements infranationaux.

La soirée, j'ai aussi participé à la cérémonie et réception d'ouverture avec Philippe Couillard, premier ministre du Québec, Dagfinn H Høybråten, le secrétaire général du Conseil nordique des ministres et Denis Brière, le recteur de l'Université Laval.

La deuxième et la troisième journée, je l'ai passé avec tous les participants qui sont venus pour les séances plénières. Pendant toute la durée du Symposium, j'ai pris des notes sur mon ordinateur sur tout ce qui pourrait être important pour ma recherche comme les contenus de présentations, description des participants, descriptions de déroulement d'événements et descriptions de conversations avec d'autres participants. J'ai aussi pris en notes mes réflexions sur le symposium en général.

J'ai aussi enregistré quelques présentations qui s'annonçaient très pertinentes pour ma recherche comme la présentation de Stephen Kakfwi, l'ancien premier ministre des Territoires du Nord-Ouest et ancien Grand Chef de la Nation Dénée et la présentation de Rodney Mark, Grand Chef adjoint du Grand Conseil des Cris. J'ai réécouté ses enregistrements quelques jours après le Symposium et pris des notes.

En total, j'ai 20 pages de notes que j'ai traitées comme mes autres données, selon la méthode de la théorisation ancrée de Corbin et Strauss.

Dans ce chapitre, j'ai présenté la stratégie de recherche qui consiste à créer un corpus de sources qui représente bien l'hétérogénéité du discours. J'ai ainsi présenté les trois sous-corpus et la méthode spécifique pour analyser chaque corpus. Les trois sous-corpus sont les suivants : (1) Des documents écrits produits dans le cadre des consultations publiques sur le projet de Mine Arnaud à Sept-Îles et sur la filière

uranifère au Québec, comme les mémoires, les transcriptions de séances publiques et les documents déposés au cours de la phase de préconsultation. Ces documents sont largement composés par des représentants officiels des autochtones, on peut donc parler des voix de l'élite autochtone. (2) Des documents audiovisuels produits par de jeunes autochtones dans le cadre des ateliers de Wapikoni mobile et des images vidéos qui viennent de ceux-ci. Ces documents contrebalancent et enrichissent le discours des élites autochtones. (3) Des observations sous forme de notes prises lors du Symposium international sur le développement nordique. Ces données représentent ainsi un troisième accès au discours environnemental autochtone.

J'ai d'abord traité chaque sous-corpus séparément selon la méthode décrite. Ensuite, j'ai unifié les trois corpus dans un seul grand corpus. La prochaine étape consistait à organiser les codes puisqu'après la codification j'obtenais un corpus segmenté : chaque unité d'analyse ayant reçu un code. Après les codifications axiale et sélective, j'obtenais 936 unités d'analyse ou « citations » et 127 codes différents. Pour mieux mener le corpus unifié, j'ai appliqué la catégorisation en deux étapes selon la recherche réalisée par Audet : la métacatégorisation et la microcatégorisation thématique.

Dans le prochain chapitre, je présenterai la catégorisation et les résultats de mon analyse. Ensuite, je décrirai le discours environnemental des autochtones entourant le développement nordique au Québec sur la base des résultats de mes analyses. Ce rapport servira ensuite de base à la critique culturelle du discours de la durabilité entourant le développement nordique au Québec.

CHAPITRE IV

CATÉGORISATION ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans ce chapitre, je présente à la fois ces opérations de catégorisation et les résultats qu'ils ont permis de générer et qui ont servi à construire l'analyse développée dans les deux prochains chapitres.

4.1. La métacatégorisation

Comme Audet l'explique, la métacatégorisation concerne les documents qui composent le corpus par opposition au contenu de ces documents. Il propose la catégorisation par locuteur pour séparer le corpus en sous-corpus et pour étudier ceux-ci de manière indépendante. De plus, une métacatégorisation par type de document est pertinente pour cette recherche puisque non seulement les locuteurs sont diversifiés, mais aussi les types de documents qu'ils ont produits, et parce que le type de texte influence également les énoncés. Les métacatégorisations par locuteur et par type de documents étaient les plus importantes pour ma recherche parce qu'elles donnent directement accès à des sous-corpus.

L'opération de la métacatégorisation par locuteur permet d'analyser le corpus selon les différentes nations autochtones, dont les Cris, les Innus, les Inuits et les Naskapis (Tableaux 4.1 et 4.2). On trouve aussi des énoncés par d'autres autochtones comme les Dénés, les Micmacs et les Algonquins qui sont moins pertinents pour ma recherche, puisqu'ils n'habitent pas le territoire prévu pour la réalisation du Plan Nord, mais leurs énoncés peuvent tout de même servir à supporter mes résultats principaux. La catégorie « autochtones » contient les énoncés par des représentants d'une organisation autochtone comme l'Assemblée des Premières Nations du Québec ou l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador. Les énoncés qui sont attribués à ce groupe ne sont ainsi pas attribuables à une nation autochtone spécifique.

Locuteurs	Fréquence
Cris	437
Innu	315
Autochtones	74
Inuit	47
Naskapi	3
Déné	2
Micmac	1
Algonquin	1

Tableau 4.1 Le corpus textuel selon la métacatégorisation des locuteurs et la fréquence de codes

La deuxième métacatégorisation qui est pertinente pour ma recherche est le type de documents. J'ai expliqué dans le chapitre précédent la méthode de sélection des documents pour chaque source. Suite à ces procédures de sélection, j'ai eu 76 documents du BAPE, 16 vidéos du Wapikoni mobile et 3 documents Word avec des notes sur le Symposium. Au cours de la catégorisation, j'ai réalisé que seulement 74 documents se sont avérés pertinents pour ma recherche, puisque les autres ne contenaient pas des énoncés reliés au discours environnemental des autochtones.

	M	T	P	V	N
Locuteur					
Cris	15	11	5	1	1
Inuit	3				2
Innu	8	15		13	2
Autochtones	2	4			1
Naskapis	1				

Tableau 4.2 Le corpus textuel selon la métacatégorisation de locuteurs et le type de documents : Mémoires déposés au BAPE (M); transcriptions de consultation publiques du BAPE (T); documents déposés au cours de la phase de préconsultation (P); vidéos produits dans le cadre du Wapikoni mobile (V); notes sur le Symposium (N).

J'ai ainsi eu 57 documents du BAPE, 3 documents Word avec des notes ainsi que 14 court métrages et 8 images tirées de courts métrages.

Le tableau 4.2 montre la distribution des documents selon les différents locuteurs. La somme totale est plus haute que 74 documents, puisqu'il y a des documents dans lesquels les locuteurs de différents groupes autochtones s'expriment.

Les consultations publiques sur le projet de Mine Arnaud ont été tenues à Sept-Îles, puisque la Mine Arnaud est proche de Sept-Îles. Les deux communautés innues de Uashat et de Mani-utenam sont aussi proches de Sept-Îles. Cela explique ainsi le nombre des textes attribuables aux Innus. Les Consultations publiques sur la filière uranifère du BAPE ont eu lieu dans plusieurs villes, dont dans des communautés cris, innu et inuit et dans la seule communauté naskapi. Le tableau 4.3 montre bien la distribution des textes selon le groupe autochtone et les communautés. La colonne « Transcription (T) » désigne en même temps l'endroit où les consultations ont eu lieu. Il y a aussi un lien entre le déroulement d'une consultation publique dans une communauté et le dépôt d'un mémoire ou document de la préconsultation.

La distribution de vidéo s'explique probablement à partir du fonctionnement de Wapikoni mobile qui roule avec un studio mobile dans des communautés autochtones et offre des ateliers. Sauf un, tous les films sont réalisés dans des communautés innues. Cela s'explique peut-être par le fait que les communautés innues sont plus faciles à joindre par la route que par exemple les communautés inuits qui ne sont pas accessibles par la route à partir de Montréal. Cela pourrait aussi expliquer pourquoi il y a juste deux documents attribués aux Inuits : les deux documents sont des transcriptions de consultations publiques sur la filière uranifère qui ont eu lieu dans des communautés.

Ces tableaux (4.1 et 4.2) montrent ainsi que la majorité des matériaux est attribuable aux Cris et aux Innus. J'ai seulement un document attribuable aux Naskapis, mais il existe aussi seulement une communauté de 1 000 personnes. Le sous-corpus des

Inuits qui ont une population d'environ 12 000 personnes est faible avec 2 documents.

4.2. La microcatégorisation

Avant que je présente plus en détail la microcatégorisation, je ferai un retour sur le cadre théorique pour bien situer ce que j'ai déjà présenté et comment cela se positionne sur l'échelle de la base théorique de ma recherche et comment cela est relié au contenu de ma recherche. Ce rappel montrera aussi l'importance de la microcatégorisation pour la discussion et la critique culturelle qui suivra.

La base de mon cadre théorique est le cadre tridimensionnel selon Fairclough qui nourrira la description du discours environnemental autochtone que je présente selon l'approche de Dryzek.

Fairclough propose premièrement d'analyser la pratique socioculturelle qui englobe les événements discursifs, dont la production, distribution et consommation peuvent être analysées dans une deuxième étape (1995). Dans ma recherche, les événements discursifs sont les documents porteurs d'énoncés de locuteurs autochtones qui contribuent au discours environnemental.

J'ai décrit le contexte socioculturel des événements discursifs au premier chapitre pour clarifier les relations et les structures et aussi l'historicité des événements discursifs. La pratique discursive pour chaque sous-corpus a été décrite dans le chapitre 3 aux sections 3.2.1., 3.2.1.1. et 3.2.1.2. pour la documentation du BAPE, 3.2.2.1 pour les courts-métrages du Wapikoni mobile et 3.2.3.1 pour le Symposium international sur le développement nordique, respectivement.

Avec la catégorisation, j'entre pleinement dans la réalisation de la troisième étape du cadre tridimensionnel : l'analyse textuelle qui me permettra ensuite de décrire la ligne narrative du discours environnemental autochtone autour du développement nordique selon l'approche de Dryzek.

Groupe	Communauté	M	T	P	V	N
Cris	Waswanipi	1				
	Mistissini	4	6	5		
	Chibougamou	1	1			
	Nemaska					
	Chisasibi	4	3		1	
	Lieu inconnu	2				
Innu	Sept-Îles	1	9			
	Uashat Mak Mani-Utenam	6			6	
	Matimekush-Lac John	1			3	
	La Romaine				3	
	Pessamit				1	
Inuit	Kuujuuaq		1			
	Kangiqsualujjuaq		1			
Naskapi	Kawawashikanach		1			
Non-spécifié & multi-locuteurs	Québec	1	1			3
	Montréal		2			
	Wendake	2	2			

Tableau 4.3 Distribution des documents selon le groupe autochtone et le lieu : Mémoires déposés au BAPE (M); transcriptions de consultation publiques du BAPE (T); documents déposés au cours de la phase de préconsultation (P); vidéos produits dans le cadre du Wapikoni mobile (V); notes sur le Symposium (N).

La méta- et la microcatégorisation sont ainsi réalisées dans le but d'identifier les acteurs, leurs motifs et leurs métaphores, les suppositions à l'égard de la relation avec la nature et, en général, les entités de base et l'ontologie du discours environnemental des autochtones. De plus, Fairclough a proposé des « questions guides » pour l'analyse de la dimension textuelle comme : qui contrôle les interactions et quelles sont des stratégies de politesse pour clarifier les relations de pouvoir?

Ce sont là des considérations importantes pour la microcatégorisation. Avec ces considérations à l'esprit, j'ai réalisé une microcatégorisation « thématique » et « stratégique » à partir de codes attribués aux unités d'analyse. Certains codes sont dits « thématiques » puisque je m'intéresse plutôt aux thèmes des énoncés. Comme Audet l'explique, la dimension thématique « renvoie à l'intention des acteurs de portée une représentation idéologique dans l'espace discursif ». L'autre dimension est « stratégique », puisqu'elle relève plutôt de la dynamique de l'énoncé dans le discours (Audet, 2009:143).

Les prochaines sous-sections sont consacrées aux catégories thématiques et stratégique créées à partir des codes attribués aux unités d'analyse dans les phases axiale et sélective et dans la phase de formation de familles de code.

4.2.1. Thèmes centraux à l'égard du développement

La première catégorie thématique contient les préoccupations principales à l'égard du développement. Le tableau 4.4 montre les codes le plus fréquents que j'ai sélectionnés pour cette catégorie.

Il est particulièrement visible que le territoire et les impacts du développement sont les préoccupations principales des autochtones, suivi par la préoccupation que le développement ait un impact sur les activités traditionnelles, sur la culture ou sur le mode de vie. Les générations futures sont aussi une préoccupation majeure et elles ont aussi une place centrale dans l'ontologie du discours environnemental que je décrirai plus tard en détail.

En général, cette liste peut aussi servir comme une liste de priorités. Par exemple, concernant les trois pôles de développement durable donné dans la loi du développement durable - la société, l'environnement, l'économie - on voit qu'ils se retrouvent aussi dans le discours des autochtones. L'aspect social se cache dans les codes « culture autochtone », « activités traditionnelles » et « mode de vie ». Selon cette liste, ce pôle semble être le plus important. La deuxième pôle, l'environnement, se reflète non seulement dans le code avec le même nom, mais aussi dans les codes « territoire » et « relations terre/peuples », tandis que le code « économie » se présente seulement au 17^e rang et les autres préoccupations qui sont reliées sont « développement économique » au rang 29, « travail » qui se trouve au rang 33, et « industrie touristique », qui est mentionné par des Cris comme un domaine économique à développer, au rang 38.

Il convient de souligner que cette liste est évidemment déjà une interprétation, puisque les codes sont certes attribués à partir des énoncés, mais en même temps cette attribution reposait sur ma perspective. Il faut aussi garder à l'esprit que les langages utilisés par des autochtones ne sont pas nécessairement leur première langue. J'ai d'ailleurs consacré une famille de code ou bien une catégorie sur la question de la langue utilisée et les rapports avec les relations du pouvoir que je présenterai plus en détail dans la suite.

D'autres thèmes qui apparaissent comme des sujets importants pour les autochtones à partir de cette liste renvoient au discours sur le droit, avec les codes « droit » (87 occurrences), « consultation/accommodation » (37 occurrences) et « consentement (libre et éclairé) » (16 occurrences). Ces codes sont étroitement reliés aux relations avec les allochtones, reflétés par des codes « gouvernement », « relations autochtones/allochtones » et « collaboration ».

Préoccupations principales au regard du développement	Fréquence
Territoire	145
Impacts	114
Activités traditionnelles	93
Droit	87
Culture autochtone	86
Mode de vie	85
Génération futures	75
Environnement	75
Relation terre/peuples	68
Gouvernement	59
Spiritualité	42
Alimentation	42
Consultation/Accommodation	37
Valeurs autochtones	36
Identité	36
Responsabilité	35
Économie	34
Risques	34
Transmission du savoir	29
Développement durable	25
Savoir traditionnel	24
Ressources	22
Génération actuelle	20
Gardiens du territoire	19
Protection	18
Survie	18
Respect	18
Consentement (libre et éclairé)	16
Développement économique	15
Acceptabilité sociale	15
Relations autochtones/allochtones	15
Plan Nord	14
Travail	13
Bien-être	12
Terre-mère	12
Principe de précaution	11
Collaboration	11
Industrie touristique	10
Exploration	10
Reconnaissance	8

Tableau 4.4 Thèmes centraux au regard du développement

Cette première catégorisation constitue ainsi un point de départ, puisqu'elle montre les différentes pistes à explorer au regard du discours environnemental autour du développement dans le nord. Les catégories abordées à partir d'ici constituent des explorations plus en profondeur des thèmes soulevés ci-haut.

4.2.2. La conception du territoire

Cette catégorie permet de comprendre qu'il existe différentes façons de conceptualiser l'environnement dans le discours autochtone. Le tableau 4.5 montre quelques possibilités différentes. Au premier regard les termes « territoire » et « environnement » ont l'air d'être plus clairs et neutres, mais déjà pour le terme « environnement » on peut trouver différentes définitions dans le monde occidental. Les Innus appellent leur territoire « Nitassinan » et les Cris « Eeyou Istchee ». Or, ces mots sont davantage que des mots autochtones, car les Innus et les Cris attribuent aussi des conceptions spécifiques à ces mots qui ne sont pas nécessairement faciles à traduire ou à comprendre en anglais et en français. Dans le sens le plus simple « Nitassinan » peut être traduit comme « notre territoire » et « Eeyou Istchee » comme « La terre du peuple ». Les deux traductions montrent le lien fort entre les autochtones et leur territoire. D'autres façons de conceptualiser le territoire sont le terme « Terre-Mère » qui est utilisé par tous les autochtones et qui transmet l'idée que la terre est la base pour toute la vie sur le territoire – qu'elle est comme une mère pour les autochtones. Par ailleurs, le terme « ressources » est utilisé de la même façon que dans le monde occidental, dans un contexte où les autochtones supposent que les allochtones voient leur territoire comme un fournisseur des ressources. Souvent, ils demandent que les ressources ne soient pas exploitées, ou bien que les profits de l'exploitation des ressources leurs reviennent aussi. Le dernier point est étroitement lié au discours du droit et à la question des relations entre les allochtones et les autochtones.

Conceptions du territoire	Fréquence
Territoire	145
Environnement	75
Nitassinan	49
Eeyou Istchee	37
Ressources	22
Terre mère	13
Écosystèmes	6
Dernière frontière	1

Tableau 4.5 Conception du territoire

4.2.3. Le discours sur le droit

Le tableau 4.4 montre clairement que le discours sur le droit est un élément important du discours environnemental autochtone. L’Innue Denise Jourdain a bien résumé le point de vue des autochtones au regard du droit et le territoire :

L’État canadien et l’État québécois ne peuvent affirmer juridiquement leur souveraineté territoriale car leur embuche s’en trouve [sic] à toute la question autochtone. Surtout au Québec, puisque nous n’avons jamais signé de traité avec le Québec. Je sais que le jugement Haida dit ceci : *L’obligation du gouvernement de consulter les peuples autochtones et de trouver des accommodements à leurs intérêts du principe de l’honneur de la Couronne... Enfin, l’obligation de consultation et d’accommodement s’applique au gouvernement provincia* (DM115.1, 2013:3).

Cette citation contient beaucoup de mots-clés qui apparaissent sans cesse et partout dans le discours environnemental des autochtones : « souveraineté », « traité », « titre aborigène », « consentement », « consultation », « droits ancestraux », « CBJNQ », ou « revendications territoriales ». Jourdain a bien capturé le point de vue des autochtones qui ont toujours l’impression qu’ils doivent lutter pour leurs territoires et le respect de leur droit – droit ancestral, titres aborigènes ou dans le cas des Cris et des

Inuits, le respect pour les traités signés comme la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Les autochtones insistent pour que leurs droits soient respectés et ils insistent pour qu'aucun développement ne se produise sur leurs territoires sans leur consentement. Ils se plaignent qu'il y avait et qu'il y a encore un manque de consultation et d'accommodation, ce qui est censé être la responsabilité du gouvernement selon la loi. Les droits semblent fonctionner comme outil pour les autochtones, qu'ils y font référence pour protéger leur territoire, leur culture et leur identité – qui sont étroitement liés.

4.2.4. La culture autochtone

Une catégorie qui est peut-être surprenante, mais néanmoins importante, est la « culture autochtone ». Pendant la codification une simple supposition est devenue évidente : pour les autochtones il n'y a pas de clivage entre culture et nature. Ce fait est plus compréhensible en regardant l'histoire personnelle de Jamie Moses telle qu'il l'a partagée dans une consultation du BAPE. En tant que coordonnateur culturel dans sa communauté, il a expliqué que son travail est l'organisation d'excursions dans la nature pour chasser, pêcher ou apprendre à marcher en raquettes (Tran 21, 2014:16). J'explorerai cette notion plus tard.

Cette catégorie est aussi importante, car la culture est la base pour chaque discours. Dans cette catégorie j'ai rassemblé tous les codes reliés à la culture comme des valeurs autochtones – par exemple, l'Association des trappeurs cris liste dans son mémoire le courage, la sincérité, l'humilité, la compassion, le respect, le partage et la sagesse comme des valeurs communes – la spiritualité/la religion ou la vision du monde, comme l'idée que tout est interconnecté, ou la perspective des autochtones sur des concepts comme les « gardiens du territoire », la possession, le principe de précaution. J'ai aussi mis tous les codes reliés au mode de vie ou le savoir dans cette catégorie.

Les données donnent un aperçu brut de la culture cris et innu, mais il n'y a pas assez d'information pour une impression juste des cultures des Naskapis et des Inuits (Tableau 4.3).

Comme un locuteur le constate, la culture innue et la culture cris sont « presque la même culture » (Tran 55, 014: 73). Souvent, les autochtones soulignent l'importance des activités traditionnelles pour leur mode de vie, culture et identité, c'est-à-dire la chasse, la pêche et la récolte. Pour les Cris c'est la chasse à l'oie et la pêche qui sont centrales à leur culture, pour les Innus c'est la cueillette des œufs de goélands, la chasse aux phoques, la pêche près des rivières, la cueillette de petits fruits sauvages. Pour les Innus et les Cris, le mode de vie reste étroitement lié au territoire et leur relation avec l'environnement de ce fait est centrale.

Encore aujourd'hui un Cris sur cinq a comme occupation principale des activités de récolte (Tran 74, 2014:13). L'alimentation est aussi encore fortement basée dans leur culture traditionnelle (« bush food », « country food »), ceci est aussi le cas pour les Inuits :

Secondly, my ancestors, today and my future, our future, we are going to depend on the country food, because that is our life. The wildlife that is inhabited here is what we eat. We cannot farm chicken, cows or pigs like you do in the south, and even if they are available in the stores they are not our main diet, and they will never be (Tran 16, 2014: 32).

Il existe ainsi un fort mouvement de préservation de la culture et du mode de vie traditionnelle parmi les autochtones. En même temps ce mouvement est un mouvement pour préserver la nature ou le territoire, puisqu'il est indissociable de leur culture.

Ce mouvement existe, puisque depuis le début de leur relation avec les allochtones, leur culture et mode de vie ont changé et ils savent qu'avec plus de développement le changement continuera.

4.2.5. Les concepts de changement et de développement

Il est important pour une compréhension du discours environnemental de comprendre les concepts de changement et de développement. La plupart des énoncés que j'ai attribués dans cette catégorie viennent des documents du BAPE, ce sont ainsi des documents sur deux projets de développement dans le secteur minier. La position générale au regard de la filière uranifère est clairement un « non » pour ce type de développement. Pour le projet de Mine Arnaud il y a des voix isolées qui sont pour les projets. En gros, la perspective générale est contre ce genre de développement, mais en même temps les autochtones soulignent qu'ils ne sont pas contre toutes formes de développement. Ils ne veulent pas être considérés comme complètement « antidéveloppement ». Ils mentionnent qu'ils veulent le développement qui respecte leur culture, leur mode de vie et leurs valeurs. Ils veulent du développement qui est responsable et qui est du développement social et culturel. Une forme de développement que les Cris propose comme voie alternative et qu'ils veulent développer est l'industrie du tourisme. Selon eux, cette forme de développement est incompatible avec les activités minières, puisqu'elle dépend d'un environnement intact. Ils y voient plusieurs avantages : « job creation, better understanding of the culture, traditions and heritage and higher self-belonging », et ils attendent que les jeunes cris soient encouragés à apprendre des aînés pour partager le savoir avec les visiteurs (MEM 27, 2014:2). Cette forme de développement est vue comme respectueuse de leur culture et de leurs valeurs.

Il y a aussi des voix isolées qui sont pour le développement minier, mais elles sont rares et le dilemme d'être divisé entre la vie traditionnelle et la vie moderne est tangible. Selon ces voix, il existe le sentiment qu'il n'y a pas de choix que de « vendre » leur mode de vie et leur territoire, puisque leur vie actuelle dans des réserves, leur situation financière et sociale sont si mauvaises. Ce dilemme est visualisé dans la figure 4.1. L'image montre un homme qui se tient sur une roche et regarde le paysage. Le bas de l'image est coloré en rouge de fer, la partie en haut est

en noir et blanc comme une vieille photographie d'une vie passée. Cette image est très symboliquement chargée. Le rouge du fer symbolise la mine de fer qui existe sur place. L'homme dans l'image raconte en voix hors champ pourquoi il travaille dans la mine. L'image elle-même symbolise la division entre le paysage et l'homme. Une partie du territoire est utilisée pour les activités minières, une autre reste comme avant. Les pieds des hommes sont plantés dans la partie de l'image qui est colorée en rouge, mais sa tête est dans la partie qui ressemble à une vieille photo. Son regard reste sur le paysage naturel.

En outre, les autochtones ne parlent pas souvent du développement économique et s'ils le font, ils soulignent que le développement économique doit respecter leurs valeurs et leurs cultures.

Ils parlent aussi du « développement durable », mais toujours avec un sens critique. En gros, ils pensent que « les activités minières ne sont pas durables » (MEM 14, 2014:33). Leur raisonnement est fortement ancré dans leur culture et leur compréhension de la durabilité qui s'exprime dans le concept de « sept générations », que j'expliquerai dans la catégorie suivante.

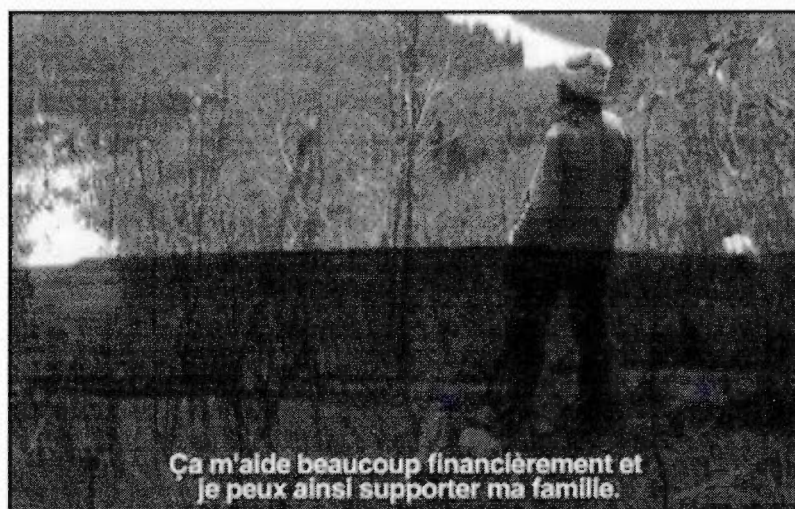


Figure 4.1 Image tirée de court métrage *Kushtakuan (Danger)*, Minute 2,29.

4.2.6. Les générations

Le terme « durabilité » ne fait pas partie du vocabulaire traditionnel des autochtones, mais l'analyse des documents a montré qu'ils utilisent une conception alternative : les générations.

Codes	Fréquence
Générations futures	75
Génération actuelle	20
Aînés	17
Ancêtres	16
Concept de sept générations	5
Générations	1

Tableau 4.6 Les générations

Comme le montre le tableau 4.6, les autochtones font souvent référence aux générations passées (« aînés », « ancêtres »), à la génération actuelle et aux générations futures. Lorsqu'ils parlent de générations actuelles, les générations futures sont aussi mentionnées dans dix-huit cas sur vingt. Ceci montre l'importance du concept de sept générations qui n'est pas mentionnée si souvent directement, mais qui est souvent impliqué par cette cooccurrence. Selon « la culture des Premières Nations [...] toute réflexion doit être menée sur le long terme pour la génération actuelle, mais également pour les sept qui vont suivre (MEM 14, 2014: 23).

Il existe ainsi un lien fort entre la génération actuelle avec les générations futures qui est caractérisée par une responsabilité pour la génération actuelle et pour les générations futures. Il existe aussi un lien fort entre la génération actuelle et le passé. Les ancêtres et les aînés sont souvent mentionnés par des locuteurs. Le rôle des aînés dans la culture cris est expliqué comme suit :

In Cree society, Elders are the keepers of this Cree history, and of traditional knowledge and wisdom, values, customs and teachings. We are the guardians of Cree language, culture, prophecies and legends. We are the teachers of Cree philosophies, traditional healing and medicines. We make sure that the Cree way of life is maintained and passed down through generations. Elders play a respected and highly valued role in Cree society (MEM 26, 2014:7).

Comme les aînés, les ancêtres sont aussi souvent mentionnés quand les autochtones parlent des activités traditionnelles et leur mode de vie qu'ils veulent préserver. Il existe donc un lien fort entre les ancêtres et la culture et l'identité des autochtones.

L'Innué Denise Jourdain résume :

Nous sommes à l'ère du réveil identitaire innu et notre survie en tant que peuple dépend du territoire. Pour me réapproprier de mon identité, j'ai besoin de connaître les sentiers que mes ancêtres ont piétiné pour assumer leur survie. Sans leurs activités ancestrales et sans leurs connaissances du territoire pour survivre je ne serai pas pour vous répondre, ni même la descendance de la famille Jourdain (MEM 43, 2014:1).

4.2.7. Le langage et les relations de pouvoir

Cette catégorie est la seule qui était préconceptualisée avant la codification. Elle est inspirée des suggestions de Fairclough qui donne des questions-cadres pour l'analyse textuelle, par exemple sur les stratégies de politesse, les interactions entre les locuteurs et sur les relations de pouvoir dans le discours (Fairclough, 1992). Je les ai ainsi prises en compte pendant l'analyse et la question sur le langage s'est avérée importante pour les réflexions sur les relations de pouvoir entre les allochtones et les autochtones.

Le déroulement des consultations publiques et la possibilité de la participation sont clairement dominés par la culture occidentale. Cela se manifeste de plusieurs manières. Le fonctionnement du BAPE est très bureaucratique. Par exemple, pour participer aux consultations du BAPE les citoyens doivent faire une demande devant le président du BAPE. On dénonce aussi que les consultations prennent place pendant la saison de chasse alors que les autochtones ne sont normalement pas disponibles

(TRAN16, 2014:6). On trouve de plus de nombreux commentaires dans les transcriptions de consultations publiques affirmant qu'il n'y a pas assez du temps pour transmettre leurs points de vue et leur savoir. En général, la configuration du processus de la consultation force les autochtones à s'adapter à la culture occidentale et parfois au point de contrevenir à leur propre culture.

[...] but I thought that I would speak in Cree, that I would translate my whole document in Cree for the things that are bothering me, and as I am considering the Elders, also, who have been here for a while, that I might just speak in English instead. I just want to consider the Elders; they don't understand everything when discussions like this happen [...] and the ones I want to put at the forefront were the Elders, so that they understand everything that is being said. That is why I want to speak Cree, but when I look at the watch I am going to speak English so that I can get through this a little faster. You are all non-native up there anyway. I am just kidding (TRAN 12, 2014: 18).

Cette citation – qui vient d'une transcription d'une consultation publique et qui donne par conséquent le langage parlé dans une forme écrite – montre le malaise du locuteur qui doit choisir une langue, et ce choix détermine à qui il s'adresse. Vu que les aînés sont très respectés dans la culture autochtone, ce choix de parler anglais veut dire qu'il doit être irrespectueux envers les aînés. Plusieurs fois les autochtones montrent aussi de façon polie ou bien indirecte leur mécontentement face à la politique linguistique de la commission, par exemple :

While we regret the background documents produced by the BAPE have yet to be provided to us in English or Cree, we intend to remain closely involved in the BAPE process [...] (PREC 19, 2014: 3).

Cette remarque montre un autre fait. Les membres des commissions pour les deux consultations publiques ne parlent aucune langue autochtone, ils sont aussi obligés par la politique linguistique du gouvernement québécois de communiquer en français. L'utilisation de la langue anglaise est déjà une bienveillance de la commission envers les autochtones qui ont comme première ou deuxième langue l'anglais. Cela crée une autre complexité dans le processus.

La dimension contraignante de la commission en regard du langage se révèle aussi dans le fait que les récits dans les langues autochtones ne sont pas inclus dans les transcriptions des consultations. Les énoncés sont simplement perdus si aucun interprète n'est disponible, ce qui est parfois le cas comme indiqué dans les transcriptions.

L'ignorance envers les langues autochtones est doublement problématique : non-seulement des énoncés sont-ils perdus, mais les langues autochtones jouent aussi un rôle important dans l'idéologie et la culture autochtones, et ce rôle est donc ignoré. De plus, les langues autochtones sont un sujet sensible au regard des relations entre les autochtones et des allochtones, puisque les allochtones ont déjà essayé pendant la période de l'assimilation des autochtones de « tuer » les langues autochtones. Les citations suivantes montrent l'importance de la langue utilisée :

I get my language from the land and that is the best place for me to be able to use my language [...] At a young age, I learned how to communicate with the land, I learned how to communicate with the water and I learned how to communicate with everybody around me using my language because my language, that is who I am. That is where my soul belongs, If I want to talk to you from my soul, I will use my language, but today, I will use English because in this day and age, we have to adapt to survive (TRAN 56, 2014:31).

I am a residential school survivor, and I don't want to go into detail about the sad chapter in Cree history, but I want to say this: the Government tried to destroy me as a Cree person by taking away my privilege to speak my mother tongue, and to take away my right to know the cultural roots of my people, but they failed (TRAN 12, 2014:19).

If we use our own language we would understand more, that is what I have been thinking about [...] (TRAN 12, 2014:52).

I want you to understand the philosophy that comes through the Cree language, and it is not easy to do so [...] There is very few Quebecers that take the effort to learn an aboriginal language, therefore they will never understand the philosophy. (TRAN 12, 2014:55).

La primauté de la culture occidentale s'exprime non seulement pendant les consultations du BAPE, mais aussi pendant le symposium international du développement nordique. Évidemment, il ne s'agit pas ici de critiquer l'organisateur d'un événement pour les choix des conférenciers. Mais il demeure que certains choix furent contestables. Avant la séance plénière de la deuxième journée il y avait deux présentations : une par Pierre Arcand, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec et ministre responsable du Plan Nord et la deuxième par Stephen Kakfwi, ancien premier ministre des Territoires du Nord-Ouest et ancien Grand Chef de la Nation Dénée. En observant le déroulement du symposium, il était clair que les deux présentations avaient une grande valeur symbolique : ils avaient la fonction du discours inaugural au symposium.

Le fait qu'un autochtone non québécois ait parlé juste après le ministre québécois responsable du Plan Nord s'explique peut-être par le fait que c'était un symposium international sur le développement nordique. Il y avait ainsi non seulement des scientifiques et politiciens du Québec, mais aussi du Canada et d'ailleurs. Mais puisque le symposium était utilisé par le gouvernement du Québec pour relancer l'idée du Plan Nord, il faut se demander pourquoi le discours inaugural ne fut pas donné par un autochtone du Québec. Après avoir entendu la présentation du Stephen Kakfwi, il était difficile de ne pas supposer que les organisateurs du symposium l'avaient choisi pour sa position en faveur des pipelines et du développement minier. Peut-être qu'un autochtone du Québec aurait fait un discours différent.

Dans ce chapitre, j'ai catégorisé et présenté les résultats de la recherche. Je me suis concentré sur deux métacatégories, notamment la catégorie par locuteur et par type de document qui m'ont donné accès à des sous-corpus. Ensuite j'ai effectué la microcatégorisation qui m'a donné accès à des thèmes discursifs et qui ont relevé la dynamique de l'énoncé dans le discours. J'ai décrit premièrement des thèmes centraux à l'égard du développement ce qui m'a servi comme point de départ à partir duquel j'ai plus expliqué la conception du territoire, le discours sur le droit, la culture

autochtone, les concepts de changement et de développement et les générations. À la fin, j'ai présenté la seule catégorie qui était préconceptualisée avant la codification: le langage et les relations de pouvoir.

Ainsi, la catégorisation me permettra d'atteindre, dans le prochain chapitre, mon premier objectif de recherche : décrire et comprendre la construction du discours environnemental des autochtones autour du développement du nord du Québec.

CHAPITRE V

LE DISCOURS ENVIRONNEMENTAL AUTOCHTONE

L'objectif de ce chapitre est de décrire le discours environnemental des autochtones autour du développement nordique au Québec sur la base des résultats d'analyse. Dans le chapitre précédent, j'ai décrit la création de métacatégories et des microcatégories qui m'aideront à décrire le discours selon l'approche de Dryzek (Audet, 2009; Dryzek, 2005).

Pour rappel, selon Dryzek, chaque discours construit des narrations, et elles sont formées sur la base de l'ontologie, des suppositions sous-jacentes, des métaphores et des motifs des acteurs. La ligne narrative est ainsi le contenu d'un discours. La description de l'ontologie d'un discours aide à mieux comprendre la façon dont les acteurs du discours perçoivent le monde. Cette ontologie est basée sur des entités de base qui sont construites et largement acceptées. De plus, le discours est basé sur des suppositions sous-jacentes. Ce sont des relations naturelles entre différentes entités. Ici, le mot « naturel » ne fait pas référence à la nature, mais il veut indiquer quel type de relation est considéré comme normal entre des entités, par exemple, la compétition ou la coopération entre individus. À la fin, la description des acteurs et de leurs motifs est aussi importante pour décrire le discours (Dryzek, 2005).

Par la suite, je décrirai le discours environnemental des autochtones selon la méthode de Dryzek. Ce rapport servira ensuite de base pour la critique culturelle du discours de la durabilité autour le développement nordique au Québec.

5.1. La ligne narrative du discours des autochtones

Le discours des autochtones sur l'environnement est moins un discours sur l'environnement, qu'un discours sur le territoire qui est au cœur de l'identité, de la culture et du discours des autochtones. Pour eux, le territoire est conceptualisé comme « terre mère ».

Le discours est ainsi très local. Les locuteurs s'intéressent à protéger leur territoire, leur mode de vie, leur identité et leur culture. J'écris « leur territoire », puisque selon eux, le territoire leurs appartient. Le discours sur le droit est ainsi étroitement lié à celui sur le territoire. Depuis l'arrivée des Européens dans le territoire des autochtones et particulièrement depuis 200 ans, l'histoire des autochtones inclut l'histoire de la lutte pour leur territoire. Lors des dernières décennies, cette lutte était une lutte politique et juridique. Elle fait ainsi profondément partie du discours environnemental des autochtones. Pour eux, protéger le territoire consiste en même temps à protéger du mode de vie, la culture, l'identité et les valeurs. « Protéger » veut dire protéger contre le changement ou bien contre le développement. Cependant, les locuteurs affirment qu'ils ne sont pas contre un développement qui respecterait leur culture et qui serait favorable à leur société et non dommageable pour leur territoire.

Ils font souvent référence aux aînés et aux ancêtres, puisqu'ils considèrent comme principe directeur pour une vie durable le savoir transmis par ceux-ci et le mode de vie qui était caractérisé par des activités traditionnelles. De plus, ce lien fort entre le passé et la génération actuelle se prolonge dans le futur, puisque selon les autochtones toute réflexion doit être menée sur les sept générations qui suivront.

En résumé, le discours environnemental autochtone autour du développement nordique au Québec est coïncé entre le passé et le futur, entre la vie traditionnelle et la vie moderne, caractérisée par le changement. La figure 5.1. visualise cette situation actuelle des autochtones dans une façon symbolique : l'image est une superposition de plusieurs images qui est seulement visible dans la vidéo pour moins des quelques secondes. Au centre, il y a une photo d'une famille innue. En bas, un paysage avec un lac artificiel et de la terre rouge sans flore créé par des activités minières pour explorer du fer. En haut, il y a des arbres qui viennent de l'image principale du film, la vue au travers de la fenêtre du train pendant le trajet au Schefferville. Dans cette image, les autochtones sont coïncés entre la nature et les activités minières, entre la vie traditionnelle et le développement moderne.



Figure 5.1. Image tirée du court métrage *Kushtakuan (Danger)*, Minute 1,16.

5.2. Les entités de base

Le but de cette section est de décrire l'ontologie qui est la base du discours environnemental des autochtones. Cela n'est pas facile à partir des sources analysées pour deux raisons : premièrement, cette difficulté d'accéder la cosmologie est liée à la pluralité des langues utilisées. Pendant les consultations et la conférence sur le développement nordique, les autochtones ont parlé principalement en anglais ou en français. Les courts métrages produits dans le cadre du Wapikoni mobile sont parfois dans leurs langues maternelles, et toujours sous-titrés en anglais ou français pour des allochtones comme moi. Comme indiqué par des locuteurs, l'utilisation des langues autochtones donne un accès plus immédiat à la cosmologie des autochtones et la difficulté de traduire leur cosmologie s'exprime de différentes manières, comme dans la citation suivante :

In Cree, Nishiiyuu means 'human being' or 'the people'. The term Nishiiyuu also has other deeper meanings, including the interconnectedness of all life and of present generations to future generations (MEM 26, 2014:1).

Deuxièmement, les cultures autochtones ont leurs propres règles dictant l'information qui pourrait être partagée, à quel moment elle pourrait être donnée et avec qui, comme indiqué dans cette citation :

Some of the stuffs I cannot share with you because if I do, most hunters will say that this is not the place to do it. But if you were to come to a hunting ground to where a trapper is, he would be able to show you (TRAN 74, 2014: 25).

En dépit de ces faits, j'ai identifié quelques entités de base qui sont très fondamentales pour le discours environnemental des autochtones. Comme la citation sur le terme « Nishiiyuu » ci-haut l'indique, les autochtones ont une perspective plus holistique. Un Cris l'exprime comme suit :

In Eeyou society, political life has always been closely connected with the family and the land. The Eeyou have a worldview that emphasizes the integrated nature of the spiritual, familial, economic and political spheres (PREC 19, 2014:4).

Cela indique pourquoi la terre et le territoire sont si importants pour les autochtones qui conceptualisent le territoire comme la « terre mère ». La terre a ainsi le rôle d'une mère pour eux : la terre comble les besoins des autochtones physiquement, économiquement, mais aussi spirituellement. La spiritualité joue un grand rôle pour les autochtones et la terre est le lien entre eux et le Créateur dont ils parlent souvent. De plus, ils se donnent la responsabilité de préserver et de protéger le territoire et leur patrimoine en général, non seulement pour eux-mêmes - la génération actuelle et les générations futures - mais aussi pour « those who cannot speak for themselves » (MEM 49, 2014: 8). Les autochtones se considèrent ainsi comme les gardiens du territoire. Pour eux, cela est une obligation fondamentale. Dans la mémoire du Cree Trappers Association, c'est exprimé comme suit :

Eeyou have a responsibility to preserve and protect their heritage. An important and essential part of Eeyou heritage is the Eeyou homeland – Eeyou Istchee – that is essential and central for Eeyou 'Miyupimaatisiwin' or holistic well-being. [...] The Eeyou of Eeyou Istchee believe that Chishaaminituu (Great Spirit) has entrusted us with the responsibility to maintain, preserve and protect Eeyou Istchee. We consider ourselves the custodians and stewards of Eeyou Istchee.

Cette responsabilité des autochtones d'être les gardiens de territoire guide aussi le discours environnemental actuel des autochtones :

The modern challenge facing the Cree Nation is to protect and maintain our identity as Crees, to continue to fulfill our role of stewards of this land in this rapidly changing world (TRAN 74, 2014:21).

En résumé, les entités de base du discours environnemental autochtone identifiées sont le territoire et les autochtones. Entre les deux existe un lien fort qui mène à une vision de monde holistique où tout est interconnecté. Cette vision de monde est guidée par une spiritualité forte dans laquelle un créateur existe. Selon cette spiritualité le rôle des autochtones est d'être le gardien du territoire et c'est leur responsabilité de préserver et protéger le territoire, et de préserver et protéger tout ce qui fait partie du territoire et qui vit à partir de ce territoire.

5.3. Les suppositions sous-jacentes

Toutes ces entités de base mènent à une supposition sous-jacente centrale pour le discours environnemental des autochtones : les autochtones ne font pas une distinction entre la nature et la culture. Pour eux, les deux concepts sont non seulement interconnectés, ils sont inséparables, et c'est presque impensable pour les autochtones de séparer la nature et la culture. C'est sans doute qu'ils croient que le bien-être de leurs peuples dépend fortement du bien-être de leur territoire. Cette relation entre territoire et peuples n'est pas une relation hiérarchique, même si les autochtones sont le gardien du territoire. Selon la croyance des autochtones, il y a un créateur qui a donné aux autochtones la tâche d'être des gardiens du territoire, mais

cette relation ne veut pas dire que les autochtones sont au-dessus de la nature. Ils font simplement partie de la nature et ils interagissent avec elle selon des valeurs autochtones comme « courage », « honnêteté », « humilité », « compassion », « respect », « partage », « sagesse » (MEM 35, 2014: Appendix A). De plus, quand ils prennent quelque chose du territoire, leur tradition fournit un rituel pour exprimer la gratitude à la nature. La relation entre la terre et les peuples est ainsi plus caractérisée par une estime pour la nature que par l'idée que l'homme domine la nature.



Figure 5.2. Image tirée du court métrage *Blocus 138 - La résistance innue*
Minute 0:49

Une autre supposition importante pour comprendre le discours environnemental autochtone est la compréhension de la propriété. En mettant de côté la question de la propriété du territoire au sens juridique, les autochtones ont en général une compréhension fondamentalement différente de la propriété. Comme on peut le lire sur l'affiche d'une militante montrée dans l'image tirée de la vidéo du court métrage

Blocus 138 - la résistance innue, il y a une supposition sous-jacente très importante pour le discours environnemental autochtone : « La terre n'est pas un don de nos parents, ce sont nos enfants qui nous la prêtent » (Figure 5.2).

Ainsi, d'après la pensée autochtone, le territoire n'appartient à personne et a simplement été emprunté aux générations futures. Cette citation est encore reliée aux sept générations qui sont à considérer dans toute réflexion.

Ils parlent aussi plusieurs fois de la valeur du partage. Par exemple, le territoire cris, l'Eeyou Istchee, appartient traditionnellement à tous les Cris ou bien le territoire innu Nitassinan appartient à tous les Innus. L'idée de propriété privée ne fait pas partie de la culture traditionnelle des autochtones. Cette conception différente de la culture occidentale est ainsi une supposition sous-jacente importante pour le discours environnemental.

5.4. Les acteurs et leurs motifs

J'ai parlé jusqu'à présent pour la plus grande partie des autochtones sans faire une différenciation entre différents groupes d'autochtones. Ceci était légitime, puisque je n'ai pas remarqué une grande hétérogénéité dans le discours environnemental.

Au contraire, l'homogénéité du discours est étonnante vu la grandeur du territoire et les distances entre des communautés autochtones. La seule différence qui était marginalement remarquable est que les Innus utilisent plus souvent le mot « lutte » pour caractériser ce qu'ils doivent faire pour protéger leur territoire.

Outre cela, le discours environnemental autour de développement nordique du Québec est étonnement homogène.

Sur la base de sources analysées, je ne peux pas identifier d'acteurs-clés dans le discours, dans le sens où des acteurs gouvernementaux, des militants, des femmes, des hommes ou des jeunes ou bien des experts s'expriment plus ou moins autant que d'autres. Je peux constater que chaque groupe d'acteurs ne s'exprime pas de la même

façon que d'autres. C'est-à-dire que, les organisations comme le Cree Trapper's Association, First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission, les Conseils de Bande ou bien l'Association des Femmes Cries de Eeyou Istchee et le Elders Council of the Cree Nation of Mistissini ont déposé des mémoires ou un représentant a parlé pendant les consultations publiques du BAPE. Comme on pouvait s'y attendre, pendant le Symposium international sur le développement nordique, les conférenciers autochtones ont été des invités par l'organisation du symposium, et pour cette raison les contributeurs ont été plus des scientifiques autochtones ou des représentants autochtones de haut niveau. De plus, il y avait aussi des contributions par des individus et des représentants d'entreprises.

Par contre, les courts-métrages ont été principalement faits par des jeunes autochtones. Il y a ainsi des contributions au discours environnemental de chaque groupe social à travers des différentes sources.

Même s'il n'y a pas des acteurs-clés plus actifs que d'autres dans le discours, il y a des acteurs qui sont « clés » symboliquement : les aînés, les ancêtres et les générations futures. Les locuteurs font souvent référence aux aînés et aux ancêtres pour justifier leur point de vue et supporter leur argumentation, tandis que la référence aux générations futures est plutôt un motif. Les aînés et les ancêtres sont souvent mentionnés, car ils représentent pour la génération actuelle la culture et l'identité qu'ils cherchent à garder.

À partir des sources analysées, je ne pouvais pas identifier des motifs divergents des différents acteurs. Comme indiqué avant, le but principal des autochtones est la protection et la préservation de leur territoire pour protéger et préserver leur mode de vie, leur culture, leur identité et pour garantir leur survie. En même temps, ils sont conscients que le développement et les changements qui viennent de pair avec le développement sont inévitables, mais ils veulent participer au processus décisionnel.

5.5. Les métaphores clés et des procédés de rhétorique

Comme chaque discours, le discours environnemental est aussi basé sur des métaphores-clés et une rhétorique spécifique.

La métaphore la plus importante et la plus évidente est la conception du territoire comme terre mère. Le territoire est compris comme une mère « qui nous inspire, nous éduque et nous soigne de nos maux quand le besoin se fait sentir » ou bien la terre mère « va le nourrir, elle va t'habiller, elle va te donner des médicaments » (DM 63, 2013:5; DT 13, 2013:43). La métaphore de la mère pour la terre est souvent utilisée, aussi pour évoquer l'idée que la nature n'est pas contrôlable :

[N]o matter how much research is done and no matter how prepared one thinks they are should ever think to mess around with Mother Nature as she has the ultimate say (TRAN 56, 2014:19).

La métaphore est aussi utilisée dans le contexte de discussion sur l'uranium :

So remember, once you take that out of your mother's gut, you already put that bomb in our people; and it is going to go on for thousands of millions of years, and who is going to be responsible? And your children even if they are in the south, they will be affected because you are connected. There is no way you can say that you are not part of this earth because everything that God put on earth is helping us to breath, helping us to eat. The animals, if the animals, the water and everything that won't be there, are humans, are we going to survive? No, we depend on them but they don't depend on us (TRAN 56; 2014:29).

Cette citation contient ou bien fait référence à plusieurs autres métaphores-clés et formulations qui sont importantes pour le discours. Comme déjà indiqué, la relation spirituelle et l'existence d'un créateur qui est responsable pour tout et qui a donné à ceux-là la responsabilité d'être le gardien du territoire est important pour les autochtones.

On retrouve ainsi la rhétorique selon laquelle les autochtones ont le savoir nécessaire pour vivre à partir et avec la terre qui est la bonne manière à cet égard, ou bien la manière juste.

Cette rhétorique rassurante est basée sur la tradition : ils ont survécu sur le territoire depuis des milliers, ils savent ainsi comment on devrait traiter le territoire dans le présent et pour le futur. Les points de références utilisés pour corroborer leur justesse de leur principe sont les aînés et les ancêtres qui ont transmis le savoir nécessaire et les générations futures (les sept générations suivantes) pour qui le mode de vie et le territoire doivent être préservés. Selon les autochtones – selon leur tradition – le territoire assure leur survie. Ils ont ainsi une autre conception du développement que les locuteurs du discours de la durabilité. Comme Dryzek l'indique, le développement est vu comme progrès dans le discours de la durabilité, mais dans le discours autochtone le développement se traduit plus comme changement (Dryzek, 2005). Cette idée de changement est souvent vue comme problématique, à cause d'une autre supposition qui est utilisée : l'interconnectivité.

Si tout est connecté, la supposition corolaire est qu'un changement quelque part va avoir un impact autrepart – même si involontaire ou inattendu. Il existe ainsi une rhétorique d'incertitudes et de peur à propos du changement. Quelques locuteurs font référence à un concept occidental – le principe de précaution – qui, selon ceux-là, fait partir de la culture autochtone. Ils en demandent donc l'application au développement nordique.

Cela mène à un dernier point : la « visibilité ». Celle-ci qui est évoquée de deux façons différentes. Premièrement, les autochtones l'utilisent pour expliquer leur relation avec le territoire :

The mining companies say that this land is empty, but we know otherwise. We Cree do not build monuments. It is Cree practice to leave no signs when we are on the land. But just because nobody can see that we have been somewhere, does not mean that we are not there (MEM 26, 2014:6).

Deuxièmement, les autochtones se plaignent d'être ignorés, d'être « invisibles » pour le gouvernement et les allochtones qui prennent de décisions sans les considérer. Comme déjà indiqué dans la section sur la ligne narrative du discours, les autochtones

ont adoptés une rhétorique avec laquelle ils veulent se faire entendre, ils veulent être inclus dans les processus de décisions, ils veulent la reconnaissance de leur existence et de leur droit. Ces points ont aussi été soulignés par Stephen Kakfwi, ancien premier ministre des Territoires du Nord-Ouest et ancien Grand Chef de la Nation dénée, pendant son discours à la séance plénière au symposium international devant les hautes autorités du Québec.

Dans ce chapitre, j'ai décrit le discours selon la méthode de Dryzek. La ligne narrative du discours a montré que le discours est coïncé entre le passé et le futur, entre la vie traditionnelle et la vie moderne. Le territoire comme terre mère est au cœur d'un discours qui est local et qui cherche à protéger le territoire autant que le mode de vie, la culture, l'identité et les valeurs. Les entités de base de ce discours sont le territoire et les autochtones. Les suppositions sous-jacentes sont l'idée que le territoire n'appartient à personne et a été emprunté aux générations futures. De plus, l'idée de propriété privée ne fait pas partie du discours autochtone. Je n'ai pas pu identifier des acteurs clés, sauf symboliquement sous la forme des aînés et des ancêtres. La métaphore clé est le territoire et j'ai trouvé la rhétorique selon laquelle les autochtones ont le savoir nécessaire pour vivre à partir et avec la terre. Dans le discours environnemental autochtone, le développement se traduit plus comme un changement, et il existe une rhétorique d'incertitudes et de peur à propos du changement.

En résumé, ce compte-rendu du discours environnemental des autochtones affectés par le développement nordique au Québec montre que le discours est relativement homogène et qu'il se distingue des autres discours environnementaux, notamment du discours de la durabilité employé par le gouvernement québécois.

Par la suite, je contrasterai les deux discours pour atteindre mon deuxième objectif de recherche : développer une critique culturelle du concept du développement durable utilisé par le gouvernement du Québec.

CHAPITRE VI

LA CRITIQUE CULTURELLE DU DISCOURS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2011 le gouvernement québécois lançait le Plan Nord, un programme de « développement durable » du Nord québécois. En février 2015, pendant le symposium internationale du développement nordique le gouvernement Philippe Couillard a annoncé la relance du Plan Nord, il explique : « le gouvernement reprend ce grand projet là où il avait été laissé. Le Plan Nord actualisé reproduit les éléments essentiels du Plan Nord initial [...] » (Gouvernement du Québec, 2015:8).

Suite à la description du discours environnemental autochtone autour du développement nordique, j'utiliserai dans ce chapitre les résultats pour effectuer une critique culturelle du discours du développement durable du Nord par le gouvernement québécois (2005). La critique est basée sur les valeurs autochtones telles qu'exprimées dans le discours autochtone. L'objectif est de remettre en question la conception du développement durable utilisé dans le Plan Nord actuelle en y intégrant la perspective autochtone, ce qui pourrait donner l'inspiration pour engager une véritable transition vers une société durable.

Pour effectuer une critique bien structuré, je me servirai encore la structure proposée par Dryzek. Par contre, la critique culturelle qui suit ne doit pas être comprise comme une analyse du discours environnemental du gouvernement québécois (2005).

J'examinerai seulement le document *Le Plan Nord à l'horizon : Plan d'action 2015 - 2020* qui est une continuation du travail des gouvernements précédents et qui est encore basé sur le même discours du développement durable élaboré dans le premier et deuxième chapitre qui me serviront ici.

6.1. La ligne narrative

Comme présenté dans le premier chapitre le gouvernement du Québec s'inscrit dans le discours développement durable. Depuis le début du discours de la durabilité au Québec les thèmes de l'environnement et de l'économie sont étroitement liés, comme en a témoigné par exemple la création de la table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie en 1988. Déjà en 1998 quand le congrès Nikan sur les territoires de développement durable eu lieu, la conférencière Beatriz Schulthess (Schulthess, 1998) a critiqué le manque d'une base solide pour le concept de développement durable, notamment une base fondée sur des valeurs et un respect mutuel. Elle y soulignait l'existence de cultures non expansionnistes, ce qui bien aussi ce qu'il en est de la critique des autochtones actuelle lorsqu'elle aborde aujourd'hui le développement nordique prévu par le gouvernement québécois.

Le gouvernement québécois s'inscrit dans le discours de la durabilité. Dryzek a montré l'importance de comprendre le développement durable comme un discours et n'est pas comme un concept, puisqu'il y a plusieurs façons de comprendre la durabilité, comme par exemple la durabilité faible ou forte décrit par Audet et Gendron (Dryzek, 2005; Audet & Gendron, 2012).

La ligne narrative commune du discours de développement durable est la réalisation que le monde ne peut pas continuer la croissance de la même façon, mais qu'en même temps la croissance économique est nécessaire pour satisfaire les besoins des moins nantis. À la base, le développement économique est vu comme le moyen pour alléger une pauvreté considérée comme une cause de la détérioration de l'environnement. Le développement économique doit ainsi être encouragé, mais en considérant la justice sociale et l'environnement.

Le Plan Nord pour le Québec est axé sur le développement durable et le discours du gouvernement ressemble beaucoup à la description qu'en fait Dryzek (2005). Dans le Mot du Premier Ministre dans la documentation du Plan Nord, celui-ci affirme :

En somme, la relance du Plan Nord permet de créer un climat favorable aux investissements qui s'effectueront sur la base des principes fondamentaux qui l'encadrent en matière du développement social et de protection de l'environnement (Gouvernement du Québec, 2015: III).

Le but principal du Plan Nord est la « mise en valeur du potentiel économique des territoires nordiques » (Gouvernement du Québec, 2015: III), puisqu'il partage l'idée que le développement nordique améliorerait aussi la sphère sociale. Encore le premier ministre Couillard :

Au-delà d'assurer les conditions propices à la mise en valeur des ressources du territoire, il est essentiel de se préoccuper des conditions de vie des populations qui y résident et de répondre à leurs besoins spécifiques (Gouvernement du Québec, 2015:III).

Le gouvernement est conscient que le développement économique affecte l'environnement. Les mesures du Plan Nord pour protéger l'environnement consistent à consacrer 50 % du territoire du Plan Nord à des fins autres que industrielles, de même qu'à la protection de l'environnement et à la sauvegarde de la biodiversité, améliorer les connaissances sur les milieux physique et écologique du territoire afin de cibler les mesures de conservation les plus appropriées et de caractériser les potentiels de développement, et finalement d'« assurer des processus d'évaluation environnemental efficaces » (Gouvernement du Québec, 2015:31).

Il est ainsi évident que le discours environnemental du gouvernement se distingue du discours des autochtones.

Pour les autochtones du nord du Québec, l'environnement est à la fois le territoire et le cœur de leur identité, leur culture et leur mode de vie. Ils le conceptualisent comme « terre mère », et si on prend cette métaphore au sérieux, il devient plus difficile d'imaginer comment on peut permettre le développement sur 50 % et protéger l'autre 50 %. Cette approche ne peut non plus être considérée comme « une approche globale, intégrée, cohérente et responsable » comme le proclame dans le Plan Nord. Rappelons que les autochtones considèrent les sept générations suivantes dans toute

réflexion puisque le territoire est considéré comme emprunté aux générations suivantes. De protéger 50 % du territoire ne respecte pas ces représentations (Gouvernement du Québec, 2015:12).

Enfin, selon le gouvernement, le développement économique permet le développement social et la protection de l'environnement. Or, les autochtones ont une perspective différente. Pour eux, le territoire est la base pour tout, et le territoire et la nature sont étroitement liés à leur culture et leur société. L'économie ne prend clairement pas une place importante dans leur discours et ils sont sceptiques face au capitalisme qui ne fait pas non plus partie de leur culture. Le gouvernement du Québec, au contraire, ne questionne pas le capitalisme et celui-ci est la base de son discours du développement.

6.2. Les entités de base

N'ayant pas procédé à une analyse du discours environnemental du gouvernement québécois dans ma recherche, je ne présenterai donc pas d'analyse détaillée des entités de base du discours gouvernemental. Par la suite, je traiterai uniquement des entités et des liens entre l'environnement et l'économie à l'échelle locale et à l'échelle mondiale. Néanmoins, il convient de noter que le gouvernement ne parle pas, dans le document *Le Plan Nord à l'horizon: Plan d'action 2015 – 2020*, du territoire de la même façon que les autochtones en parlent. Le gouvernement utilise plutôt les termes « écosystème » ou « système ».

Dryzek a bien souligné que le discours du développement est un discours global, car la justification repose sur l'argument selon lequel les écosystèmes sont perturbés à l'échelle mondiale (Dryzek, 2005). Même si le Plan Nord est évidemment un programme pour un territoire très spécifique et localisé, le gouvernement québécois a choisi d'ajouter la perspective globale ou bien internationale comme il l'a martelé lors du symposium international du développement nordique où il y avait des conférenciers des autres pays nordiques et au-delà.

La vision globale ou bien internationale apparaît aussi dans le Plan d'Action qui décrit la promotion du Plan Nord au Canada et à l'étranger comme un but. Le Québec veut se positionner comme un leader international. De plus, le gouvernement est conscient que le territoire prévu pour la réalisation du Plan Nord sera déjà affecté par des effets du changement climatique qui est clairement un problème global et qui doit être traité à différentes échelles.

La question d'échelle d'un discours est selon Dryzek étroitement lié à la question de systèmes (Dryzek, 2005). Dans le discours du développement les systèmes sont imbriqués et ils vont de l'échelle globale à l'échelle locale. Les systèmes sont autant sociaux que biologiques et ils se chevauchent à plusieurs égards (Dryzek, 2005).

Cette façon de penser s'exprime aussi dans le *Plan d'Action* du gouvernement. Dans le document, le gouvernement discute du système économique (« La mise en valeur du potentiel économique du Nord »), du système social (« Le développement et le mieux-être des communautés locales et autochtones ») et du système écologique (« La protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité ») (Gouvernement du Québec, 2015). Le gouvernement est ainsi conscient qu'il y a différents systèmes dont il faut tenir compte, mais l'approche est – selon la terminologie de Dryzek – une approche « désagrégée », car bien que les différents systèmes soient considérés, il manque une considération concrète de l'impact du changement d'un système à l'autre : « Particular resources and systems can be used and developed more or less wisely, imposing more or less environmental stress. » (2005:153).

De plus, le gouvernement s'inscrit aussi au discours de développement durable à l'égard de la question des limites de la croissance économique. Pour celui-ci, le développement économique et la protection de l'environnement sont possibles en même temps. Pour réaliser ces deux objectifs, il propose de développer 50 % du territoire et de protéger l'autre partie.

Les autochtones, au contraire, ont une approche plus holistique. Pour ceux-ci, tous les systèmes sont interreliés et il est plus difficile pour les autochtones de les penser séparément.

De plus, l'approche des autochtones est aussi très locale. Ils sont premièrement concernés par leur territoire, comme en témoignent les exemples des Cris avec leur Eeyou Istchee et des Innus avec leur Nitassinan. Ils ne pensent pas aux écosystèmes à l'échelle mondiale. Les effets des changements globaux comme les changements climatiques sont parfois mentionnés, mais à la base, les autochtones nourrissent leur discours avec le savoir traditionnel et le mode de vie des ancêtres qui n'étaient pas encore affectés par ces problèmes globaux.

À partir des documents analysés, je ne peux pas aborder la question de la réponse des autochtones à la question des limites directement, puisqu'ils n'en parlent pas explicitement. Cependant, il est possible d'extrapoler. En général, les autochtones sont contre les projets de développement proposé devant le BAPE. Vu que leur préoccupation principale est le territoire ils ne pensent pas que la croissance économique sans limites et la protection de territoire sont compatibles. Il est ainsi très probable que les autochtones s'inscrivent plus dans la perspective qu'il existe des limites naturelles à l'exploitation des ressources qu'il faut respecter pour conserver le territoire propre pour les générations futures.

6.3. Les suppositions sous-jacentes

La supposition sous-jacente clé du discours du développement durable est l'idée que la croissance économique stimule la protection de l'environnement, la justice et la durabilité (Dryzek, 2015). Comme je l'ai déjà montré, le discours des autochtones, au contraire, ne considère pas que la croissance économique aide l'environnement.

En ce qui touche aux relations entre différentes entités, Dryzek identifie la coopération entre les humains comme principe directeur, mais quand il s'agit des

relations entre la nature et les humains, il existe clairement une hiérarchie selon laquelle les humains sont au-dessus de la nature (2005). L'approche du discours du développement durable est ainsi anthropocentrique, car le bien-être des humains vient au premier.

Pour les autochtones une hiérarchie comme celle-ci n'existe pas. Ils se considèrent comme les gardiens du territoire, et non comme les dominateurs de la nature. En fait, ils sont très conscient des interconnexions entre toutes les parties de la nature et ils sont ainsi conscient qu'un changement quelque part pourrait avoir un impact autre part. Pour les autochtones le lien entre le bien-être de la nature et celui des humains est direct.

6.4. Les acteurs et leurs motifs

Quand Dryzek décrit les acteurs et leurs motifs dans discours de développement durable, il remarque que ce discours est orienté pour la société civile globale et que la participation des citoyens est soulignée (2005). Selon Dryzek, il y est moins question du rôle des gouvernements dans la mise en œuvre du développement durable (2005). Or, dans le contexte du développement du nord québécois, c'était bien le gouvernement québécois qui en est responsable. Dans le programme, le gouvernement souligne l'importance de collaborer étroitement avec le secteur privée et les populations locales comme les autochtones.

Pour la mise en œuvre de ce but, le gouvernement a adopté le 4 décembre 2014 la loi sur la Société du Plan Nord :

Elle a pour mission, dans une perspective de développement durable, de contribuer au développement intégré et cohérent du territoire du Plan nord, en conformité avec les orientations relatives au Plan nord telles que définies par le gouvernement, et en concertation avec les représentants des régions et des nations autochtones concernées ainsi que du secteur privé (Gouvernement du Québec, 2015:38).

De plus, le gouvernement veut poursuivre le dialogue avec les partenaires des territoires par l'établissement de tables nationales avec chaque Première Nations et les Inuits. Le motif général du gouvernement est selon le premier ministre Couillard « d'optimiser les retombées économiques dans les communautés locales et autochtones du Nord et dans toutes les régions du Québec » (Gouvernement du Québec, 2015:8).

Or, comme mentionné dans le premier chapitre et souligné par les résultats de l'analyse, les autochtones se plaignent régulièrement que le gouvernement ne respecte pas assez leur perspective et leur opinion.

Vu que les autochtones ont déjà participé aux tables de négociation avant le lancement du premier Plan Nord en 2014, je me demande s'il le gouvernement intégrera vraiment davantage les autochtones et leurs perspectives.

Les résultats de mon analyse et la présence critique culturelle exposent les grandes différences entre les autochtones et le gouvernement à l'égard du développement nordique. Le Plan Nord actuelle ne démontre pas une volonté de rapprochement ou de réelle implication des autochtones selon leurs besoins.

6.5. Les métaphores clés et les procédés de rhétorique

La métaphore clé du discours de développement durable est l'organisme : un organisme est capable de grandir et de se développer et une société à les mêmes capacités. La possibilité de croissance du système économique est vue comme infini. La nature est respectée jusqu'à un certain point, car elle est comprise comme un fournisseur de service écosystémique. La nature est parfois vue comme un capital naturel, et celui-ci doit être respecté et préservé car il ne peut pas être remplacé par le capital généré par l'homme.

La nature est ainsi comprise d'un point de vue économique. De plus la croissance ou bien le développement sont automatiquement synonymes de progrès : c'est la notion

occidentale selon laquelle tout développement est un progrès ou bien une amélioration. Selon Dryzek le discours de développement durable porte cette idée dans le discours environnemental (Dryek, 2005:156). À la base, le discours du développement durable utilise une rhétorique de réassurance :

We can have it all: economic growth, environmental conservation, social justice and not just for the moment, but in perpetuity. No painful changes are necessary (Dryzek, 2005:157).

Le gouvernement du Québec s'inscrit dans la même rhétorique :

Fort d'une vision actualisée et d'une approche originale, le gouvernement sera en mesure d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en vue de mettre en valeur le potentiel économique du Nord au profit de l'ensemble du Québec, d'assurer le mieux-être de population locales et autochtones ainsi que du protéger l'environnement et de conserver la biodiversité de ce vaste territoire (Gouvernement du Québec, 2015:45).

Le gouvernement prend la position que le Plan Nord « constitue un élément phare de la vaste opération de relance de l'économie québécoise », car « le Québec a besoin d'accroître sa richesse globale et de créer de nouveaux emplois dans l'ensemble de ses régions » (Gouvernement du Québec, 2015: III).

Dans une certaine mesure, l'environnement est présenté comme capital naturel à utiliser pour stimuler la croissance économique :

Le Québec offre un milieu nordique exceptionnellement riche en ressources naturelles et énergétiques dont la gestion et la mise en valeur sont encadrés par un processus rigoureux, planifié et coordonné (Gouvernement du Québec, 2015: III).

Les autochtones ne partagent pas cette métaphore de l'environnement comme capital naturel. Pour ceux-ci l'environnement est plutôt conceptualisé comme « terre mère ». Ces conceptualisations différentes du territoire sont fondamentales. Pour le gouvernement la nature est un fournisseur des ressources. En même temps le

gouvernement est conscient qu'elle possède des caractéristiques qui doivent être protégé comme la forêt boréale ou bien la sauvegarde de la biodiversité.

Pour les autochtones le territoire est plutôt compris comme une mère qui inspire, éduque et soigne. En même temps, cette conceptualisation fait référence à l'incapacité de contrôler la nature, parce que tout est interconnecté et que les effets du changement ne sont pas nécessairement prévisibles. Ils souscrivent au principe de précaution, car pour les autochtones le territoire est la base pour leur survie, et ils ne voient pas le développement comme progrès, mais plutôt comme un changement qui introduit un possible risque à cette survie.

Leurs références pour justifier leur discours sont le mode de vie et le savoir transmis des aînés et des ancêtres ainsi que les générations futures pour qui le mode de vie et le territoire doivent être préservés.

6.6. Conclusion

L'objectif de la critique culturelle est d'offrir la possibilité au gouvernement du Québec de remettre en question sa conception du développement durable en y intégrant la perspective autochtone.

Comme la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM l'a montré, l'approche du gouvernement québécois s'inscrit dans une durabilité faible (Audet & Gendron, 2012). De plus, en regardant le *Plan Nord à l'horizon : Plan d'Action 2015-2020* je peux aussi remarquer qu'il n'y a eu aucune évolution de la pensée à l'égard des priorités concernant la relation entre l'économie, la société et l'environnement.

Le gouvernement cherche à donner une place aux problèmes environnementaux dans le Plan Nord, mais sans pour autant proposer de réforme fondamentale (Gendron, 2012). Pour utiliser les mots de Gendron qui fait un appel en faveur d'une économie écologique, le gouvernement cherche à « économiser l'environnement » plutôt qu'à « écologiser l'économie » (Gendron, 2012:24).

Ainsi, que puis-je tirer du discours environnemental autochtone et qui pourrait enrichir l'approche du gouvernement? Quels points du discours autochtone pourraient aider à relancer le Plan Nord avec un vrai programme participant qui respecterait les cultures et les identités des communautés autochtones?

Pour répondre à ces questions, je tenterai de traduire le discours environnemental des autochtones avec des concepts et de la terminologie occidentale.

Au cœur du discours des autochtones se trouve le territoire. Pour eux, celui-ci est la base pour tout, sans être n'est pas de nature économique. Pour protéger le territoire, les sept générations suivantes sont à considérer dans toute réflexion puisque le territoire est seulement emprunté aux générations suivantes.

L'approche du gouvernement est de protéger 50 % du territoire et de développer l'autre 50 %. Par contre du point de vue autochtone la durabilité de cette approche est douteuse. L'objectif affiché du gouvernement est la « relance de l'économie québécoise [...] pour stimuler l'emploi et assurer la prospérité du Québec » (Gouvernement du Québec, 2015: III). Cette déclaration montre bien que la priorité du gouvernement n'est pas les générations futures, mais la génération actuelle. Il n'y a aucune garantie que le gouvernement ne changera son approche dans le futur afin de développer aussi le territoire protégé s'il le juge nécessaire pour l'économie québécoise. De plus, en regardant les secteurs à développer dans le nord, le secteur minier est la priorité. Selon la perspective des autochtones c'est une contradiction de développer le secteur minier de façon durable, car les produits miniers sont non-renouvelables : une fois extrait, le territoire est changé pour toujours. Selon les autochtones, la durabilité signifie que le territoire sera donné aux générations futures dans le même état que la génération actuelle l'a reçu des générations passées. Cela montre que les autochtones ont une approche très différente de celle du gouvernement : le territoire est à la base de tout et doit être protégé sans compromis, car le territoire garantit la survie de l'homme. En même temps, il faut souligner que

les autochtones ne sont pas contre tout développement. Ils veulent un développement qui respecte la nature.

Pour traduire cela dans la pensée occidentale, j'aimerais encore utiliser le travail de Gendron :

Ce n'est donc pas la croissance en elle-même qui pose problème, mais bien le lien structurel entre l'activité économique et la dégradation de l'environnement, que nous appelons l'intensité écologique de l'activité économique (Gendron, 2012:24).

Ainsi, le discours autochtone préconise une croissance qui ne soit pas dommageable et que le développement n'ait aucun impact négatif sur l'environnement, c'est-à-dire que le développement soit ramené à des niveaux qui ne perturbent pas les dynamiques naturelles ou bien qui réduisent l'intensité écologique de l'économie (Gendron, 2012). Gendron donne la tertiarisation comme exemple de découplage entre le niveau d'activité économique et la pression sur les écosystèmes (2012). Les autochtones, notamment les Cris, ont aussi souligné qu'ils sont pour le développement du secteur touristique qui est un élément de la tertiarisation de l'économie. Cette économie permettrait de confirmer le rôle territoire dans la survie et de réactualiser leur rôle de gardiens du territoire. Ceci devrait donc aussi être un concept clé à considérer par le gouvernement.

En 1972, Christopher D. Stone écrivait l'article innovant *Should Trees have standing*. Dans cet article Stone raisonne que la nature devrait avoir des droits de la personne puisque que les entreprises ont aussi certains droits de la personne : libre expression, discrétion et les droits d'ester en justice (Margil & Price, 2010; Stone, 1972). Selon Stone, ces droits devraient être étendus à la nature, puisqu'elle a une valeur intrinsèque et que les hommes ont une responsabilité morale de reconnaître cette valeur (Stone, 1972). Cette approche dit des « droits environnementaux écocentriques » et pourraient aussi aider le Canada et le Québec à créer un équilibre entre les intérêts des entreprises et la nature. Pour réaliser cet équilibre, Stone a

proposé de désigner des gardiens qui agissent au nom de la nature (2012). Callicott & Grove-Fanning ont donné des exemples d'arrêts où cette approche a été utilisée, parfois avec succès, comme dans l'arrêt de *Palila c. Hawaii Dept. of Land & Natural Resources* en 1981. Dans cet arrêt la Cour a accordé la qualité de plaignant à l'oiseau *Psittirostre palila* (2009).

177 des 193 pays membres des Nations Unies ont reconnu le droit à un environnement sain dans leurs constitutions, leurs droits environnementaux ou d'autres mesures juridiques. Le Canada n'est pas parmi eux (Boyd, 2012). Seulement un pays dans le monde, l'Équateur, a reconnu dans sa constitution des droits environnementaux écocentriques. L'article 71 de la constitution affirme :

Nature, or Pacha Mama, where life is reproduced and occurs, has the right to integral respect for its existence and for the maintenance and regeneration of its life cycles, structure, functions and evolutionary processes (Constitution d'Équateur (2008))

Au Canada, une législation avec des droits environnementaux écocentriques serait aussi utile à l'égard de la protection de l'environnement, notamment pour contrebalancer les droits revendiqués par les entreprises. Au Québec, il y a déjà eu au moins un cas où le gouvernement a été défié par une entreprise sur une question environnementale : l'entreprise Pine Resources a déposé un avis d'intention pour poursuivre le Québec en justice pour le moratoire sur la fracturation hydraulique dans le fleuve Saint-Laurent sur la base que le moratoire sape l'Accord de libre-échange nord-américain. Selon le représentant de l'entreprise, la législation du Québec refuserait une compensation à l'entreprise pour la perte du permis et cela serait une violation de l'Accord nord-américain (Gray, 2012). Ce cas montre comment l'intention de Québec de protéger son environnement a été sapée par les droits accordés aux entreprises.

Le discours des autochtones montre clairement une tendance plus prononcée pour une approche écocentrique. De plus, leur compréhension d'eux-même, comme gardiens

de la nature, peut aider à la protection de l'environnement, car ils prennent ce rôle au sérieux : en 2012 ils ont lancé le mouvement *Idle No More* en réaction au projet de loi C-45. La vision du mouvement est de protéger l'eau, l'air, le territoire et toute la création pour les générations futures (Idle No More, 2015). Le blocage de la rue 138 présenté dans le court-métrage *Blocus 138 - Innu Resistance* par les Innus en est un autre exemple.

Une adoption d'une perspective plus écocentrique et plus proche du discours autochtone par le Québec pourrait aussi aider les efforts de protection de l'environnement au Québec. Pour le moment, c'est la Cour suprême qui supporte indirectement l'écocentrisme des autochtones au Canada en consolidant les droits des autochtones avec la plus récente décision dans l'arrêt *Nation Tsilhqot'in contre Colombie-Britannique* où le titre ancestral d'une Première Nation a été reconnu (comme déjà expliqué plus en détail dans la section 2.3.2). Du point de vue des autochtones, l'adoption de droits environnementaux écocentriques par les gouvernements canadiens et québécois serait aussi souhaitable.

Par ailleurs le changement du système légal à cet égard par l'adoption du principe de précaution pourrait aussi aider le Québec à engager plus facilement la transition écologique. Le discours des autochtones aide encore à jeter un nouvel éclairage pour comprendre l'utilité d'appliquer ce principe. Pour les autochtones, le développement ne se traduit pas automatiquement par le progrès. Pour eux, le développement est plutôt un changement et tout changement porte le risque d'apporter d'autres changements inattendus. Cette conceptualisation est animée par la vision du monde autochtone qui est plus holistique que la vision du monde occidental. Selon eux, tout est interconnecté et pour gérer l'environnement, un savoir holistique est nécessaire. La façon dont les sciences occidentales fonctionnent - chaque discipline séparée des autres - est contraire à la logique des autochtones. Selon *Le Plan Nord à l'horizon : Plan d'action 2015 - 2020* l'accroissement de la connaissance scientifique sur le territoire pour mieux protéger et développer le territoire est un objectif majeur. Pour

atteindre ce but, le gouvernement ferait mieux de supporter des recherches qui évitent la compartimentalisation de savoir, qui sont faites en étroite collaboration avec des populations locales, soit les autochtones, et qui utilisent les méthodes des autochtones. Cela exige une compréhension approfondie des modes de vie, des cultures, des identités des autochtones ainsi que le respect et la construction d'un partenariat équilibré, d'égal à égal entre les autochtones et les allochtones.

Dans ce chapitre, j'ai effectué une critique culturelle du Plan Nord basée sur la perspective autochtone dégagée dans les chapitres précédents. Cette comparaison des deux discours autour du développement nordique a clairement montré de grandes différences surtout à l'égard du rôle de l'économie et de la conceptualisation de l'environnement. Dans la deuxième partie de ce chapitre, j'ai montré des pistes pour enrichir l'approche du développement nordique du gouvernement avec la perspective autochtone. Le gouvernement pourrait notamment favoriser la tertiarisation, adopter une perspective plus écocentrique, considérer l'adoption du principe de précaution et changer les méthodes de la production du savoir.

Ainsi, ce chapitre montre comment le discours environnemental autochtone peut contribuer aux différentes sphères pour mieux protéger l'environnement et à réaliser une transition écologique au Québec : politiquement, culturellement, et scientifiquement.

CHAPITRE VII

CONCLUSION

Le but de cette recherche était de développer une meilleure compréhension de la perspective des autochtones sur le développement nordique proposé par le gouvernement. Le gouvernement applique, d'ailleurs, le concept de développement durable dans son programme stratégique du Plan Nord. L'idée fondamentale du développement durable est de réaliser une amélioration du bien-être des humains sans dégrader l'environnement. Pour atteindre ce but, un équilibre entre les sphères économique, sociale et environnementale par une croissance économique est visé. Ce concept est fortement ancré dans une construction sociale occidentale du progrès. Or, une partie importante de la population qui habite sur le territoire prévu pour le développement est autochtone, et plusieurs voix émanant de celle-ci ne supportent pas entièrement le programme proposé par le gouvernement.

L'objectif de cette recherche était aussi de décrire comment se construit le discours environnemental des autochtones autour du développement nordique au Québec. Ensuite, j'ai utilisé les résultats de cette analyse pour faire une critique culturelle du concept de développement durable utilisé par le gouvernement québécois, notamment dans le Plan Nord.

Pour atteindre ces objectifs, j'ai choisi de faire une analyse critique du discours basé sur une collecte documentaire. Pour la mise en œuvre, je me suis servi premièrement de la théorie de John Dryzek, qui a développé une approche pour décrire les discours environnementaux importants comme le discours de la durabilité. Deuxièmement, j'ai adopté l'approche de Norman Fairclough, qui a développé un cadre théorique basé sur les trois dimensions d'une analyse critique du discours. Ces choix sont dus à la nature de mon objet de recherche. Les problèmes environnementaux sont complexes, parce qu'ils se trouvent par définition à l'intersection des écosystèmes et des

systèmes humains. Avec la complexité surgit des différences de perspectives. La supposition sous-jacente est que les énoncés discursifs déterminent en partie notre vision du monde et notre réalité. L'accès à la connaissance de ceux-ci se fait en examinant les thèmes récurrents et les structures argumentatives des documents. Ainsi, l'analyse du discours permet de concevoir le discours environnemental comme un ensemble de notions contestées qui sont néanmoins à la base des actions gouvernementales.

Ainsi, pour décrire le discours environnemental des autochtones, j'ai créé un corpus textuel à partir de la documentation du BAPE autour de deux projets proposés, de courts métrages produits dans le cadre du Wapikoni mobile, et des observations faites pendant ma participation au symposium international du développement nordique à Québec en février 2015.

Les populations autochtones affectées par le Plan Nord sont les Cris, les Innus, les Inuits et les Naskapis. Mon analyse a montré que leurs discours environnementaux étaient plus homogènes que prévu. Il y a une ligne narrative du discours, une ontologie partagée, des suppositions sous-jacentes, des motifs et des métaphores qui distinguent le discours environnemental des autochtones du nord québécois des autres discours environnementaux.

Au cœur de leur discours se trouve le territoire qui est conceptualisé avec la métaphore de la « terre mère ». Le discours autochtone est ainsi très local. Les autochtones aspirent à protéger leur territoire, à protéger leur mode de vie, leur identité et leur culture. Pour eux, le développement est un changement potentiellement menaçant pour le mode de vie traditionnel pour et générations futures. Il s'agit de les protéger. Ce discours est basé sur une ontologie qui est plus holistique : tout est interconnecté dans le monde autochtone. Leur pensée est basée sur une spiritualité forte et selon eux, c'est le Créateur qui leur a donné la responsabilité d'être les gardiens de la nature. Les suppositions sous-jacentes du

discours autochtone se distinguent aussi d'autres discours : pour les autochtones la nature et la culture sont inséparables. De plus, ils ne se considèrent pas au-dessus de la nature. Au contraire, ils estiment la nature et ils considèrent le territoire comme emprunter aux générations futures.

Les résultats de mon analyse m'ont servi à faire la critique culturelle du développement durable appliqué par le gouvernement dans le programme stratégique du Plan Nord. La critique culturelle a montré que le discours des autochtones est assez riche et donne de nouvelles perspectives pour les sphères politique, culturelle et scientifique au Québec.

Premièrement, le discours des autochtones expose l'ambiguïté de l'utilisation du terme « durabilité » par le gouvernement. Les autochtones donnent comme horizon temporel à considérer les sept générations futures. De plus, certains types de développement ne peuvent pas être faits de façon durable, notamment les développements miniers qui sont par défaut non renouvelables et qui changent le territoire pour toujours. Les autochtones ne sont pas contre tout développement, mais ils rappellent qu'il y a différents types de développement et ils préfèrent le développement qui respecte la nature, dont ils se considèrent les gardiens.

L'adoption de ce rôle pourrait aussi aider le Québec à mieux protéger l'environnement. Une valeur sous-jacente est la reconnaissance de la valeur intrinsèque de la nature et l'adoption de la responsabilité morale de protéger celui-ci.

Mon étude est en relation étroite avec le travail d'autres chercheurs. Comme expliqué dans le premier chapitre, les autres chercheurs ont aussi remarqué l'importance d'intégrer les voix autochtones dans le discours environnemental (Agrawal, 1995; Broadhead & Howard, 2011, Brokensha et al, 1980; Houde, 2011; Nursey-Bray et al., 2010; Smith, 2007; Sveiby, 2009). Comme je l'ai déjà présenté, pour la première version du Plan Nord, le programme n'avait pas le soutien de tous les autochtones, et

ce, malgré la déclaration du gouvernement en faveur de la relance du Plan Nord en 2015. Mon étude a montré que la perspective autochtone est encore sous-représentée.

Les difficultés liées à l'intégration des voix autochtones ou la création d'un vrai partenariat entre les cultures autochtones et allochtones recommandées par différents chercheurs et présentées dans le premier chapitre, restent les mêmes (Abele, 2007; Agrawal, 1995; Gibbs, 2001; Kovach, 2005; Nadasdy, 2009; Simpson, 2001).

Pourtant, il s'agit non seulement d'une responsabilité morale, mais aussi politique et juridique. Mon étude qui traite du territoire, d'un sujet et d'une période très spécifique contribue au discours environnemental autochtone décrit par d'autres chercheurs travaillant sur le discours environnemental des autochtones autour du développement nordique au Québec. Krech a montré qu'il y a déjà une longue discussion sur la question de la relation « plus écologique » à la nature des autochtones. Il conclut qu'il n'y a pas une position commune à l'égard des ressources naturelles (1999).

Dans le cadre de la présente recherche, toutefois, je ne peux pas appuyer cette conclusion. En résumé, les autochtones du Nord québécois ont une position commune. Il y a bien sûr des voix isolées qui ne s'inscrivent pas dans la ligne narrative du discours environnemental autochtone. Ainsi, j'appuie plutôt l'analyse de McGregor qui a montré que les perspectives autochtones varient selon les nations et les groupes culturels, mais qu'ils partagent quand même des thèmes communs (2004).

McGregor remarque qu'il est mieux de comprendre le SET non seulement comme un savoir, mais comme un mode de vie. D'être durable veut ainsi dire d'être responsable et connecté spirituellement à toute création. De plus, l'histoire de la colonisation influence la perspective autochtone sur la durabilité. Mon étude a appuyé tous ces énoncés. En particulier, le dernier qui est à considérer dans le contexte du Plan Nord. L'histoire entre les autochtones et allochtones est longue et il y a eu des périodes

sombres qui ont influencé ces premiers fortement. La lutte pour sauver leur identité et leur culture, ainsi que la reconnaissance de leurs droits fait partie intégrante de leur discours environnemental. Leurs vies ont changé à cause de l'influence des allochtones et ils sont conscients qu'ils doivent s'adapter à cette réalité de vivre côte à côte. Mon étude a touché au fait que les autochtones se trouvent dans une situation complexe où ils cherchent à protéger leur mode de vie traditionnelle, leur identité et leur culture. En même temps leur réalité est déjà altérée par une influence allochtone importante et leurs besoins pour garantir leur survie ont changé.

Mon étude contribue non seulement à la recherche scientifique, mais elle touche aussi à la politique. Malgré l'énoncé dans le document de la relance du Plan Nord où il est mentionné que la perspective des autochtones est considérée, mes résultats montrent que c'est plutôt un discours sur les autochtones qui est mis en relief et non celui des autochtones eux-mêmes.

Pourtant, intégrer ces discours est non seulement, au regard de l'histoire, une responsabilité éthique de la part de gouvernement, mais aussi cela doit être une responsabilité juridique et politique. Si le gouvernement continue d'ignorer le discours des autochtones, cela pourrait créer plus de frictions entre les deux groupes, et des événements comme la Crise d'Oka ou bien des blocages de routes pourraient se produire plus souvent.

Ainsi, il est important que le gouvernement du Québec s'occupe des différentes perspectives des populations qui habitent sur le territoire à développer.

La recherche scientifique pourrait aussi contribuer à aider le gouvernement à se responsabiliser. Cependant, la recherche scientifique qui touche les autochtones porte sur les difficultés comme d'autres chercheurs l'ont déjà remarqué et que j'ai réalisé moi-même.

À part les restrictions financières et temporelles qui existent afin de réaliser une maîtrise dans le cadre prévu au département des sciences de l'environnement à UQAM, il y a d'autres limites à ma recherche. Le plus grand obstacle est le langage. Pour avoir un accès immédiat au discours autochtone il faut parler leurs langues. Ceci est la base pour établir une collaboration avec les autochtones sur un pied d'égalité. De plus, des recherches futures doivent respecter la perspective autochtone : c'est-à-dire, respecter leur culture et baser la recherche sur des méthodologies autochtones par exemple décrites par Kovach (2005).

L'autre limite de ma recherche se trouve dans la composition du corpus textuel. Comme expliqué plus en détail dans le chapitre sur la méthodologie, j'ai choisi des documents en ligne. Ce choix a limité les voix autochtones incluses dans ma recherche. Je recommande pour des recherches futures une autre approche. Premièrement, il est nécessaire de parler les langages des autochtones ou moins d'avoir un interprète pour créer une situation dans laquelle de vraies relations peuvent être créées. En résumé, un engagement à plus long terme et en partenariat plus étroit avec les autochtones sont incontournables.

Comme déjà remarqué, des recherches futures sur la question autochtone sont nécessaires si le gouvernement veut réaliser son Plan Nord. Le gouvernement a besoin de mieux comprendre la cosmologie autochtone, mais aussi leur mode de vie qui est étroitement liée à leur savoir sur le territoire. De simplement distiller le savoir n'aidera pas à protéger le territoire. De plus, le gouvernement a besoin de recherches qui démontrent comment la communication entre les cultures pourrait être améliorée. Il a besoin des experts interculturels qui peuvent être des intermédiaires, s'il veut réaliser le Plan Nord avec le soutien des autochtones.

Sur une note plus personnelle, j'avais trois objectifs avec cette recherche. Mon engagement à essayer de comprendre et d'apprendre d'une autre culture m'aidait à atteindre ces buts.

La première motivation était de mieux comprendre les autochtones et leur relation avec l'environnement et par cela de faciliter la compréhension aussi pour d'autres intéressés.

Deuxièmement, je voulais critiquer le Plan Nord d'un point de vue autochtone pour montrer si le gouvernement a reconnu la perspective autochtone et, si oui, comment il l'a reconnue. L'objectif était de montrer au gouvernement qu'il y a différentes cultures dans la province qui peuvent servir d'inspiration pour effectuer une transition écologique. De plus, j'ai voulu montrer qu'une transition écologique commence au niveau culturel, avec des valeurs.

Finalement, l'objectif primordial était le souhait d'apporter une contribution intellectuelle à la protection de l'environnement, parce que je m'intéresse au bien-être des humains. Je m'inscris ainsi dans le discours des autochtones dans le Nord québécois à cet égard : le bien-être commence dans la nature.

APPENDICE A

Corpus documentaire pour l'analyse

Projets du BAPE

Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles

Transcriptions des séances publiques	
DT1	Séance tenue le 27 août 2013 en soirée à Sept-Îles, 192 pages
DT2	Séance tenue le 28 août 2013 en après-midi à Sept-Îles, 145 pages
DT4	Séance tenue le 29 août 2013 en après-midi à Sept-Îles, 130 pages
DT6	Séance tenue le 30 août 2013 en avant-midi à Sept-Îles, 67 pages
DT7	Séance tenue le 24 septembre 2013 en soirée à Sept-Îles, 87 pages
DT9	Séance tenue le 25 septembre 2013 en soirée à Sept-Îles, 107 pages
DT10	Séance tenue le 26 septembre 2013 en avant-midi à Sept-Îles, 29 pages
DT12	Séance tenue le 26 septembre 2013 en soirée à Sept-Îles, 62 pages
DT13	Séance tenue le 28 septembre 2013 en avant-midi à Sept-Îles, 48 pages

Mémoires déposés par les participants	
DM63	UASHAT MAK MANI-UTENAM. <i>Mémoire</i> , septembre 2013, 23 pages et annexes
DM108	AGENCE MAMU INNU KAIKUSSEHT. <i>Mémoire</i> , 18 septembre 2013, 11 pages
DM112	INNUS DE UASHAT MAK MANI-UTENAM et INNUS DE MATIMEKUSH-LAC JOHN. <i>Mémoire</i> . 16 pages et annexes.
DM115	Denise JOURDAIN. <i>Mémoire</i> , septembre 2013, 2 pages
DM115.1	Denise JOURDAIN. Document de présentation du mémoire, septembre 2013, 5 pages et annexes
DM128	NEMETAU RESSOURCES. <i>Mémoire</i> , 18 septembre 2013, 2 pages

Les enjeux de la filière uranifère au Québec

Transcriptions des séances publiques	
Tran 9	Séance tenue le 3 juin 2014 en soirée à Chisasibi, 42 pages.
Tran 10	Séance tenue le 4 juin 2014 en soirée à Chibougamau, 60 pages.
Tran 11	Séance tenue le 5 juin 2014 en après-midi à Mistissini, 31 pages.

Tran 12	Séance tenue le 5 juin 2014 en soirée à Mistissini, 63 pages.
Tran 16	Séance tenue le 12 juin 2014 en soirée à Kuujjuaq, 37 pages.
Tran 18	Séance tenue le 17 juin 2014 en après-midi à Québec, 82 pages.
Tran 21	Séance tenue le 3 septembre 2014 en soirée à Mistissini, 138 pages.
Tran 22	Séance tenue le 4 septembre 2014 en avant-midi à Mistissini, 90 pages.
Tran 23	Séance tenue le 4 septembre 2014 en après-midi à Mistissini, 100 pages.
Tran 24	Séance tenue le 4 septembre 2014 en soirée à Mistissini, 88 pages.
Tran 25	Séance tenue le 5 septembre 2014 en avant-midi à Mistissini, 104 pages.
Tran 27	Séance tenue le 9 septembre 2014 en après-midi à Québec, 113 pages.
Tran 28	Séance tenue le 9 septembre 2014 en soirée à Québec, 88 pages.
Tran 45	Séance tenue le 19 septembre 2014 en avant-midi à Québec, 78 pages.
Tran 51	Séance tenue le 23 septembre 2014 en soirée à Québec, 76 pages.
Tran 52	Séance tenue le 24 septembre 2014 en avant-midi à Wendake, 97 pages.
Tran 53	Séance tenue le 24 septembre 2014 en après-midi à Wendake, 67 pages.
Tran 54	Séance tenue le 25 septembre 2014 en après-midi à Kangiqsualujjuaq, 85 pages.
Tran 55	Séance tenue le 25 septembre 2014 en soirée à Kangiqsualujjuaq, 63 pages.
Tran 56	Séance tenue le 11 novembre 2014 en après-midi à Chisasibi, 49 pages.
Tran 57	Séance tenue le 11 novembre 2014 en soirée à Chisasibi, 47 pages.
Tran 58	Séance tenue le 12 novembre 2014 en soirée à Chibougamau, 48 pages.
Tran 59	Séance tenue le 13 novembre 2014 en après-midi à Mistissini, 36 pages.
Tran 60	Séance tenue le 13 novembre 2014 en soirée à Mistissini, 44 pages.
Tran 65	Séance tenue le 24 novembre 2014 en soirée à Sept-Îles, 74 pages.
Tran 71	Séance tenue le 1er décembre 2014 en soirée à Kawawashikanach, 18 pages.
Tran 72	Séance tenue le 3 décembre 2014 en après-midi à Kangiqsualujjuaq, 58 pages.
Tran 73	Séance tenue le 15 décembre 2014 en après-midi à Montréal, 155 pages.
Tran 74	Séance tenue le 15 décembre 2014 en soirée à Montréal, 148 pages.

Préconsultation - Documents déposés par les participants au cours de la phase de préconsultation	
PREC19	COUNCIL OF THE CREE NATION OF MISTISSINI. Statement of Chief Richard Shecapio, June 5 th 2014, 4 pages and annex.
PREC41	MISTISSINI NATIVE WOMEN'S ASSOCIATION. Preoccupations, July 9, 2014, 3 pages.
PREC47	Matthew CHISKAMISH. <i>Statement on Potential Uranium Development in Eeyou Istchee</i> , July 16, 2014, 1 page.
PREC48	CREE TRAPPERS ASSOCIATION OF THE NATION OF MISTISSINI. Submission, July 25, 2014, 4 pages.

PREC49	BAND COUNCIL OF THE CREE NATION OF MISTISSINI. Submission, July 10, 2014, 2 pages.
PREC50	ELDER'S COUNCIL OF THE CREE NATION OF MISTISSINI. Submission, July 11, 2014, 2 pages.
PREC58	CREE NATION OF MISTISSINI. <i>The importance of fish to the Cree Nation of Mistissini and concerns regarding uranium mining in the Otish Mountain watershed</i> , 7 pages.

Mémoires déposés par les participants	
MEM14	ASSEMBLEE DES PREMIERES NATIONS DU QUEBEC ET DU LABRADOR (APNQL) ET INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PREMIERES NATIONS DU QUEBEC ET DU LABRADOR (IDDPNQL). <i>Mémoire</i> , 30 octobre 2014, 33 pages.
MEM22	COMMISSION SCOLAIRE CRIE. <i>Cree school board's position paper on uranium exploration and mining in Eeyou Istchee</i> , mémoire, octobre 2014, 3 pages.
MEM25	COUNCIL OF THE CREE NATION OF MISTISSINI. <i>No uranium development without our consent</i> , mémoire, 30 octobre 2014, 11 pages.
MEM26	NISHIIYUU COUNCIL OF ELDERS. <i>"What you do to Eeyou Istchee (our land), you do to Eeyouch (our people)"</i> , mémoire, 7 pages.
MEM27	CREE OUTFITTING AND TOURISM ASSOCIATION (COTA). <i>Mémoire</i> , octobre 2014, 11 pages.
MEM35	CREE TRAPPERS' ASSOCIATION. <i>Mémoire</i> , octobre 2014, 6 pages et annexes.
MEM39.4	MOUVEMENT SORTONS LE QUÉBEC DU NUCLÉAIRE. <i>Grand Council of the Crees {Eeyou Istchee} support for municipalities' demand for a moratorium on uranium mining in Quebec</i> par l'Administration régionale crie, 8 mars 2013, 4 pages.
MEM43	Denise JOURDAIN. <i>Mémoire</i> , octobre 2014, 3 pages.
MEM48	James BOBBISH au nom du Grand COUNCIL OF THE CREES OF EYYOU ISTCHEE. <i>Mémoire</i> , 11 novembre 2014, 5 pages.
MEM49	CREE NATION OF CHISASIBI. <i>Mémoire</i> , 11 novembre 2014, 9 pages.
MEM51	Thomas NEEPOSH au nom du Grand COUNCIL OF THE CREES OF EYYOU ISTCHEE. <i>Mémoire</i> , 13 novembre 2014, 6 pages.
MEM52	CREE WOMAN OF EYYOU ISTCHEE ASSOCIATION. <i>Mémoire</i> , 13 novembre 2014, 4 pages.
MEM53	Jimmie NEACAPPO. <i>Mémoire</i> , novembre 2014, 2 pages.
MEM54	Georges SHECAPIO. <i>Mémoire</i> , 13 novembre 2014, 2 pages.
MEM65	NATION INNUE. <i>Mémoire</i> , 30 octobre 2014, 32 pages et annexes.
MEM78	CREE FIRST NATION OF WASWANIPI. <i>Mémoire</i> , 12 novembre 2014, 2 pages.

MEM80	PUBLIC HEALTH DEPARTMENT OF THE CREE BOARD OF HEALTH AND SOCIAL SERVICES OF JAMES BAY. Potential health and psychosocial impacts of uranium development in Eeyou Istchee, mémoire, 27 octobre 2014, 26 pages et annexes.
MEM89	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR. Mémoire, 28 octobre 2014, lettre de transmission et 4 pages.
MEM93	Michèle Fiset. <i>Filière uranifère – Regard sur les enjeux pour les Premières Nations</i> , mémoire, 29 octobre 2014, 5 pages.
MEM161	MAKIVIK CORPORATION et KATIVIK REGIONAL GOVERNMENT. Mémoire, 25 novembre 2014, 14 pages.

Courts métrages produits en cadre du Wapikoni mobile

Nation	Réalisateurs	Titre	Durée	Lien Web
Innu	Nemnemiss McKenzie	Eshi mishkutshipanit (Changer de mode de vie)	05:09	http://www.wapikoni.ca/films/eshi-mishkutshipanit
Innu	Charles-Hugo Lalo	Jeunes chasseurs (Young Hunters)	04:24/	http://www.wapikoni.ca/movies/jeunes-chasseurs
Innu	Piel Riverin	Tshukuminu (Our Grandmothers)	02:42	http://www.wapikoni.ca/movies/tshukuminu-our-grandmothers
Innu	Matthew Vachon	Indian Time	05:37	http://www.wapikoni.ca/movies/indian-time
Innu	Kévin Bellefleur	Tshe Mushuminu	04:38	http://www.wapikoni.ca/movies/tshe-mushuminu
Innu	Réal Junior	Blocus 138 - Innu Resistance	07:13	http://www.wapikoni.ca/movies/blocus-138-innu-resistance
Innu	Ti-John Ambroise	Ti-John Ambroise - Shashish	05:07	http://www.wapikoni.ca/movies/ti-john-ambroise-shashish
Innu	Ernest Aness Dominique	Pipiteu – White Ashes	04:05	http://www.wapikoni.ca/movies/pipiteu-white-ashes
Innu	Pishu Pierre Pilot	Atikuat nimeteut - Le sentier du caribou	07:24	http://www.wapikoni.ca/movies/atikuat-nimeteut-le-

				sentier-du-caribou
Innu	Daniel Mark, Mathieu Bellefleur	Nutshimiinu	04:38	http://www.wapikoni.ca/movies/nutshimiinu
Innu	Guillaine Pinette, Mathieu André	Mother and Earth (Assi Mak Neka)	03:51	http://www.wapikoni.ca/movies/mother-and-earth-assi-mak-neka
Innu	Tshiuetin Vollant	Ka Kushpian - My Journey	03:53	http://www.wapikoni.ca/movies/ka-kushpian-my-journey
Innu	Langis Fortin, Nemnemiss McKenzie	Danger	04:11	http://www.wapikoni.ca/movies/danger-eng
Innu	Équipe du Wapikoni mobile, Marie-Eve Aster	La rencontre	04:04	http://www.wapikoni.ca/movies/the-meeting-la-rencontre
Cris	Willard Napash	Let's Move	04:41	http://www.wapikoni.ca/movies/lets-move
Cris	Clint Flageole	Cut It Out	02:24	http://www.wapikoni.ca/movies/cut-it-out

BIBLIOGRAPHIE

Jurisprudence

Calder c. Colombie-Britannique [1973] R.C.S. 313

Nation Haida contre Colombie-Britannique, [2004] 3 S.C.R. 388

Nation Tlingit de Taku River c. Colombie-Britannique [2004] 3 S.C.R. 550

Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique, 2014 CSC 44

Palila c. Hawaii Dept. of Land & Natural Resources, 639 F. 2d 495 - Court of Appeals, 9th Circuit 1981

Textes constitutionnels et législatifs

Acte pourvoyant à l'émancipation graduelle des Sauvages, à la meilleure administration des affaires des Sauvages et à l'extension des dispositions de l'acte trente-et-un Victoria, chapitre quarante-deux (Acte des Sauvages), L.C. 1869, c. 6

Convention de la Baie-James et du Nord, 1975

Constitution de la République d'Equateur de 2008. Récupéré en anglais le 26 Juillet 2015 de <http://pdba.georgetown.edu/Constitutions/Ecuador/english08.html>

Loi Constitutionnelle de 1982

Loi sur le développement durable. (2006). LRQ c D-8.1.1. Récupéré de http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/D_8_1_1/D8_1_1.html [20/10/2014]

Loi sur les Indiens, LRC 1985, c 1-5

Proclamation royale de 1763, L.R.C. 1985

Projet de loi C-45 : Loi no 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en oeuvre d'autres mesures. Récupéré du site du Parlement du Canada <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5765988&Language=F&File=4>

Références

- Abele, F. (2007). Between respect and control: Traditional indigenous knowledge in Canadian public policy. *Critical policy studies*, 233-256.
- Aboriginal Affairs and Northern Development Canada (AADNC) (2014). *General Briefing Note on Canada's Self-government and Comprehensive Land Claims Policies and the Status of Negotiations*. Récupéré le 28 novembre 2014 de <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1373385502190/1373385561540>
- Aboriginal Affairs and Northern Development Canada (AADNC) (2013a). *Carte Les Nations*. Récupéré le 20 mars 2015 de <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/Mobile/Nations/carte1200/carte-fra.html>
- Aboriginal Affairs and Northern Development Canada (AADNC) (2013b). *Maps of Treaty-Making in Canada*. Récupéré le 28 novembre 2014 de <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1100100032297/1100100032309>
- Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC) (2010). *Le Registre des Indiens*. Récupéré le 28 novembre 2014 de <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100032475/1100100032476> [16/11/2014]
- Agrawal, A. (1995). Dismantling the Divide Between Indigenous and Scientific Knowledge. *Development and Change*, 26(3), 413-439. doi: 10.1111/j.1467-7660.1995.tb00560.x
- Asselin, H. (2011). Plan Nord : Les Autochtones laissés en plan. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 37-46.
- Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) (2005), *Protocole de recherche des Premières Nations du Québec et du Labrador, Québec*. Récupéré le 28 novembre 2014 de http://iddpnql.ca/pdf/protocole_recherche_fr.pdf [14/08/2014]
- Audet, R. (2009). *Du tiers-monde au Sud global [ressource électronique] : le renouveau de l'activisme diplomatique des pays en développement à l'OMC : une analyse du discours et des formes organisationnelles* (thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal. Récupère d'Archipel, l'archive de publications électroniques de l'UQAM <http://www.archipel.uqam.ca/2392/>
- Audet, R. & Gendron, C. (2012) The Social and Political Construction of Sustainable Development in Quebec. Dans H. Bruyninckx, H et S. Happaerts & Van den Brande, K. (dir). *Sustainable Development and Subnational*

Governments: Policy-Making and Multi-Level Interactions. Palgrave Macmillan.

- Audet, R. (2013). Climate justice and bargaining coalitions: a discourse analysis. *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, 13(3), 369-386. doi: 10.1007/s10784-012-9195-9
- Baril, J. (2006). *Le BAPE devant les citoyens : pour une évaluation environnementale au service du développement durable*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Beckerman, W. (1994). 'Sustainable Development': Is it a Useful Concept? *Environmental Values*, 3(3), 191-209. doi: 10.2307/30301447
- Bohnsack, R. (2009). The interpretation of pictures and the documentary method. *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, 296-321.
- Boyd, D. R. (2012). The Constitutional Right to a Healthy Environment. *Environment*, 54(4), 3-14. doi: 10.1080/00139157.2012.691392
- Broadhead, L.-A., & Howard, S. (2011). Deepening the Debate over 'Sustainable Science': Indigenous Perspectives as a Guide on the Journey. *Sustainable Development*, 19(5), 301-311. doi: 10.1002/sd.421
- Brokensha, D. et Warren, D.M. (1980). *Indigenous knowledge systems and development*. Washington, D.C.: University Press of America.
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2013), *Rapport 301: Projet d'ouverture et d'exploitation d'une mine d'apatite à Sept-Îles, Québec*, Récupéré le 2 avril 2014 de <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/rapports/publications/bape301.pdf>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2015a). *Présentation multimedia sur le BAPE*. Récupéré le 19 Mars 2015 de <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/bape/organisme/index.htm>
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (2015b). *La foire aux questions*. Récupéré le 14 avril 2015 de <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/faq/#qcq>
- Callicott, J. B. & Grove-Fanning, W. (2009). Should endangered species have standing? Toward legal rights for listed species. *Social Philosophy & Policy*, 26(2), 317-352. doi: 10.1017/s0265052509090268

- Cree Nations of Eeyou Istchee (CNEI) (2011). *Cree Vision of Plan Nord*. Récupéré le 1 août 2015 de <http://www.gcc.ca/pdf/Cree-Vision-of-Plan-Nord.pdf>.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) (1987). *Notre avenir à tous*. Récupéré le 5 octobre 2014 de http://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland
- Corbin, J. M., & Strauss, A. L. (2015). *Basics of qualitative research : techniques and procedures for developing grounded theory* (4e éd.). Thousand Oaks : SAGE.
- Daly, H. E. et Townsend, K. N. (1993). *Valuing the earth : economics, ecology, ethics*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Delâge, D. & Warren, J.-P. (2006). The Meeting of Bourgeois and Aboriginal Ethics: Modernity Postmodernity and Aboriginality. Dans G. Christie (dir). *Aboriginality and governance : a multidisciplinary perspective from Québec* (p. 79-139). Penticton, B.C. : Theytus Books.
- DeWalt, K. M. (2011). *Participant observation a guide for fieldworkers*. (2e éd.). Lanham, Md. : Rowman & Littlefield.
- Dryzek, J. S. (2005). *The politics of the earth : environmental discourses*. Oxford : Oxford University Press.
- Duchastel, J., Laurin, N., Houle, G., & Ramognino, N. (1993). Discours et informatique : des objets sociologiques? *Sociologie Et Sociétés*, 25(2), 157-170.
- Dufour, Jules (dir.) (1998), *Nikan : Les territoires du développement durable, héritage et enjeux pour demain*, Actes du Congrès, Jonquières. Récupère de <http://constellation.uqac.ca/1888/1/030110520T1.pdf>
- Fairclough, N. (1992). *Discourse and social change*. Cambridge, UK; Cambridge, MA : Polity Press.
- Fairclough, N. (1995). *Critical discourse analysis : the critical study of language*. London; New York : Longman.
- Feindt, P. H., & Oels, A. (2005). Does discourse matter? Discourse analysis in environmental policy making. *Journal of Environmental Policy and Planning*, 7(3), 161-173.

- Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours leçon inaugurale au collège de France prononcée le 2 décembre 1970*. Paris : Paris Gallimard.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris : Gallimard.
- Gendron, C., et al. (2005) *Mémoire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable remis à la Commission des transports et de l'environnement dans le cadre des consultations particulières et des auditions publiques sur la Loi sur le développement durable (projet de loi n° 118) – Version révisée, Cahier de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable*, Montréal, École des sciences de la gestion, UQAM, no 10-2005
- Gendron, C. (2012). *Vous avez dit développement durable?*. Montréal : Presses internationales Polytechnique.
- Germain, A. (2011). La relation entre Autochtones et gouvernements provinciaux vue à la lumière du développement nordique au Québec et en Ontario. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1).
- Gibbs, Graham R. (2012). Grounded theory, coding and computer-assisted analysis. Dans S. Becker, A. Bryman, H. Ferguson. (dir.), *Understanding research for social policy and social work : Themes, methods and approaches*. (p. 337-343). Bristol : Policy.
- Gibbs, M. (2001). Toward a strategy for undertaking cross-cultural collaborative research. *Society & Natural Resources*, 14(8), 673-687.
- Giddens, A. (1984). *The constitution of society : outline of the theory of structuration*. Berkeley : University of California Press.
- Gohier, M. (2013) Les politiques coloniales françaises et anglaises à l'égard des Autochtones. Dans A. Beaulieu, S. Gervais et M. Papillon (dir.), *Les Autochtones et le Québec : Des premiers contacts au Plan Nord* (p. 113-134). Montréal : Presses de l'Université de Montréal
- Gouvernement du Québec (2011a). *Plan Nord : Faire le Nord ensemble*. Récupéré le 28 octobre 2014 de http://www.aemq.org/RadFiles/Section%20membre/Documentation/Publications/EAT-MRNF_PlanNord.pdf
- Gouvernement du Québec (2011b). *Amérindiens et Inuits : Portraits des nations autochtones du Québec*. Récupéré le 21 Mars 2015 de

http://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/document-11-nations-2e-edition.pdf

Gouvernement du Québec (2014). *Plan Nord. Symposium*. Récupère le 19 Mars 2015 de <http://www.plannord.gouv.qc.ca/fr/symposium-fr/>

Gouvernement du Québec (2009a). *Le Québec sur la voie du développement durable*. Récupéré le 5 octobre 2014 de <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/voie.htm>

Gouvernement du Québec (2009b). Secrétariat aux affaires autochtones. *Cris*. Récupéré le 20 Mars 2015 de http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/profils_nations/cris.htm

Gouvernement du Québec (2002). *Comité interministériel du développement durable*. Récupéré le 15 octobre 2014 de <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/comite.htm>

Gouvernement du Québec (2015) *Le Plan Nord à l'horizon 2035 : Plan d'action 2015 - 2020*. Récupéré le 15 juillet 2015 de http://plannord.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2015/04/Synthese_PN_FR_IMP.pdf

Gramsci, A. & Boothman, D. (1995). *Further selections from the prison notebooks*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Grey, J. (2012, 15 novembre). U.S. firm to launch NAFTA challenge to Quebec fracking ban. *The Globe and the Mail*. Récupère le 26 Juillet 2015 de <http://www.theglobeandmail.com/globe-investor/nafta-challenge-launched-over-quebec-fracking-ban/article5337929/>

Halliday, M. A. K. (1978). *Language as social semiotic : the social interpretation of language and meaning*. Baltimore : University Park Press.

Hajer, M. A. (1995). *The politics of environmental discourse: ecological modernization and the policy process*. Oxford : Oxford Clarendon Press.

Hajer, M., & Versteeg, W. (2005). A decade of discourse analysis of environmental politics: Achievements, challenges, perspectives. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 7(3), 175-184. doi: 10.1080/15239080500339646

Hajer, M. (2006). Doing Discourse Analysis: Coalitions, Practices, Meaning. Dans M. van den Brink & T. Metze (dir.), *Words matter in policy and Planning -*

Discourse Theory and Method in the Social Sciences (p. 65-74). Utrecht: KNAG / Nethur.

- Happaerts, S. (2011) *Sustainable development in Quebec and Flanders. A comparative policy analysis. Cahier de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable*, Montréal, École des sciences de la gestion, UQAM, no 03-2011.
- Harlow, J., Golub, A., & Allenby, B. (2013). A Review of Utopian Themes in Sustainable Development Discourse. *Sustainable Development*, 21(4), 270-280. doi: 10.1002/sd.522
- Holliday, R. (2000). We've been framed: visualising methodology. *The Sociological Review*, 48(4), 503-521. doi: 10.1111/1467-954X.00230
- Houde, N. (2007). The Six Faces of Traditional Ecological Knowledge: Challenges and Opportunities for Canadian Co-Management Arrangements. *Ecology and Society*, 12(2), 34.
- Houde, N. (2011). *"Experimenting with what will become our traditions": adaptive co-management as a bridge to an Atikamekw Nehirowisiw post-treaty world in Nitaskinan, Canada*. Récupéré le 27 octobre 2013 de http://digitool.Library.McGill.CA/R/?func=dbin-jump-full&object_id=104589 [27/10/2013]
- Hurley, M. C. (2000). *Le rapport de fiduciaire entre la Couronne et les peuples autochtones*. Parlement du Canada. Récupéré le 27 juillet 2015 de <http://www.parl.gc.ca/content/lop/researchpublications/prb0009-f.htm>
- Idle No More. *The Vision*. Récupéré le 26 juillet 2015 de <http://www.idlenomore.ca/vision>
- Innus de Uashat mak Mani-utenam et des Innus de Matimekush-Lac John (2013). *Mémoire au BAPE : Projet Mine Arnaud*. Récupéré le 29 novembre 2014 de http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/mine_apatite_sept-iles/documents/liste_doc-DT-DQ-DM.htm#DM
- Jones, R. A. (2000). *Méthodes de recherche en sciences humaines*. Paris : Paris De Boeck Université.
- Killingsworth, M. J. & Palmer, J. S. (1992). *Ecospeak rhetoric and environmental politics in America*. London: London Southern Illinois University Press.

- Kovach, M. (2005). Emerging from the margins: Indigenous methodologies. Dans : L. Brown et S. Strega (dir.), *Research as resistance* (p. 19-36). Toronto : Canadian Scholar Press
- Krech, S. (1999). *The ecological Indian : myth and history*. New York : W.W. Norton & Co.
- Latour, B. (1988). *The pasteurization of France*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Leclair, J. (2011). «Il faut savoir se méfier des oracles» : Regards sur le droit et les autochtones. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 102-111.
- McGregor, D. (2000). The state of traditional ecological knowledge research in Canada: a critique of current theory and practice. Dans R.F. Laliberte et al. *Expressions in Candian Native Studies* (p. 436-458). Saskatoon : University Extension Press.
- McGregor, D. (2004). Traditional Ecological Knowledge and Sustainable Development Towards Coexistence. Dans M. Blaser et al. *In the way of development: indigenous peoples, life projects and globalization* (p. 72-91). London : Zed Books.
- MacDonald, D. B., & Hudson, G. (2012). The Genocide Question and Indian Residential Schools in Canada. *Canadian Journal of Political Science-Revue Canadienne De Science Politique*, 45(2), 427-449. doi: 10.1017/s000842391200039x
- Margil, M. & Price, B. (2010). Does Nature Have Rights: Transforming Grassroots Organizing to Protect the People and the Planet. Récupéré le 26 Juillet 2015 de <http://celdf.org/downloads/RightsofNatureReportWebENG%20DEC%202010.pdf>
- Meadows, D. H. & Club de Rome (1972). *The Limits to growth; a report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind*. New York : Universe Books.
- Nadasdy, P. (1999). The Politics of Tek: Power and the "Integration" of Knowledge. *Arctic Anthropology*, 36(1/2), 1-18. doi: 10.2307/40316502
- Nadasdy, P. (2003). *Hunters and bureaucrats : power, knowledge, and aboriginal-state relations in the southwest Yukon*. Vancouver : UBC Press.
- Naskapi (2015). *Our Community*. Récupéré le 22 Mars 2015 de <http://www.naskapi.ca/en/Overview-1>

- Newhouse, D.R. (2000). *From the Tribal to the Modern: The Development of Modern Aboriginal Societies*. Dans R.F. Laliberte, et al. *Expressions in Candian Native Studies* (p. 395-409). Saskatoon : University Extension Press.
- Newman, D. G. (2009). *The duty to consult : new relationships with Aboriginal peoples*. Saskatoon : Purich Pub.
- Nieto, C.C., Durbin, P.T. (1995). Sustainable Development and Philosophies of Technology. *Society for Philosophy and Technology*, 1 (1-2), Récupéré le 12 octobre 2014 de <http://scholar.lib.vt.edu/ejournals/SPT/v1n1n2/nieto.html>
- Nurse-Bray, M., Marsh, H. & Ross, H. (2010). Exploring Discourses in Environmental Decision Making: An Indigenous Hunting Case Study. *An International Journal*, 23(4), 366-382. doi: 10.1080/08941920903468621
- Otis, G. (2004). *Droit, territoire et gouvernance des peuples autochtones*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Otis, G. (2006). *Elections, Traditional Aboriginal Governance and the Charter*. Dans G. Christie (dir). *Aboriginality and governance: a multidisciplinary perspective from Québec* (p. 217-237). Penticton, B.C. : Theytus Books.
- Union des municipalités du Québec (UMQ) (2006). *Guide terminologique autochtone*. Récupéré le 23 Mars 2015 de http://www.umq.qc.ca/uploads/files/pub_autres/Guide_terminologique.pdf
- Usher, P. J. (2000). Traditional ecological knowledge in environmental assessment and management. *Arctic*, 53(2), 183-193.
- Pereira, D. (2009). *Développement durable : de quoi on parle?* Paris : Publibook.
- Phillips, N. & Hardy, C. (2002). *Discourse analysis : investigating processes of social construction*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- Redclift, M. R. (2009). Sustainable Development (1987-2005) - an Oxymoron Comes of Age. *Problemy Ekorozwoju*, 4(1), 33-50.
- Robinson, J. (2004). Squaring the circle? Some thoughts on the idea of sustainable development. *Ecological Economics*, 48(4), 369-384. doi: <http://dx.doi.org/10.1016/j.ecolecon.2003.10.017>
- Royer, I. & Zarlowski, P. (2003). Échantillon(s). Dans R.-A. Thiétart (dir.), *Méthodes de recherche en management* (p. 188-223). Paris : Dunod.

- Schnettler, B., & Raab, J. (2009). Interpretative visual analysis developments: state of the art and pending problems. *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, 265-295.
- Scholz, S., Kusche, M., Scherber, N., Scherber, S., & Stiller, D. (2013). The Potential of Film Analysis for Family Sociology: Methodological Considerations Using the Example of "Das Doppelte Lottchen". *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, 15(1) (2014).
- Schulthess, B. (1998), Identité des peuples indigènes et respect de leurs valeurs pour un développement durable. Dans J. Dufour (dir.) *Nikan : Les territoires du développement durable, héritage et enjeux pour demain* (p. 105-112), Actes du Congrès, Jonquière, Récupéré le 4 juillet 2015 de <http://constellation.uqac.ca/1888/1/030110520T1.pdf>
- Simpson, L. (2001). Aboriginal peoples and knowledge: Decolonizing our processes. *The Canadian journal of native studies*, 21(1), 137-148.
- Smith, Heather A. (2007). *Disrupting the Global Discourse of Climate Change: The Case of Indigenous Voices*. Dans M. E. Pettenger (dir.) *The Social Construction of Climate Change: Power, Knowledge, Norms, Discourses* (p. 175 - 215), Aldershot, UK : Ashgate Publishing Limited,
- Société Makivik (2015). *Les communautés*. Récupéré le 21 Mars 2015 de <http://www.makivik.org/fr/our-communities/>
- Stone, C. (1972). Should Trees Have Standing - towards Legal Rights for Natural Objects. *Ucla Law Review*, 21(6), 3-55.
- Sveiby, K.-E. (2009). Aboriginal principles for sustainable development as told in traditional law stories. *SD Sustainable Development*, 17(6), 341-356.
- Tuhiwai Smith, L. (1999). *Decolonizing methodologies: research and indigenous peoples*. London; New York; Dunedin, N.Z.; New York : Zed Books
- United Nations Department of Economic and Social Affairs, Division for Sustainable Development (DESA) (2014). *Open Working Group on Sustainable Development Goals*. Récupéré le 15 octobre 2014 de <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>
- Vincent, S. (2011). Le « Plan Nord » pour les Premières Nations et les Inuits. Levier à saisir ou intrus à combattre? Réactions représentées dans la presse écrite

entre octobre 2008 et décembre 2011. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 47-63

Wapikoni mobile. *Wapikoni en bref*. Récupéré le 19 Mars 2015 de
<http://www.wapikoni.ca/a-propos/qui-sommes-nous/le-wapikoni-en-bref>

Woolford, A. (2009). Ontological Destruction: Genocide and Canadian Aboriginal Peoples 1. *Genocide Studies and Prevention*, 4(1), 81-97.